

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

---

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

---

Séance du vendredi 23 juin 2023

---

Commission n° 7 – Finances, Ressources Humaines et Administration générale

---

Commission n° 1 – Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture

---

Commission n° 2 – Éducation et Culture

---

Commission n° 3 – Jeunesse et Sports

---

Commission n° 4 – Solidarités

---

Commission n° 5 – Environnement

---

Commission n° 6 – Transports et Mobilités

---

**Direction Générale des Services Direction des Finances**

---

**RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL N° CD-2023/06/23-**

OBJET : Compte administratif 2022 et affectation des résultats

CANTON(S) : TOUS CANTONS

## RÉSUMÉ :

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2022, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 716 millions d'euros pour 1 milliard 804 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2022, se soldent ainsi par un "excédent" de 88 M€ constituant le résultat de gestion 2022. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2021 qui était excédentaire de 87,3 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2022 sur 2023 (18,8 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2022 qui sera repris en DM1 2023 (valant budget supplémentaire), sera de 156,5 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants :

- Budget annexe GAIA : excédent d'exploitation de 173 092,89 € et excédent d'investissement de 54 927,14 €.

- Budget annexe Equipements culturels : excédent de fonctionnement de 1 475 336,92 €

Je vous propose de débattre des trois annexes qui sont jointes au projet de délibération :

- Le rapport sur le Compte Administratif 2022,
- Les états des Autorisations de Programme et des Autorisations d'Engagement,
- L'état de la caducité des AP et AE au 31 décembre 2022.

Ces documents détaillent la réalisation budgétaire des recettes et des dépenses qui figurent à aux comptes administratifs, principal et annexes, du Département de Seine-et-Marne pour l'exercice 2022.

Il en résulte des soldes d'exécution dont l'affectation est soumise au conseil départemental.

Je vous remercie de bien vouloir vous prononcer sur ce dossier et, si vous en êtes d'accord, d'adopter le projet de délibération joint au présent rapport.

Jean-François PARIGI

Président du Conseil départemental  
de Seine-et-Marne

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

---

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

---

Séance du vendredi 23 juin 2023

DELIBERATION N°

---

Commission n° 7 – Finances, Ressources Humaines et Administration générale

---

**Direction Générale des Services - Direction des Finances**

---

OBJET : Compte administratif 2022 et affectation des résultats  
Budget principal

**RÉSUMÉ :**

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2022, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 716 millions d'euros pour 1 milliard 804 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2022, se soldent ainsi par un "excédent" de 88 M€ constituant le résultat de gestion 2022. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2021 qui était excédentaire de 87,3 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2022 sur 2023 (18,8 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2022 qui sera repris en DM1 2023 (valant budget supplémentaire), sera de 156,5 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants :

- Budget annexe GAIA : excédent d'exploitation de 173 092,89 € et excédent d'investissement de 54 927,14 €.

- Budget annexe Equipements culturels : excédent de fonctionnement de 1 475 336,92 €

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2022 par Madame le Payeur Départemental

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

Après en avoir délibéré,

## DÉCIDE

**Article 1 :** d'approuver le compte administratif du budget principal du Département de Seine-et -Marne pour l'exercice 2022 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

**Article 2 :** de déterminer, les soldes d'exécution et le résultat de fonctionnement à affecter ainsi qu'il suit :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur	146 382 318,32	149 909 617,42		83 812 220,94
Réalisé de l'exercice 2022	429 748 263,39	307 499 520,32	1 286 282 660,05	1 496 491 138,73
TOTAL	576 130 581,71	457 409 137,74	1 286 282 660,05	1 580 303 359,67
<b>RESULTAT A AFFECTER</b>	<b>118 721 443,97</b>			<b>294 020 699,62</b>
Reste à réaliser	18 770 995,95	-	-	-
TOTAL	137 492 439,92			294 020 699,62
<b>Résultat définitif</b>	<b>137 492 439,92</b>			<b>294 020 699,62</b>

**Article 3 :** d'affecter le résultat de fonctionnement de clôture ainsi qu'il suit :

En section d'investissement, le besoin de financement du compte principal après restes à réaliser s'établit à **137 492 439,92 €**. Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement de **294 020 699,62 €** sera affecté à hauteur du besoin de financement global. Le solde disponible de **156 528 259,70 €** sera repris en report à nouveau créditeur à la DM1, budget supplémentaire de l'exercice 2023.

**Article 4 :** d'acter la réalisation des dépenses et des recettes pour l'exercice 2022 comme présentée en annexe 1 de la présente délibération.

**Article 5 :** d'acter la réalisation des enveloppes d'autorisations de programme présentée en annexe 2 de la présente délibération.

**Article 6 :** d'acter la réalisation des enveloppes d'autorisations d'engagement présentée en annexe 3 de la présente délibération.

**Article 7 :** d'acter la caducité des autorisations de programme et d'autorisations d'engagement présentées en annexe 4 de la délibération, conformément aux articles 16 et 19 du Règlement Budgétaire et financier voté le 29 juin 2012 et applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Je vous remercie de bien vouloir vous prononcer sur ce dossier et, si vous en êtes d'accord, d'adopter le projet de délibération joint au présent rapport.

Jean-François PARIGI

Président du Conseil départemental  
de Seine-et-Marne

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

---

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

---

Séance du vendredi 23 juin 2023

DELIBERATION N°

---

Commission n° 7 – Finances, Ressources Humaines et Administration générale

---

**Direction Générale des Services - Direction des Finances**

---

OBJET : Compte administratif 2022 et affectation des résultats  
Equipements Culturels

**RÉSUMÉ :**

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2022, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 716 millions d'euros pour 1 milliard 804 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2022, se soldent ainsi par un "excédent" de 88 M€ constituant le résultat de gestion 2022. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2021 qui était excédentaire de 87,3 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2022 sur 2023 (18,8 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2022 qui sera repris en DM1 2023 (valant budget supplémentaire), sera de 156,5 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants :

- Budget annexe GAIA : excédent d'exploitation de 173 092,89 € et excédent d'investissement de 54 927,14 €.

- Budget annexe Equipements culturels : excédent de fonctionnement de 1 475 336,92 €

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2022 par Madame le Payeur Départemental

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

Après en avoir délibéré,

### DÉCIDE

**Article 1 :** d'approuver le compte administratif du Budget annexe « Equipements culturels » du Département de Seine-et -Marne pour l'exercice 2022 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

**Article 2 :** de déterminer, les soldes d'exécution et le résultat de fonctionnement à affecter ainsi qu'il suit :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur				1 394 046,37
Réalisé de l'exercice 2022			327 019,42	408 309,97
<b>TOTAL</b>			<b>327 019,42</b>	<b>1 802 356,34</b>
<b>RESULTAT A AFFECTER</b>				<b>1 475 336,92</b>
Restes à réaliser				
<b>TOTAL</b>			-	1 475 336,92
<b>Résultat définitif</b>				<b>1 475 336,92</b>

**Article 3 :** d'affecter le résultat de fonctionnement de clôture ainsi qu'il suit :

Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement de **1 475 336,92 €** sera repris au budget supplémentaire de l'exercice 2022.

**Article 4 :** d'acter la réalisation des dépenses et des recettes pour l'exercice 2022 comme présentée en annexe 1 de la présente délibération.

Je vous remercie de bien vouloir vous prononcer sur ce dossier et, si vous en êtes d'accord, d'adopter le projet de délibération joint au présent rapport.

Jean-François PARIGI

Président du Conseil départemental

de Seine-et-Marne



DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

---

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

---

Séance du vendredi 23 juin 2023

DELIBERATION N°

---

Commission n° 7 – Finances, Ressources Humaines et Administration générale

---

**Direction Générale des Services - Direction des Finances**

---

OBJET : Compte administratif 2022 et affectation des résultats  
Services GAIA

**RÉSUMÉ :**

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2022, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 716 millions d'euros pour 1 milliard 804 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2022, se soldent ainsi par un "excédent" de 88 M€ constituant le résultat de gestion 2022. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2021 qui était excédentaire de 87,3 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2022 sur 2023 (18,8 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2022 qui sera repris en DM1 2023 (valant budget supplémentaire), sera de 156,5 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants :

- Budget annexe GAIA : excédent d'exploitation de 173 092,89 € et excédent d'investissement de 54 927,14 €.

- Budget annexe Equipements culturels : excédent de fonctionnement de 1 475 336,92 €

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2022 par Madame le Payeur Départemental

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

Après en avoir délibéré,

### DÉCIDE

**Article 1** : d'approuver le compte administratif du Budget annexe « GAIA » du Département de Seine-et-Marne pour l'exercice 2022 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

**Article 2** : de déterminer, les soldes d'exécution et les résultats de fonctionnement à affecter ainsi qu'il suit :

<i>CA 2022</i>	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur		56 688,83		288 815,95
Réalisé de l'exercice 2022	6 446,72	4 685,03	194416,08	78 693,02
TOTAL	6 446,72	61 373,86	194 416,08	367 508,97
<b>RESULTAT A AFFECTER</b>		<b>54 927,14</b>		<b>173 092,89</b>
Restes à réaliser				
TOTAL		54 927,14	-	173 092,89
<b>Résultat définitif</b>		<b>54 927,14</b>		<b>173 092,89</b>

**Article 3** : d'affecter les résultats de fonctionnement de clôture ainsi qu'il suit :

La section d'investissement faisant apparaître, après restes à réaliser, un solde positif de **54 927,14 €**, la section de fonctionnement présentant un résultat d'exploitation, excédentaire de **173 092,89 €**.

Ces montants seront repris en report créditeur au budget supplémentaire de l'exercice 2023.

**Article 4** : d'acter la réalisation des dépenses et des recettes pour l'exercice 2022 comme présentée en annexe 1 de la présente délibération.

Je vous remercie de bien vouloir vous prononcer sur ce dossier et, si vous en êtes d'accord, d'adopter le projet de délibération joint au présent rapport.

Jean-François PARIGI

Président du Conseil départemental

de Seine-et-Marne

# PROJET

Rapport sur le

# COMPTE ADMINISTRATIF 2022 :

- **BUDGET PRINCIPAL**
- **SERVICES A COMPTABILITE DISTINCTE**
- **BILAN FINANCIER DE LA POLITIQUE ENS ET AFFECTATION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT**



## SOMMAIRE « COMPTE ADMINISTRATIF 2022 »

<b>1-1 - Introduction</b> .....	3
<b>1-2 - Présentation Générale</b> .....	5
<b>1-2.A - Les ouvertures de crédits</b> .....	6
<b>1-2.B – L'exécution du budget</b> .....	7
<b>1-2.C – Les résultats</b> .....	8
<b>1-3 - La section d'investissement</b> .....	10
<b>1-3.A - Les dépenses d'investissement</b> .....	10
<b>1-3.A 1 – Répartition des investissements 2022 par grands secteurs</b> .....	11
<b>1-3.A 2 – Les opérations en capital relatives à la dette</b> .....	30
<b>1-3.B - Gestion pluriannuelle en investissement</b> .....	31
<b>1-3.C – Les recettes d'investissement</b> .....	32
<b>1-4 – La section de fonctionnement</b> .....	33
<b>1-4.A – Les dépenses de fonctionnement</b> .....	33
<b>1-4.A 1 – Les dépenses opérationnelles de fonctionnement</b> .....	34
<b>1-4.A 2 – Les frais financiers et les prélèvements sur les recettes fiscales</b> .....	57
<b>1-4.B – Gestion pluriannuelle en fonctionnement</b> .....	59
<b>1-4.C – Les recettes de fonctionnement</b> .....	60
<b>1-5 – La sous-compensation des trois allocations individuelles de solidarité (AIS)</b> .....	68
<b>1-6 – Situation financière</b> .....	71
<b>1-7 – Affectation du résultat</b> .....	72
<b>2 - Comptes administratifs des services à comptabilité distincte</b> .....	73
<b>2-1 - Service GAIA</b> .....	73
<b>2-2 – Equipements culturels</b> .....	73
<b>3 Bilan financier de la politique ENS et affectation de la taxe d'aménagement</b> .....	74

## 1-1 - Introduction

Après une légère dégradation en 2020 du taux d'épargne brute résultant de la crise sanitaire, celui-ci progresse de nouveau en 2022 : 20,0 % (contre 19,3 % en 2021 et 15,9 % en 2020).

Les dépenses réelles de fonctionnement présentent une augmentation de 13,6 M€ soit + 1,2 %, alors que les recettes réelles de fonctionnement ont progressé plus rapidement, sans hausse fiscale, de 30,3 M€ (soit + 2,1 %).

Dès lors, l'épargne dégagée sur la section de fonctionnement a augmentée pour atteindre 294,3 M€ contre 277,6 M€ au CA 2021.

L'évolution des grands équilibres financiers est retracée dans le tableau suivant à travers quatre indicateurs :

	Taux d'épargne brute (1)	Endettement (2)	Taux d'endettement (3)	Capacité de désendettement (4)
CA 2017	14,2%	785,6 M€	62%	4,3 ans
CA 2018	15,5%	726,1 M€	57%	3,6 ans
CA 2019	17,0%	657,4 M€	49%	2,9 ans
CA 2020	15,9%	629,7 M€	47%	2,9 ans
CA 2021	19,3%	596,6 M€	41%	2,1 ans
CA 2022	20,0%	561,9 M€	38%	1,9 ans

Cette trajectoire financière, qui accroît la capacité d'autofinancement du Département, permet de poursuivre la montée en charge des dépenses d'équipement sans alourdir l'endettement de la collectivité conformément aux orientations fixées par la majorité départementale.

En mouvements réels, les dépenses de fonctionnement 2022 (détaillées à partir de la page 33) se sont élevées à 1 175,9 M€ et les recettes de fonctionnement (détaillées à partir de la page 61) à 1 470,2 M€.

Le résultat de gestion 2022 est donc un excédent de 294,3 M€ en section de fonctionnement.

En investissement, les dépenses 2022 ont été de 332,3 M€ hors déficit (détaillées à partir de la page 10), et les recettes de 126 M€ hors excédent (détaillées à partir de la page 32), soit un besoin de financement de 206,4 M€.

Au total, l'excédent de 2022 est de 88 M€. Il se cumulera avec l'excédent antérieur de 87,3 M€, ce qui fait ressortir, après financement des reports de 2022 sur 2023 (18,8 M€), le résultat net disponible à reprendre au budget supplémentaire 2023 à 156,5 M€ (contre 83,8 M€ au BS 2022).

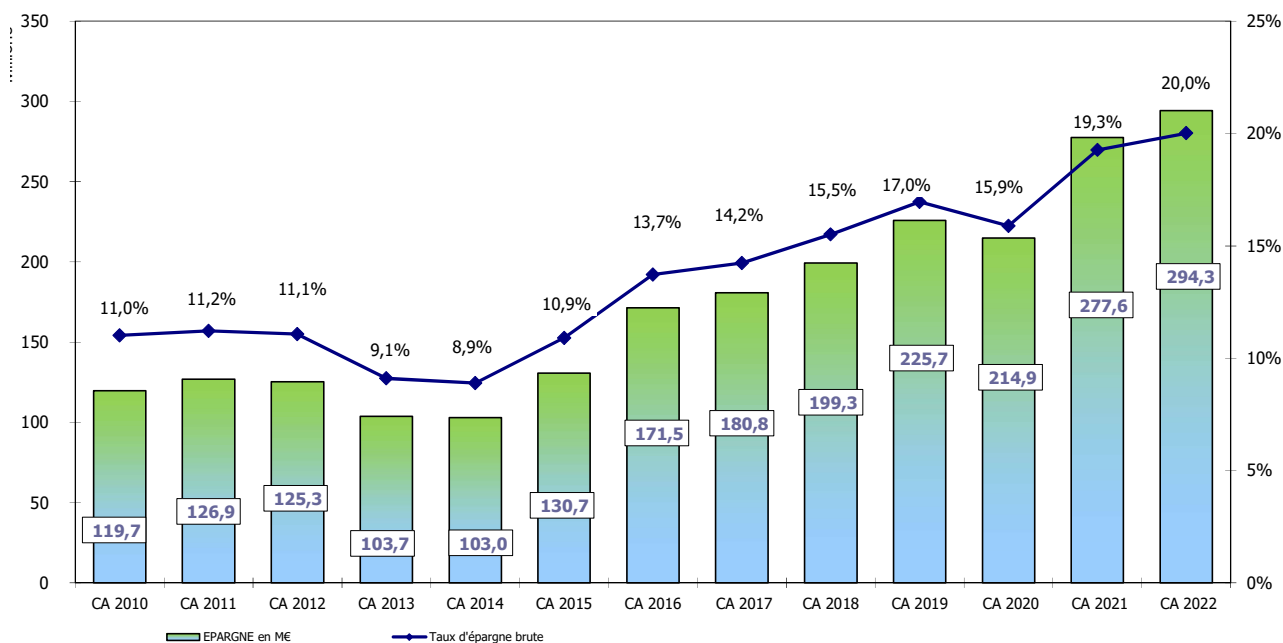
en €	Dépenses	Recettes	Résultats
Fonctionnement	1 175 933 023,83	1 470 247 364,42	294 314 340,59
Investissement	332 328 675,09	125 974 070,11	- 206 354 604,98
Résultat de la gestion 2022			87 959 735,61
Excédent cumulé à fin 2021			87 339 520,04
Excédent global cumulé à fin 2022			175 299 255,65
Déficit état des reports 2022 sur 2023			18 770 995,95
Résultat net disponible pour BS (DM1 2023)			156 528 259,70

Dans le même temps, le stock de dette à long terme du Département a diminué de 34,7 M€ en 2022, les remboursements (97,9 M€) étant supérieurs aux mobilisations d'emprunts à long terme (63,2 M€). Ce stock de dette à long terme s'établit à 561,9 M€ à fin 2022 (contre 596,6 M€ à fin 2021).

Avec une épargne dégagée sur la section de fonctionnement de 294,3 M€, le ratio de solvabilité (rapport entre le stock de dette à long terme, 561,9 M€, et l'épargne brute dégagée par la section de fonctionnement, soit 294,3 M€) s'améliore à 1,9 an après une stabilisation en 2019 et 2020 à 2,9 ans et une diminution en 2021 à 2,1 ans.

L'amélioration de la situation financière du Département, amorcée en 2015 comme le montre le graphique ci-après, a été consolidée en 2022 après une pose en 2020 et une augmentation en 2021.

**Evolution de l'épargne**  
(hors recettes exceptionnelles en 2012)



Le tableau et le graphique d'évolution des **dépenses de fonctionnement** (pages 33 et 34), montrent leur faible progression en 2022 puisqu'elles augmentent de 1,2 % au total, avec des dépenses opérationnelles (hors fonds de péréquation et frais financiers) qui ont évolué de + 1 % (contre +2,4 % en 2021)

La mission **Solidarité** présente une progression de ses dépenses par rapport à celles de 2021 (+ 8,8M€ pour un montant global de 661,1 M€).

Ce sont majoritairement les dépenses destinées aux personnes handicapées qui ont progressé (+ 5,4 % soit + 8,7 M€). S’y ajoutent les dépenses du secteur des personnes âgées (+ 4,2 % soit +4 M€) accompagnées de celles du secteur enfance et famille (+ 2,9 M€). A l’inverse, après une forte croissance entre 2019 et 2021 les dépenses réalisées dans le secteur de l’insertion sont en régression de -3,2% (soit - 7,2 M€).

Les dépenses de la mission **Aménagement** ont également diminué pour revenir à un montant de 190,4 M€ soit - 2 % (en volume -4 M€). Cette diminution de - 5,2 %est centrée sur la sécurité (- 6,3 M€) mais elle doit être nuancée puisque l’année 2021 avait été marquée par la constitution d’une provision de 8 M€ en prévision de la constatation d’un déficit du compte d’ajustement du Bail Emphytéotique Administratif (BEA) qui nous lie au Groupe Vinci pour la rénovation et la gestion des casernes de gendarmerie. Le secteur du développement territorial est également en recul de - 19,4% et pour un volume de - 1,5 M€. Néanmoins ces diminutions sont en partie compensées par une progression des dépenses du secteur des transports (+ 3,5 M€ soit +6,6 %).

Un dernier secteur a également progressé : celui du **développement socio-éducatif et culturel** avec une variation de + 10,2 % des dépenses (soit + 5,2 M€) pour un montant global de 56,19 M€ dont plus de 75 % des dépenses concerne l’éducation.

Face à ces variations, on constate une stabilisation globale des dépenses de la **mission fonctionnelle à 221,6 M€**. Elle résulte d’une part d’augmentation des moyens généraux en partie compensée la diminution des réalisations faites au titre de la direction de l’action départementale (qui contrairement à l’année dernière ne supporte plus la constitution d’une provision pour créances douteuses de 1,4 M€).

Après plusieurs années de diminution, les **frais financiers** progressent légèrement (+1,1 %) pour atteindre 11,3 M€ (contre 11,2M€ en 2021, 12,9 M€ en 2020 14,4 M€ en 2019).

La forte relance des **dépenses d’équipement** constatée depuis 2018 marque une pose en 2022. La cyber-attaque dont a été victime le Département de Seine-et-Marne a fortement impacté le volume des mandatements en investissement puisque celui-ci s’est limité à 219,5 M€ contre 267,8 M€ en 2021 soit une baisse de 18% (- 48,3 M€). Néanmoins une partie des dépenses non réalisées seront reportées sur l’exercice 2023 pour 18,8 M€.

Les dépenses en faveur de l’éducation, dans les collèges (90,4M€) demeurent le premier poste d’investissement, avec 41,2 % des dépenses totales. Les investissements routiers se traduit dans le compte administratif 2022 par une dépense totale de 54,5 M€ (soit 24,9 % des dépenses totales). Le secteur des transports a progressé en 2022 et s’élève à 7 M€ porté par les dépenses liées au TZEN.

Les réalisations en matière de développement local représentent le troisième poste pour un volume de 19,8 M€. Il faut mentionner une contribution de 18,3 M€ au Fonds de Solidarité Interdépartemental d’Investissement (FS2I) (mais en contrepartie de cette dépense, le Département a perçu de ce même fonds 24,6 M€ en 2022).

Le rapport sur le compte administratif présente également (page 69), le bilan des 3 AIS que sont le RSA, l’APA et la PCH. La charge nette de ces trois allocations que le Département ne maîtrise pas s’élève à 194,2 M€ pour l’année 2022, en hausse de 1,3 % par rapport à 2021. Le montant cumulé des sous-compensations, depuis l’année 2022, s’élève à 2 141,81 M€ à la fin 2022.

## 1-2 - Présentation Générale

Il a été ouvert, au titre de 2022 (budget primitif et décisions modificatives ultérieures), un total de crédits de paiement de **2 614 664 486,20 €**, investissement et fonctionnement confondus, y compris les mouvements d’ordre et la reprise des résultats antérieurs qui étaient :

- Un déficit d’investissement 2021 de **146 382 318,32 €**,
- Un solde déficitaire des reports d’investissement de **3 527 299,10 €**,



- Un excédent de fonctionnement 2021 disponible de **83 812 220,94 €** après affectation du résultat 2021 à la couverture d'une part du déficit d'investissement et d'autre part du solde déficitaire des reports d'investissement ci-dessus rappelés.

## **1-2.A - Les ouvertures de crédits**

<b>DEPENSES</b>			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Dépenses réelles	868 321 528,05	1 220 821 545,96	2 089 143 074,01
Dépenses d'ordre	211 842 573,16	313 678 839,03	525 521 412,19
<b>Total dépenses</b>	<b>1 080 164 101,21</b>	<b>1 534 500 384,99</b>	<b>2 614 664 486,20</b>
Déficit	146 382 318,32		146 382 318,32
Autofinancement complémentaire		207 485 602,72	207 485 602,72
Crédits reportés	3 527 299,10		3 527 299,10
<b>Total dépenses hors déficit, autofinancement complémentaire et crédits reportés</b>	<b>930 254 483,79</b>	<b>1 327 014 782,27</b>	<b>2 257 269 266,06</b>
<b>RECETTES</b>			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Recettes réelles	578 886 678,18	1 510 256 395,83	2 089 143 074,01
Recettes d'ordre	501 277 423,03	24 243 989,16	525 521 412,19
<b>Total recettes</b>	<b>1 080 164 101,21</b>	<b>1 534 500 384,99</b>	<b>2 614 664 486,20</b>
Excédent	149 909 617,42	83 812 220,94	233 721 838,36
Autofinancement complémentaire	207 485 602,72		207 485 602,72
<b>Total recettes hors excédent, autofinancement complémentaire et crédits reportés</b>	<b>722 768 881,07</b>	<b>1 450 688 164,05</b>	<b>2 173 457 045,12</b>

## 1-2.B – L'exécution du budget

L'exécution du budget, hors reprise de l'excédent 2021 et couverture du déficit, s'est traduite par la réalisation d'un total de dépenses de **1 716 030 923,44 M€**, pour des recettes de **1 803 990 659,05 M€**, comme indiqué dans le tableau ci-après :

<b>DEPENSES</b>			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Dépenses réelles	332 328 675,09	1 175 933 023,83	1 508 261 698,92
Dépenses d'ordre	97 419 588,30	110 349 636,22	207 769 224,52
<b>Total dépenses</b>	<b>429 748 263,39</b>	<b>1 286 282 660,05</b>	<b>1 716 030 923,44</b>
<b>RECETTES</b>			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Recettes réelles	125 974 070,11	1 470 247 364,42	1 596 221 434,53
Recettes d'ordre	181 525 450,21	26 243 774,31	207 769 224,52
<b>Total recettes</b>	<b>307 499 520,32</b>	<b>1 496 491 138,73</b>	<b>1 803 990 659,05</b>

Les taux d'exécution du budget 2022 peuvent, dans un premier temps, être mesurés hors reprise des résultats et hors autofinancement sur les montants réels et d'ordre, périmètre qui correspond à la détermination des résultats comptables de clôture propres à l'exercice.

Montants réels et d'ordre	<b>2022</b>		
	Crédits ouverts	Crédits réalisés	% réalisation
<b>Fonctionnement</b>			
Dépenses	1 327 014 782,27	1 286 282 660,05	96,93%
Recettes	1 450 688 164,05	1 496 491 138,73	103,16%
<b>Solde</b>	<b>123 673 381,78</b>	<b>210 208 478,68</b>	
<b>Investissement</b>			
Dépenses	933 781 782,89	429 748 263,39	46,02%
Recettes	722 768 881,07	307 499 520,32	42,54%
<b>Solde</b>	<b>-211 012 901,82</b>	<b>-122 248 743,07</b>	

Si les taux de réalisation de la section de fonctionnement ont d'ores et déjà un sens sur les montants réels et d'ordre, les taux de réalisation en investissement ne sont pas significatifs : en effet, il est ouvert en dépenses et en recettes des crédits pour 350 M€ afin de comptabiliser des opérations de refinancement de dette (100 M€) et les mouvements en cours d'exercice de tirage et de remboursement sur les emprunts à encours variable du Département (250 M€). Ces crédits étant peu utilisés dans le contexte financier actuel, les taux de réalisation en investissement apparaissent faibles mais ne reflètent pas la mobilisation des crédits pour les dépenses d'équipement.

La réalisation fait ressortir en fonctionnement un solde positif (**210,2 M€**) supérieur de **86,5 M€** à la prévision. Cet écart se répartit entre une non réalisation de dépenses pour **40,7 M€** et un dépassement de la réalisation des recettes pour **45,8 M€**.

Dès lors pour une approche plus fine des taux de réalisation du budget 2022 des crédits ouverts en faveur des politiques départementales, il est nécessaire de soustraire les mouvements d'ordre ainsi que les opérations financières effectuées en fonctionnement et en investissement.

Mouvements réels et hors opérations financières en investissement et fonctionnement (comptes 76, 66 et 16)	2022			2021	2020	2019	2018
	Crédits ouverts	Crédits réalisés	% réalisation	% réalisation	% réalisation	% réalisation	% réalisation
<b>Fonctionnement</b>							
Dépenses	1 208 711 545,96	1 164 644 534,60	96,4%	97,8%	97,9%	98,4%	98,9%
Recettes (avec cessions)	1 428 135 674,32	1 469 905 931,02	102,9%	103,1%	104,7%	102,3%	103,1%
<b>Investissement</b>							
Dépenses	284 890 356,17	219 497 002,09	77,0%	93,4%	97,2%	95,3%	94,5%
Recettes (hors cessions)	64 305 557,25	62 754 149,11	97,6%	29,4%	95,4%	100,4%	96,6%

Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement atteint 96,4 %. Les recettes de fonctionnement, toujours prudemment estimées, présentent un taux de réalisation supérieur à 100 % : 102,9 %. Par ailleurs, au niveau de l'investissement, le taux de réalisation des dépenses est égal à 77 %. En recette hors cessions, le taux de réalisation est de 97,6%.

## **1-2.C – Les résultats**

On distingue trois niveaux de résultats :

- **le résultat propre** à l'exercice (avant intégration des résultats antérieurs),
- **le résultat cumulé** (après intégration des résultats antérieurs et avant restes à réaliser). C'est ce résultat qui constitue le résultat « officiel » devant faire l'objet d'une affectation, pour son montant en fonctionnement, le résultat d'investissement étant considéré comme un simple solde d'exécution générant un besoin ou un surplus de financement.
- **le résultat définitif** (après restes à réaliser)

Réel + ordre	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
<b>Dépenses</b>			
Déficit reporté (1)	146 382 318,32		146 382 318,32
Réalisées (2)	429 748 263,39	1 286 282 660,05	1 716 030 923,44
Restant à réaliser (3)	18 770 995,95		18 770 995,95
<b>Total (4) = (1) + (2) + (3)</b>	<b>594 901 577,66</b>	<b>1 286 282 660,05</b>	<b>1 881 184 237,71</b>
<b>Recettes</b>			
Excédent reporté (5)	149 909 617,42	83 812 220,94	233 721 838,36
Réalisées (6)	307 499 520,32	1 496 491 138,73	1 803 990 659,05
Restant à réaliser (7)			0,00
<b>Total (8) = (5) + (6) + (7)</b>	<b>457 409 137,74</b>	<b>1 580 303 359,67</b>	<b>2 037 712 497,41</b>
<u>Résultat propre à 2021</u> (6) - (2)	-122 248 743,07	210 208 478,68	87 959 735,61
<u>Résultat cumulé</u> {(5) + (6)} - {(1) + (2)}	-118 721 443,97	294 020 699,62	175 299 255,65
<b>Résultat définitif</b> <b>(8) - (4)</b>	<b>-137 492 439,92</b>	<b>294 020 699,62</b>	<b>156 528 259,70</b>

En investissement, les dépenses reportées s'élèvent à 18,8 M€ et concernent principalement trois secteurs : les routes (11,7 M€), moyens généraux (4,5 M€) et l'éducation et la formation (1,7 M€).

Le résultat global comptable de clôture propre à l'exécution des seules opérations de 2022 (c'est-à-dire avant intégration des résultats antérieurs) est donc un excédent de 88 M€ contre 47,7 M€ en 2021.

## 1-3 - La section d'investissement

### 1-3.A - Les dépenses d'investissement

Le montant des dépenses réelles d'investissement s'est élevé à **332,3M€** en diminution de **10,6 %** par rapport à 2021 (**371,9 M€**).

Sur ce total de **332,3 M€**, on distingue :

- Les dépenses d'équipement proprement dites dont le montant s'élève en 2022 à **219,5 M€** et dont le contenu est détaillé dans le paragraphe suivant pour chaque secteur d'intervention du Département. Ce montant était de **267,8 M€** au CA 2021 soit - 18 % de diminution.
- Les opérations financières pour un total de **112,8 M€** en 2022 dont **71,1 M€** de remboursement d'emprunts à long terme, **26,9 M€** de remboursement d'emprunt revolving, **14,8 M€** d'apurement du compte 1069 et **0,1 M€** en placement et subventions en annuité.

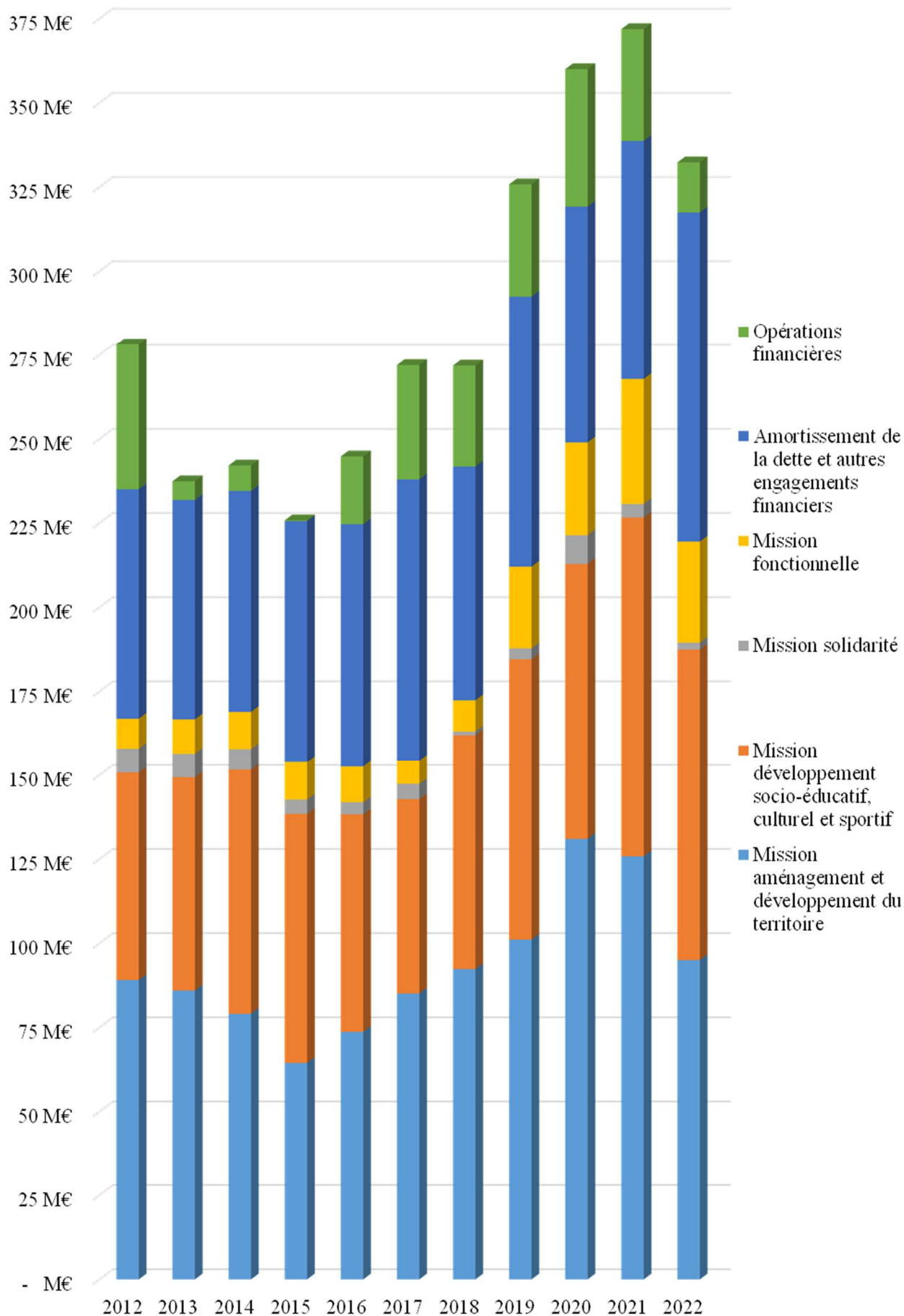
Les dépenses d'équipement 2022, en diminution par rapport à celles de 2021, sont toujours portées par les politiques « Education et Formation » et « Routes départementales ». En 2022, les dépenses d'équipement en faveur de l'éducation et de la formation représentent **41,2 %** du total des dépenses d'équipement, suivies des investissements en faveur des routes départementales (**24,9 %**). Le troisième secteur est celui du développement territorial avec **9 %** des dépenses totales.

### 1-3.A 1 – Répartition des investissements 2022 par grands secteurs

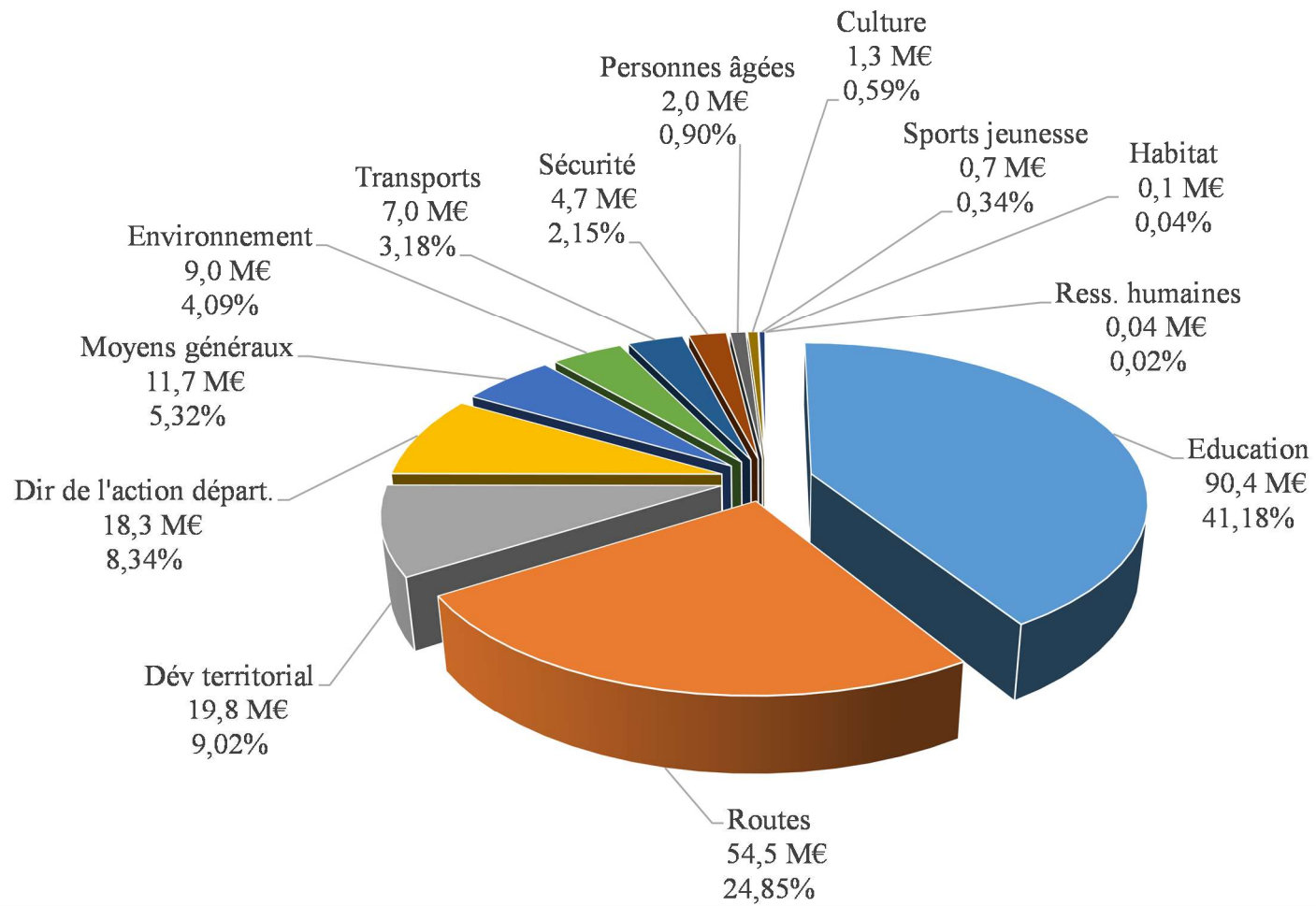
Par grands secteurs, ces investissements se répartissent ainsi :

Politiques	CA 2021	Crédits inscrits 2022	CA 2022	Evolution 2022/2021	Part dépenses 2022	Taux d'exécution 2022
Développement territorial	35 088 398	34 846 849	19 797 291	-43,6%	9,0%	56,8%
Protection de l'environnement	13 214 948	17 279 181	8 970 073	-32,1%	4,1%	51,9%
Routes départementales	68 040 166	71 392 222	54 546 212	-19,8%	24,9%	76,4%
Sécurité	4 620 000	5 300 000	4 709 840	1,9%	2,1%	88,9%
Transports	4 843 740	9 656 979	6 969 484	43,9%	3,2%	72,2%
<b>Mission aménagement et développement du territoire</b>	<b>125 807 252</b>	<b>138 475 231</b>	<b>94 992 901</b>	<b>-24,5%</b>	<b>43,3%</b>	<b>68,6%</b>
Culture et patrimoine	2 240 580	3 748 367	1 295 223	-42,2%	0,6%	34,6%
Education formation	96 827 560	96 828 322	90 378 758	-6,7%	41,2%	93,3%
Jeunesse, sports et loisirs	1 770 697	3 042 365	740 331	-58,2%	0,3%	24,3%
<b>Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif</b>	<b>100 838 836</b>	<b>103 619 054</b>	<b>92 414 312</b>	<b>-8,4%</b>	<b>42,1%</b>	<b>89,2%</b>
Habitat	300 894	230 868	90 726	-69,8%	0,0%	39,3%
Personnes âgées	3 190 200	3 770 500	1 970 500	-38,2%	0,9%	52,3%
Personnes handicapées		39 000	-	#DIV/0!	0,0%	0,0%
Santé publique	519 036	700 000	-	NS	0,0%	0,0%
<b>Mission solidarité</b>	<b>4 010 130</b>	<b>4 740 368</b>	<b>2 061 226</b>	<b>-48,6%</b>	<b>0,9%</b>	<b>43,5%</b>
Conduite des politiques départementales	-	50 000	50 000	#DIV/0!	0,0%	100,0%
Direction de l'action départ.	16 046 505	18 255 000	18 255 000	NS	8,3%	100,0%
Moyens généraux	21 073 038	19 604 491	11 686 456	-44,5%	5,3%	59,6%
Ressources humaines	48 018	146 213	37 109	-22,7%	0,0%	25,4%
<b>Mission fonctionnelle</b>	<b>37 167 561</b>	<b>38 055 704</b>	<b>30 028 564</b>	<b>-19,2%</b>	<b>13,7%</b>	<b>78,9%</b>
<b>Total dépenses d'équipement</b>	<b>267 823 779</b>	<b>284 890 356</b>	<b>219 497 002</b>	<b>-18,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>77,0%</b>
Amortissement de la dette et autres engagements financiers	103 965 406	422 000 000	97 937 774	-5,8%		
Opérations financières	118 159	15 048 854	14 893 899	NS		
<b>Total général (hors déficit reporté)</b>	<b>371 907 345</b>	<b>721 939 210</b>	<b>332 328 675</b>	<b>-10,6%</b>		

### Evolution des dépenses d'équipement réalisées depuis 2012



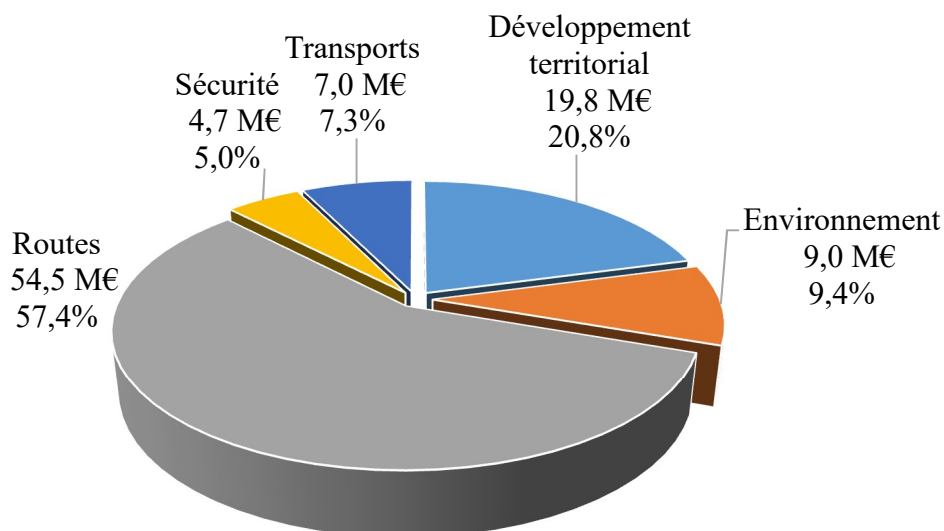
### Répartition des dépenses d'équipement 2022: 219,5 M€



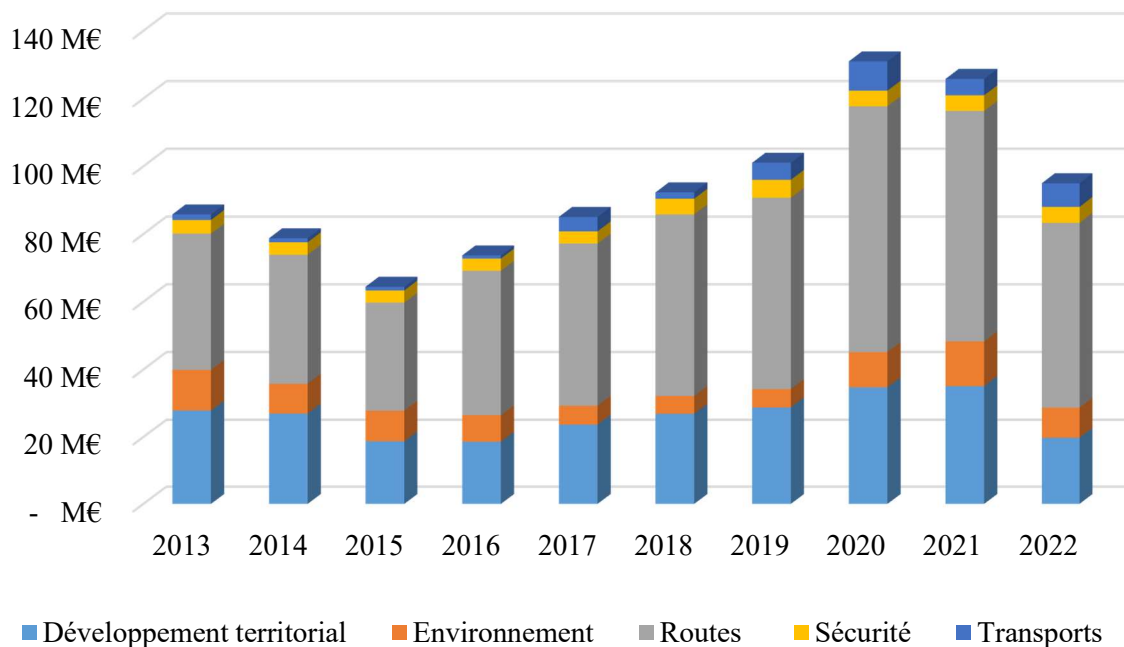


**MISSION AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE**  
**94 992 901 € (43 % des dépenses totales d'équipement)**

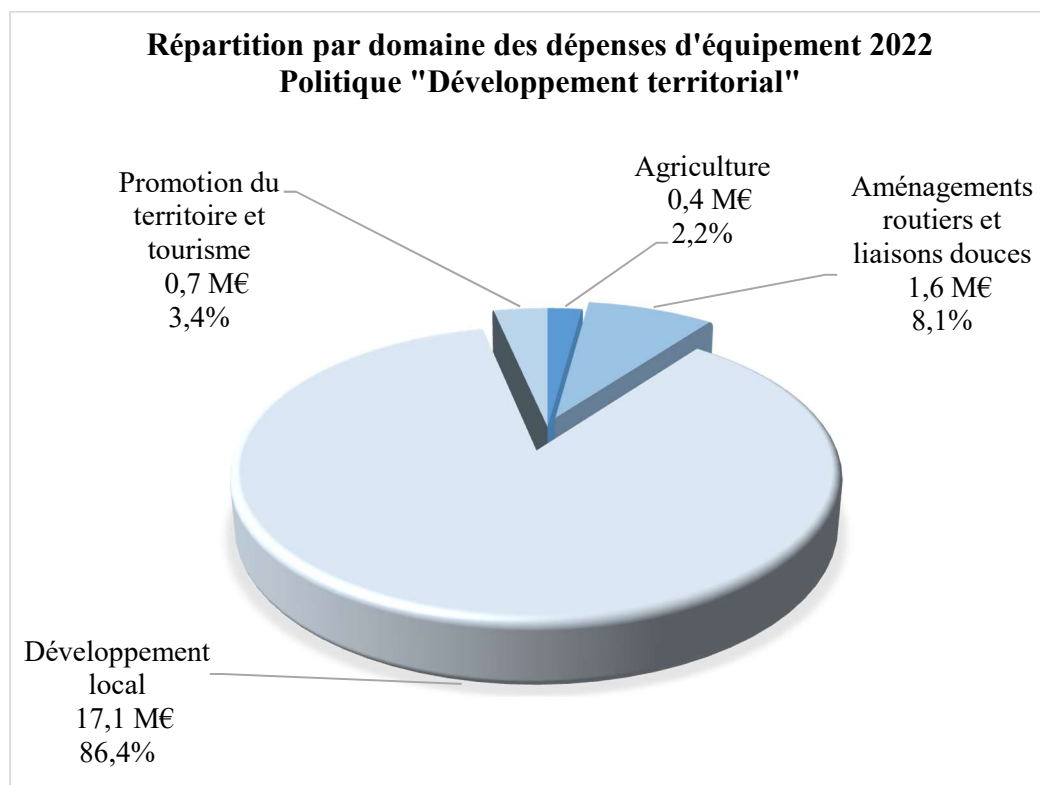
**Répartition par politique des dépenses d'équipement 2022**  
**Mission "Aménagement et développement du territoire"**



**Evolution par politique des dépenses d'équipement**  
**Mission "Aménagement et développement du territoire"**



🚩 **Politique publique « Développement territorial » : 19 797 291 €**



Le domaine « **Développement local** » (17,1 M€), représente **86,4 %** de la politique développement territorial et se décline en dispositifs contractuels (CID, FAC et FER) mais aussi en mesures pour le développement du réseau numérique.

Le premier type d'aides à destination des intercommunalités dénommé « **Contrat Intercommunal de Développement** » a mobilisé **4 M€** répartis en 2022 sur une quinzaine de contrats. Les contrats ayant généré les plus fortes réalisations ont concerné les communautés d'agglomération de Paris Vallée de la Marne (**0,6 M€**), Le Val d'Europe (**0,5 M€**), Melun Val de Seine (**0,4 M€**) ou encore la communauté de communes du Pays de Coulommiers (**0,4 M€**).

Le deuxième type d'aide, le « **Fonds d'Aménagement Communal** » à destination des communes de plus de 2 000 habitants a été créé en 2019 pour répondre aux besoins d'aménagement et d'équipement de ces communes. Ce contrat a bénéficié, pour un montant global de **2,6 M€**, à 14 communes, dont Saint-Fargeau-Ponthierry (**0,8 M€**) et Montévrain (**0,5 M€**).

Le troisième type d'aide, le « **Fonds d'Équipement Rural** » a représenté **4,1 M€** au bénéfice de 182 communes ou structures intercommunales pour des aides pouvant atteindre **50 000 €**.

**Les contrats communaux** ont généré en 2022 une dépense de **2,6 M€** et plus précisément au titre des contrats ruraux. Cette enveloppe a été répartie entre 64 communes ou structures intercommunales, au nombre desquelles on peut mentionner les communes de Messy, de Villeneuve le Comte, de Touquin ou encore de Coubert (pour 0,1 M€ chacune)

**Les contrats intercommunaux** ont mobilisé **0,2 M€** en 2022, ce montant correspondant à l'aide versée au Parc Naturel Régional du Gâtinais.

Une dépense de **3,5 M€** a été consacrée à l'action **Développement du réseau** pour la poursuite de la

réalisation du réseau FTTH par l'intermédiaire de Seine-et-Marne Numérique.

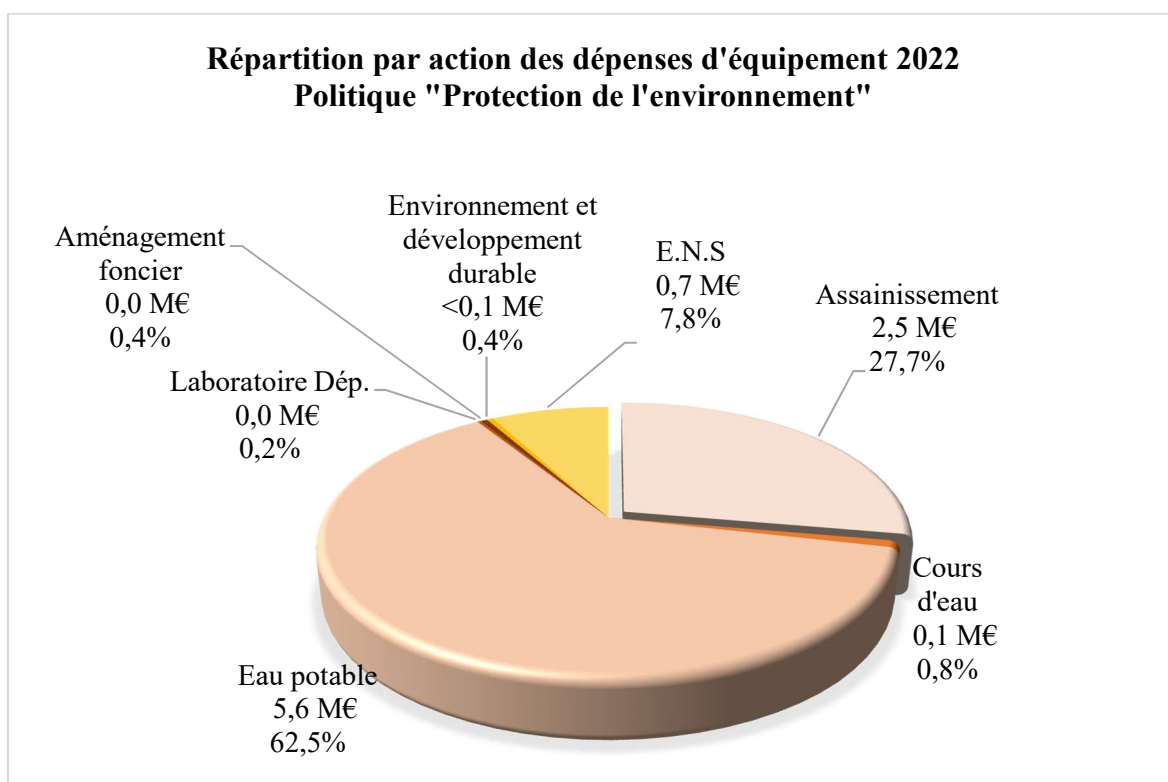
Par ailleurs, le **fonds d'aménagement (0,1 M€)** qui permet de financer les projets structurant d'échelle intercommunale voire départementale a financé la commune de Provins pour la réalisation d'une antenne des chambres consulaires **(0,08 M€)** et le Comité de Seine-et-Marne de tennis pour l'aménagement du centre départemental de tennis de Croissy-Beaubourg **(0,03 M€)**.

Sur le domaine « **Agriculture** », **0,4 M€** ont été réalisés dont l'essentiel en faveur de la Chambre d'agriculture et des agriculteurs pour la mise en œuvre des investissements environnementaux et des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC).

Le domaine « **Aménagements routiers et liaisons douces** » **(1,6 M€)** comptabilise d'une part, les études et travaux pour la création de **liaisons douces** notamment pour les passerelles du pont de Valvins et d'Esbly ou encore pour financer notre participation aux liaisons du Plan Vélo 77.

Le domaine « **Promotion du territoire** », pour un montant de **0,7 M€**, a permis, au titre du fonds de développement touristique, de faire bénéficier de l'aide départementale à une vingtaine de structures.

**Politique publique « Protection de l'environnement » : 8 970 073 €**



Rattachées au domaine de « **l'Eau** » (8,2 M€), les mesures en faveur de « **l'assainissement** » représentent une dépense de 2,5 M€. Elles ont bénéficié à plus d'une trentaine de collectivités ou structures intercommunales notamment pour les communautés de Brie des rivières et Roissy Pays de France (0,4M€), de Coulommiers Pays de Brie (0,3 M€) ou encore de la commune de Louan Villegruis Fontaine (0,2 M€).

L'action relative à « **l'eau potable** », pour un montant global de 5,6 M€ a concerné 26 bénéficiaires, essentiellement pour le syndicat de l'eau de l'est seine-et-marnais (4,8 M€) et la communauté d'agglomération de Coulommiers (0,5 M€). Il faut aussi mentionner l'enveloppe dédiée aux aides pour l'acquisition de matériel pour le désherbage thermique ou mécanique (40 000 €).

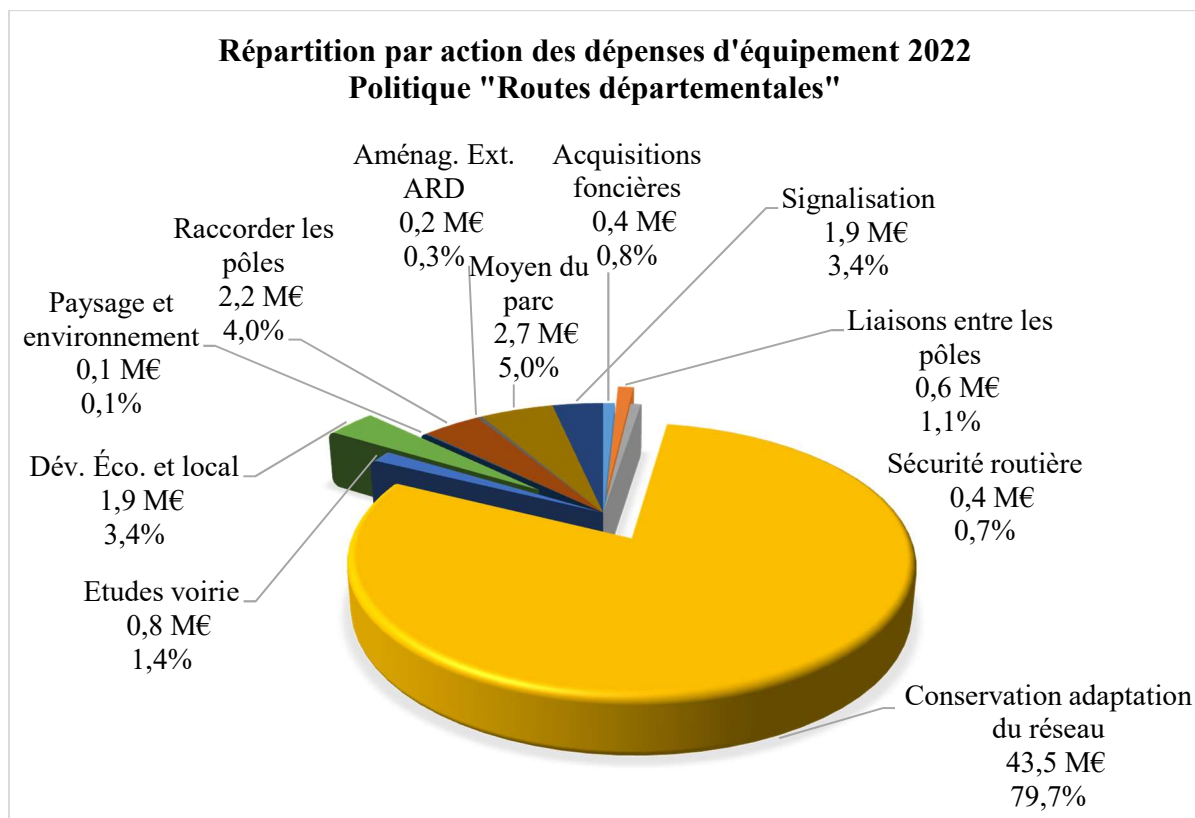
Toujours sur ce domaine, les aides à l'aménagement des « **cours d'eau** » ont mobilisé 70 000 € et les dépenses liées au « **laboratoire départementale d'analyses** » ont généré 20 000 €.

Sur le domaine de « **l'Environnement** » (0,8 M€), l'action « **Espaces Naturels Sensibles** » représente la part la plus importante (0,7 M€). Le Département a financé pour 0,5 M€ de nouvelles acquisitions ainsi que la poursuite d'aménagement de plusieurs sites. 17 organismes ou communes ont reçu la somme totale de 0,2 M€ pour financer leurs propres projets (acquisitions, aménagements, créations de chemins de randonnées ...) dont 90 000 € pour l'O.N.F.

« **L'aménagement foncier** » a représenté 40 000 € en 2022. Cette même somme a été consacrée à « **l'environnement et au développement durable** ».

En annexe du présent rapport, est présenté le bilan financier 2022 sur les dépenses et recettes ENS.

**Politique publique « Routes départementales » : 54 546 212 €**



L'essentiel des dépenses de cette politique a été consacré aux « **Aménagements du réseau routier** » (49,8 M€) et plus particulièrement à la « **conservation, à la sécurité et l'innovation du réseau** » (43,5 M€), avec une dépense de 34,4 M€ pour financer les travaux sur les routes en traverses d'agglomération ou en rase campagne complétée de 2,7 M€ sur les ouvrages d'art. Par ailleurs, les aménagements du Viaduc de Moret ont généré 2,6 M€ tandis que deux enveloppes ont financé d'une part des aménagements de carrefours (1,4 M€) et d'autre part les aménagements d'un giratoire et d'un passage souterrain entre les RD637 et RD50 (1,6 M€).

Le reste des dépenses (0,7 M€) a concerné les pistes cyclables, les déclassements de voirie, l'innovation et l'information routière ou encore aux travaux de réhabilitation des ponts Freyssinet sur la Marne.

Sur les aménagements concernant la liaison sud de Chelles, une enveloppe de 2,2 M€ a été réalisée principalement au titre de la création d'un barreau routier et d'un ouvrage pour le franchissement d'un canal sur la commune de Chelles.


1,9 M€ ont été consacrés au « **développement économique et local** », principalement en faveur de la desserte nord de Melun sur la RD1605 (0,3 M€), du giratoire sur la RD471 à la ZAC de Lamirault (0,5 M€) et de la déviation de Guignes (0,6 M€).

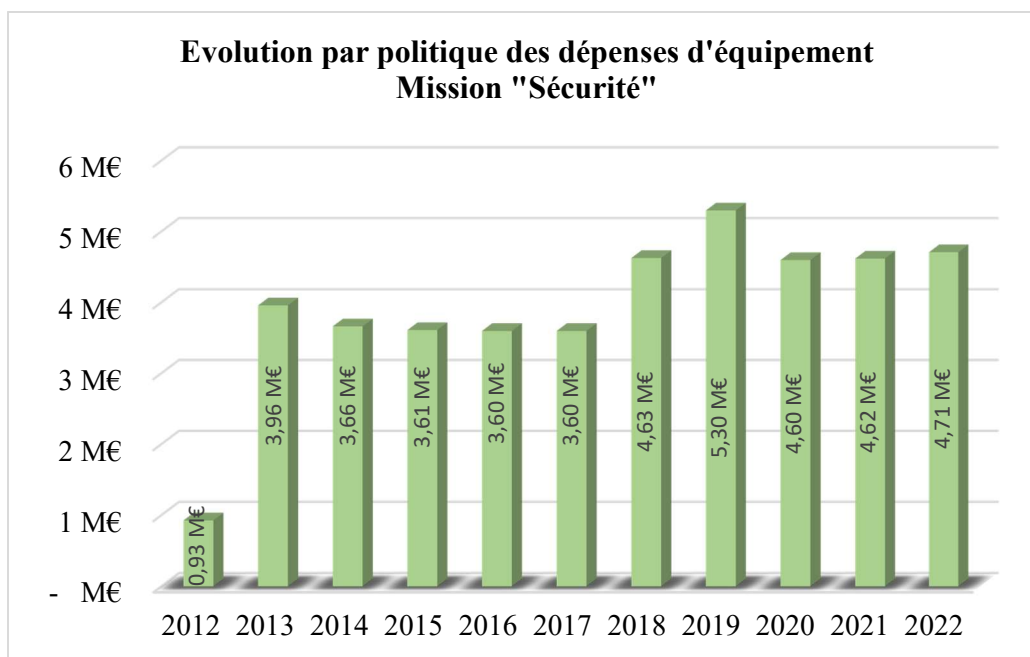
L'enveloppe de crédits ouverte au titre des « **liaisons entre les pôles** », réalisée à hauteur de 0,6 M€, se répartit entre la liaison entre Meaux et Roissy (0,4 M€) et le soutien financier au Aménagement de carrefours en traverse du massif forestier d'Armainvilliers (0,1 M€).

Les « **aménagements pour la sécurité routière** », (0,4 M€) ont consisté principalement en travaux d'aménagement de carrefours ou d'aménagement de giratoire comme celui sur la RD603 et l'A4 sur la commune de Saint-Jean-les deux-jumeaux.

Les crédits consacrés aux « **études de voirie** » et à « **l'aménagement du paysage** » se sont élevés respectivement à 0,8 M€ et 70 000 €. L'enveloppe ouverte pour les « **acquisitions foncières** » a été réalisée pour 0,4 M€ dont l'essentiel concerne le projet de contournement de Guignes.

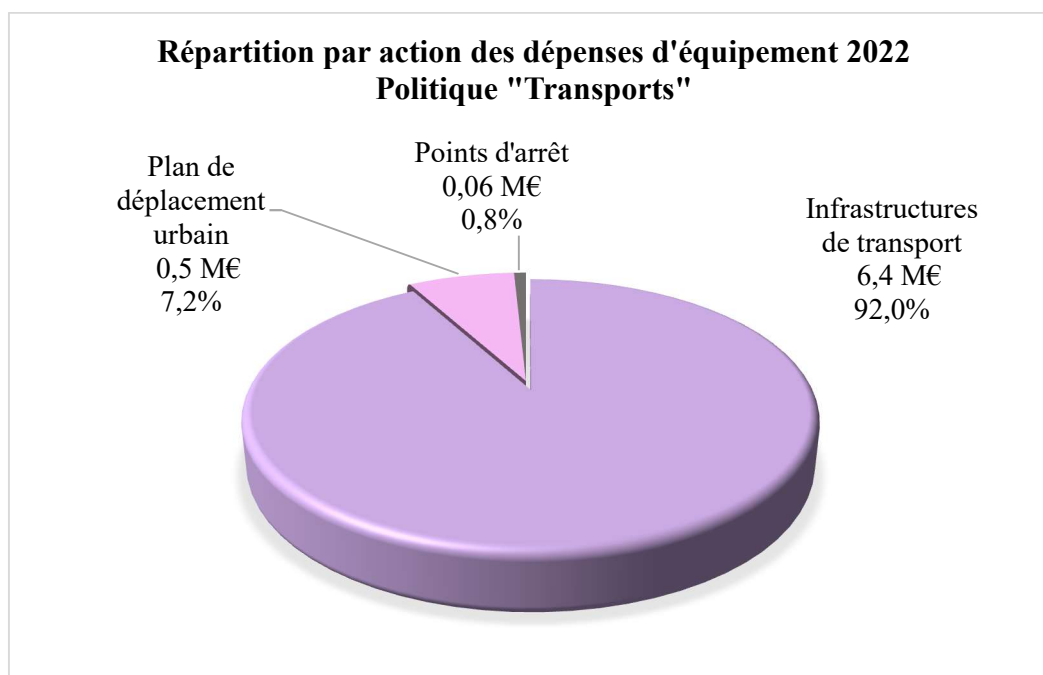
Enfin, une enveloppe globale de **4,8 M€** a permis « **L'Entretien et l'exploitation du réseau routier** ». Elle est répartie entre les « **moyens du Parc Départemental** » (2,7 M€ pour l'acquisition de véhicules et engins destinés à l'accomplissement des missions d'entretien routier : véhicules de liaisons, fourgons, poids lourds, tracteurs ...), les « **aménagements extérieurs des Agences Routières Départementales** » (0,2 M€) et la « **signalisation routière** » (1,9 M€).

 **Politique publique « Sécurité » : 4 709 840 €**



Trois opérations sont rattachées à cette politique : la première en faveur du SDIS, conformément à la convention qui lie le Département à l'établissement public, prévoit une aide directe, distincte de celle accordée au fonctionnement, pour les dépenses d'équipement du SDIS (**4,6 M€**). La seconde est dédiée au dispositif « Bouclier sécurité » pour un montant de **0,1 M€** tandis que la dernière opération allouée au fonds de soutien à l'équipement des associations agréées de sécurité civile a généré **10 000 €** de dépenses en 2022.

 **Politique publique « Transports » : 6 969 484 €**

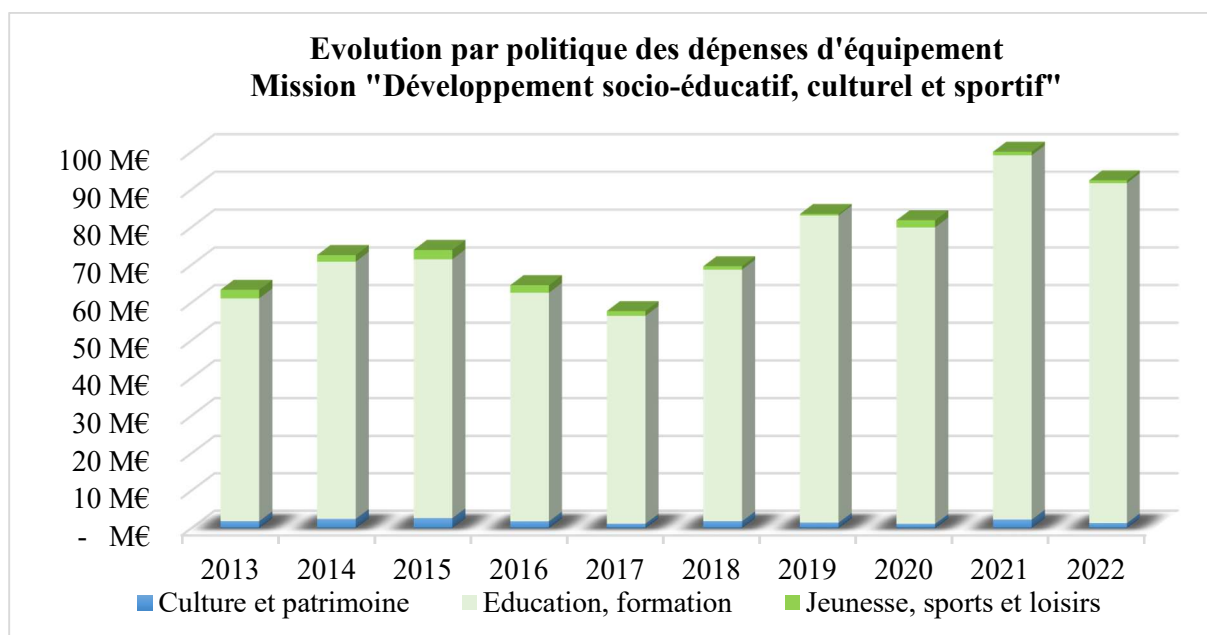
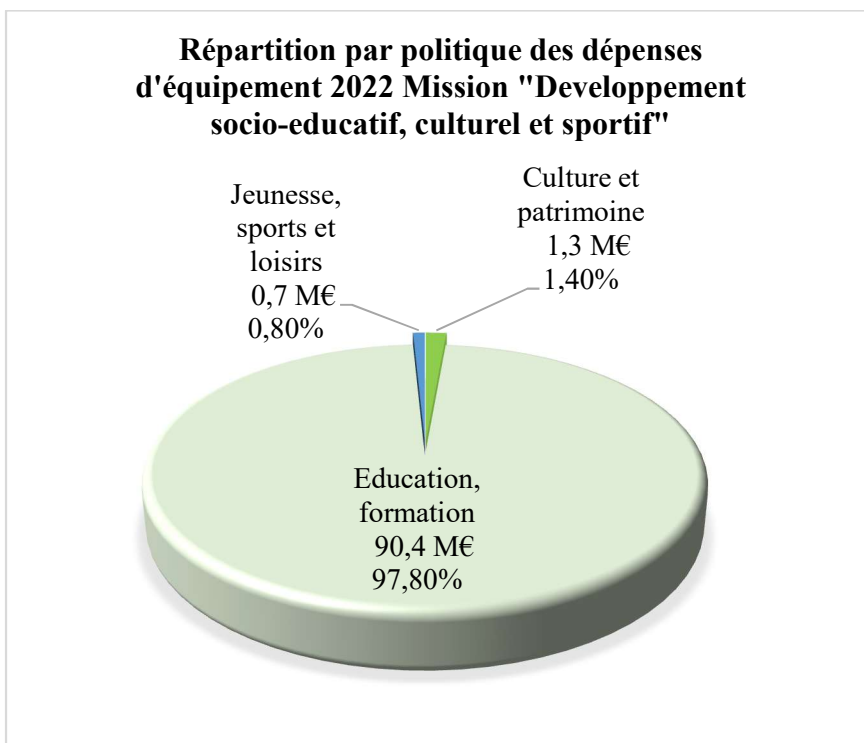


Plus de 90% des dépenses en crédits de paiement du domaine « **Transports publics** » ont été consacrés aux « **Infrastructures de transport** » dont **5,5 M€** au financement des études liées à l'aménagement du TZEN, complétées des enveloppes allouées à l'électrification de la ligne Paris-Troyes (**0,2 M€**) et aux études de conception détaillées et aux premières acquisitions foncières pour la nouvelle gare SNCF de Bry-Villiers-Champigny (**0,3 M€**).

Le « **Plan de déplacements urbains** » (**0,5 M€**) a permis la poursuite de nos participations aux aménagements de stations multimodales de covoiturage pour **0,4 M€** et aux travaux sur plusieurs pôles gares pour **0,1 M€** (Chessy et Melun).

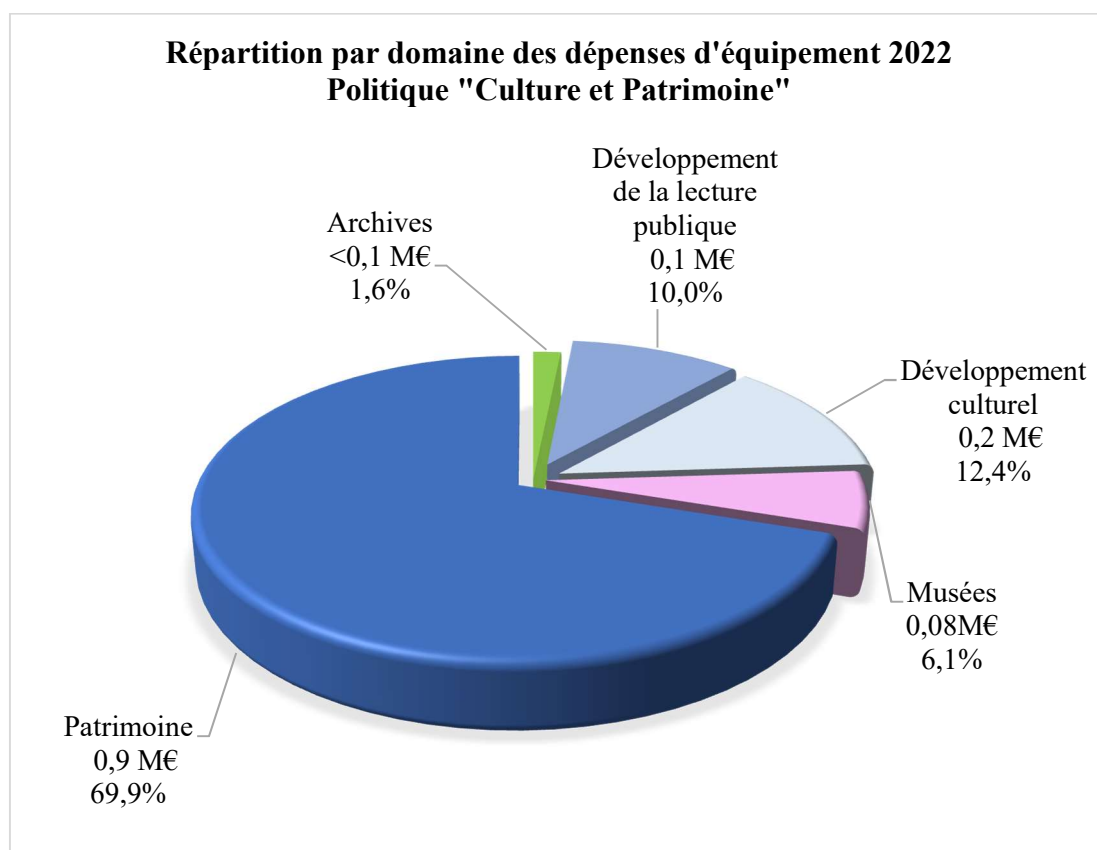
Enfin, il faut mentionner les crédits alloués aux « **Points d'arrêt** » (**60 000 €**) qui contribuent à la mise en accessibilité de ceux du réseau « Seine-et-Marne Express » et à l'acquisition d'abris voyageurs.

**MISSION DEVELOPPEMENT SOCIO-EDUCATIF, CULTUREL ET SPORTIF**  
**92 414 312 € (42 % des dépenses totales d'équipement)**





## 🚩 Politique publique « Culture et patrimoine » : 1 295 223 €



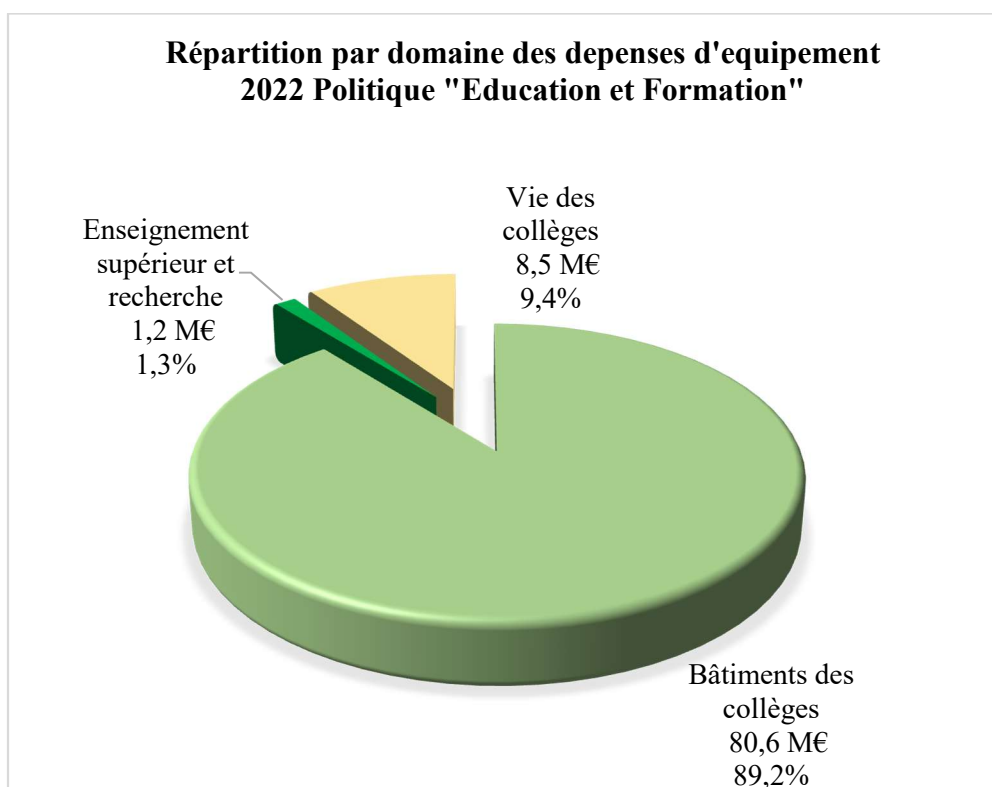
Les dépenses réalisées en 2022 sur le domaine « **Patrimoine** » ont représenté **0,9 M€** dont une part essentielle a été allouée au « **patrimoine monumental** » (**0,7 M€**) pour 24 bénéficiaires. Sur ce même domaine, les aménagements au Château de Blandy ont généré **0,1 M€** et les aides au titre des « **antiquités et objets d'art** » ont été attribuées à 7 bénéficiaires pour un montant total de **70 000 €**.

Concernant le domaine « **Développement de la lecture publique** » (**0,1 M€**), l'essentiel des réalisations a concerné les équipements de la médiathèque départementale et l'accroissement du fond documentaire. Des aides ont également été apportées aux équipements mobiliers et informatiques de 3 communes. L'enveloppe réalisée au titre des « **Musées** » départementaux s'élève à **80 000 €**. Elle a permis notamment l'acquisition de plusieurs œuvres de l'artiste plasticien Bertrand Flachot.

Le domaine « **Développement culturel** » a mobilisé **0,2 M€** en 2022, principalement en faveur des scènes nationales et des équipements cinématographiques.

Les autres dépenses réalisées sur cette politique relèvent du domaine « **Archives** » (**20 000 €**).

✚ **Politique publique « Education formation » : 90 378 758 €**



En 2022, le domaine « **Bâtiments des collèges** » représente **80,6 M€** de crédits de paiement.

« **L'entretien et les grosses réparations** » dans les collèges se sont élevés à **26,4 M€** de dépenses, répartis principalement en travaux (**15,3 M€** dont **2,8 M€** de mise en sécurité), en acquisitions de bâtiments démontables (**4,3 M€**), en actions d'amélioration énergétique des bâtiments et de chauffage (**0,6 M€**), en mises en conformité des demi-pensions (**1 M€**) et en travaux d'accessibilité des collèges aux personnes à mobilité réduite (**2,9 M€**). Les études et crédits divers représentent **0,4 M€** de dépenses en 2022. Pour terminer il faut aussi mentionner les travaux d'extension des réserves du collège Campin à la Ferté Gaucher (**0,7 M€**) et les travaux de réfection des cours (**0,8 M€**).

Les études et les travaux relatifs aux « **constructions, extensions et réhabilitations de collèges** » ont généré **54,2 M€** de dépenses principalement sur les constructions des collèges de Coubert (**12,1 M€**), de Charny (**11,5 M€**), de Chelles (**11,5 M€**), de Moussy (**2,1 M€**), la reconstruction du collège La Mare aux Champs à Vaux le Pénil (**1,9 M€**) ou encore l'extension du collège Denecourt à Bois-le-Roi (**2,3 M€**). S'y ajoutent les travaux dans les demi-pensions pour **9,5 M€** dont **4,7 M€** pour celle du collège Le Montois à Donnemarie-Dontilly, **2,6 M€** pour celle du collège de Dammartin et **1,8 M€** pour celle du collège de Bois-le-Roi.

Les crédits réalisés sur l'action « **Equipement et Matériel TICE** » du domaine « **Vie des Collèges** » ont atteint **5 M€** en 2022. Ces crédits ont financé essentiellement le renouvellement des matériels. Les crédits consommés pour le « **matériel et mobilier des collèges** » (**1,6 M€**) concernent les dotations de premier équipement (**0,7 M€**) et le complément et le renouvellement des équipements (**0,9 M€**). Les équipements nécessaires à la « **Restauration scolaire** » ont mobilisé **1,7 M€**, dont **1,4 M€** pour l'achat du gros matériel de cuisine, le reste des dépenses ayant permis l'achat de mobilier mais aussi le versement d'aides à l'informatisation des structures. Il faut aussi mentionner les aides apportées aux collèges privés pour **0,3 M€**.

Les dépenses réalisées en faveur de « **l'Enseignement Supérieur et de la Recherche** » se sont élevées à **1,2 M€** en 2022. Il s'agit de nos participations à la construction du Campus Universitaire de

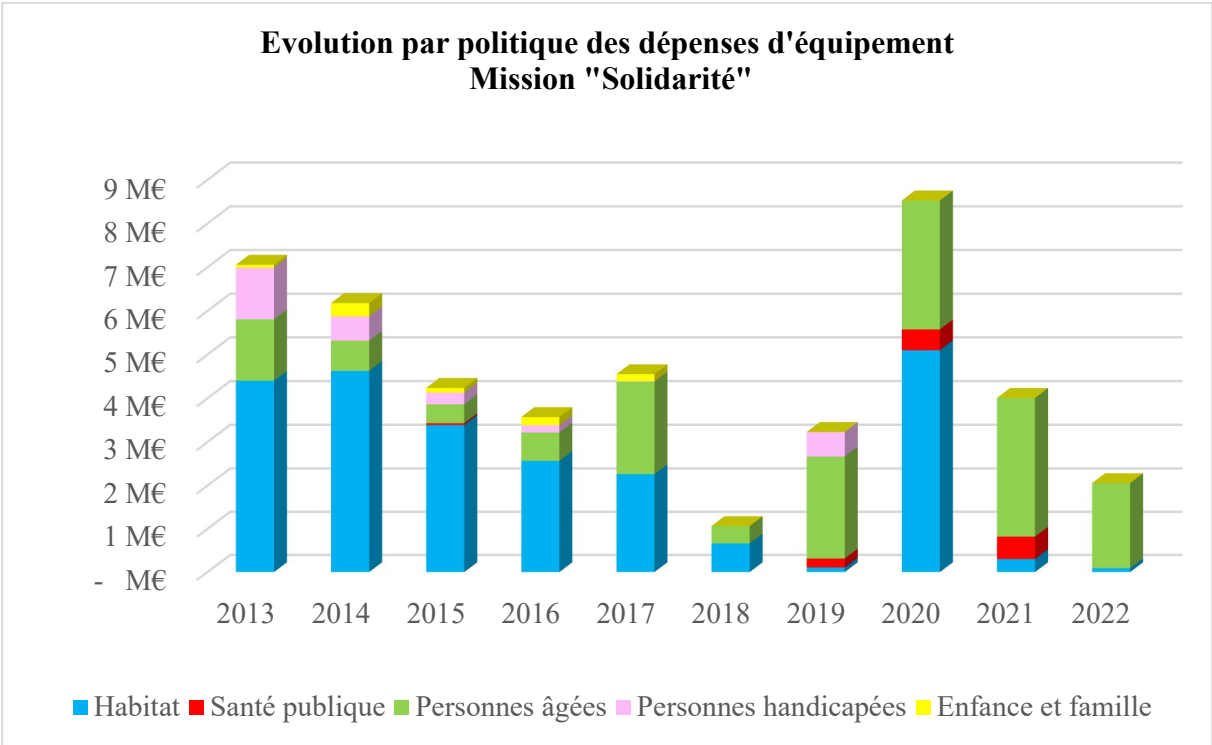
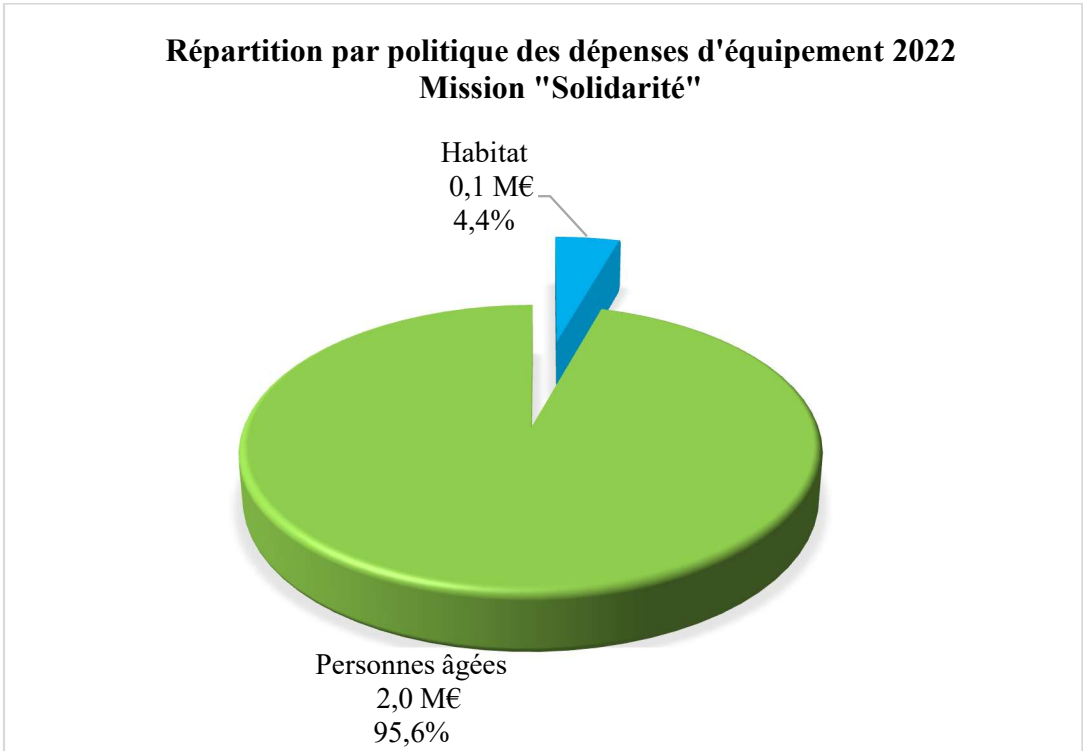
Fontainebleau.

 **Politique publique : « Jeunesse, sports et loisirs » : 740 331 €**

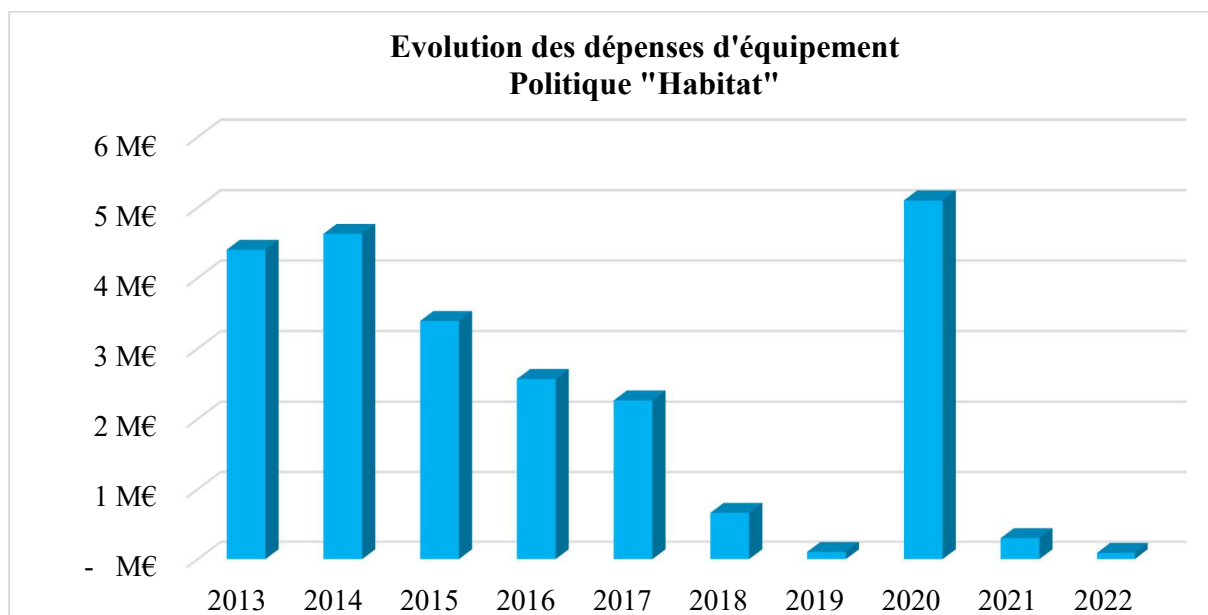
Le Département soutient les communes et leurs groupements pour la construction, l'extension et/ou la réhabilitation d'équipements sportifs en accompagnement de collèges. Un montant de **0,1 M€** a permis d'aider 4 bénéficiaires : dont la commune de Courtry pour la réhabilitation de sa plaine de jeux et la commune d'Avon pour la réhabilitation d'un plateau EPS en gazon synthétique.

Par ailleurs, **0,6 M€** a été réalisé dans le cadre du projet « Paris 2024 - Team 77 » : notamment en faveur du Club athlétique de Combs-la-Ville (**0,2 M€**), de la Société nautique d'aviron de Lagny (**0,1 M€**) ou encore de la commune de Lésigny pour la construction d'une salle de gymnastique.

**MISSION SOLIDARITE**  
**2 061 226 € (0,9 % des dépenses totales d'équipement)**

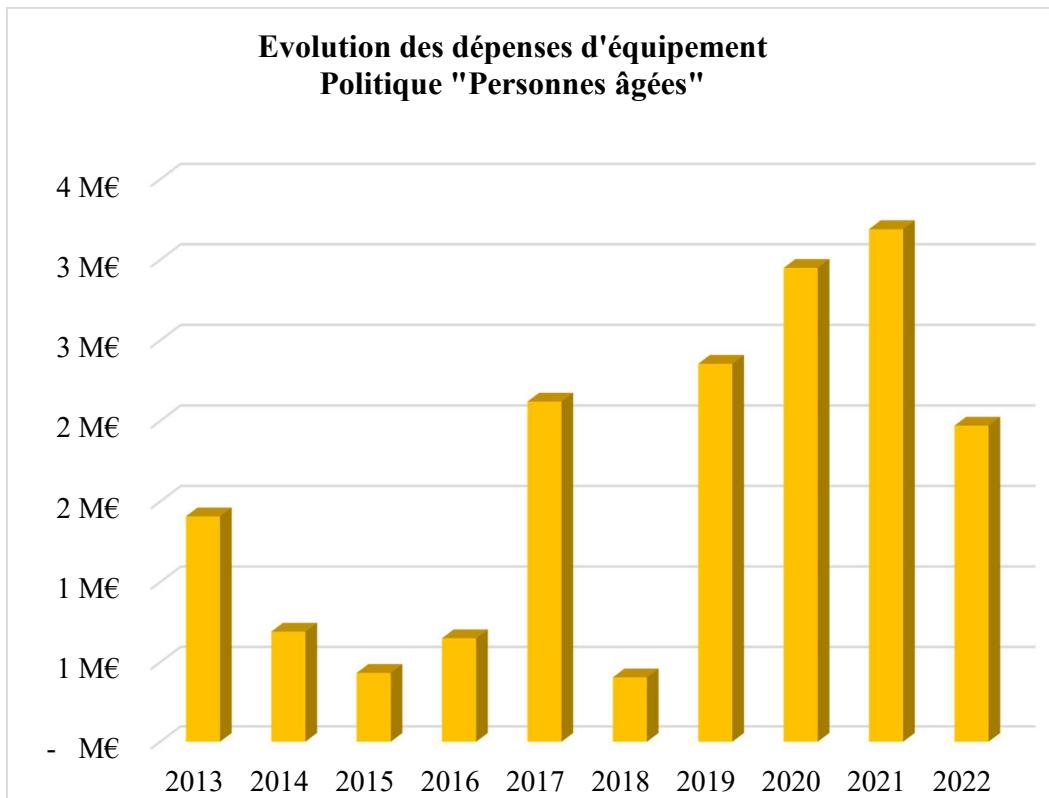


🚦 Politique publique « Habitat » : 90 726 €



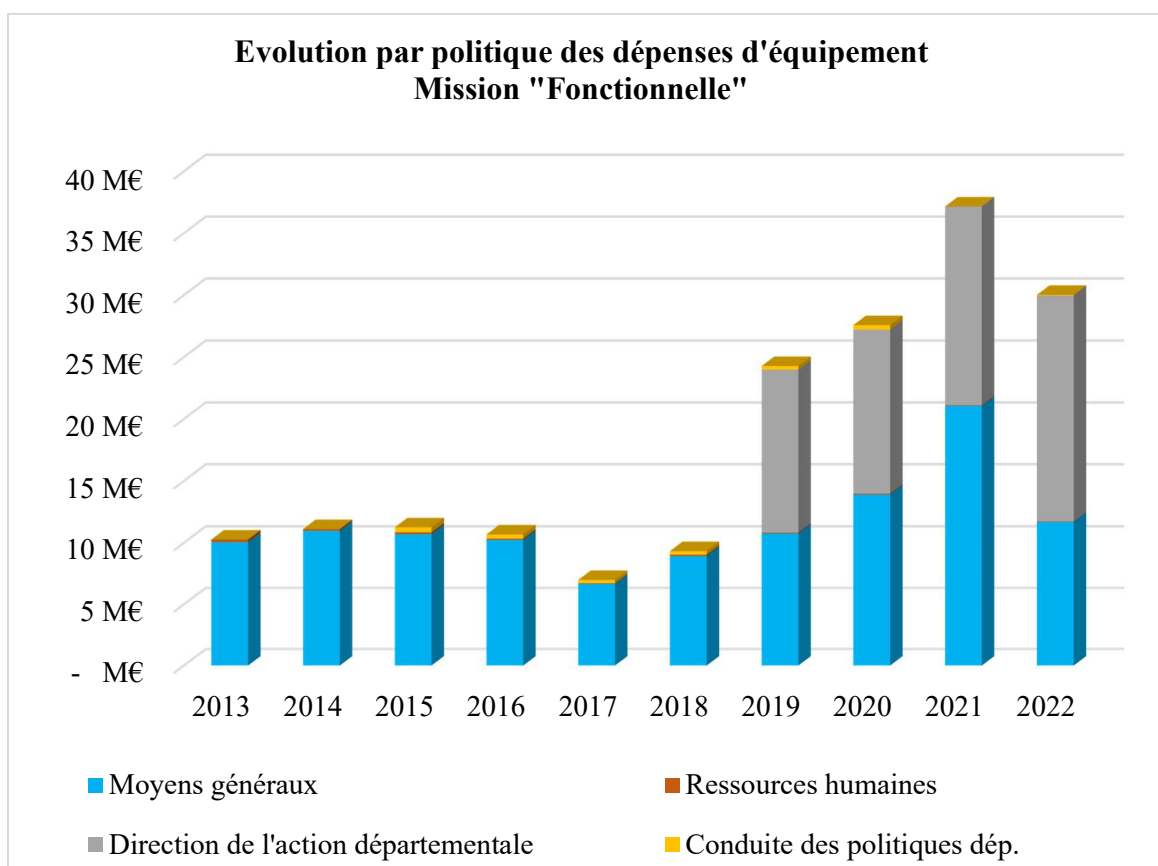
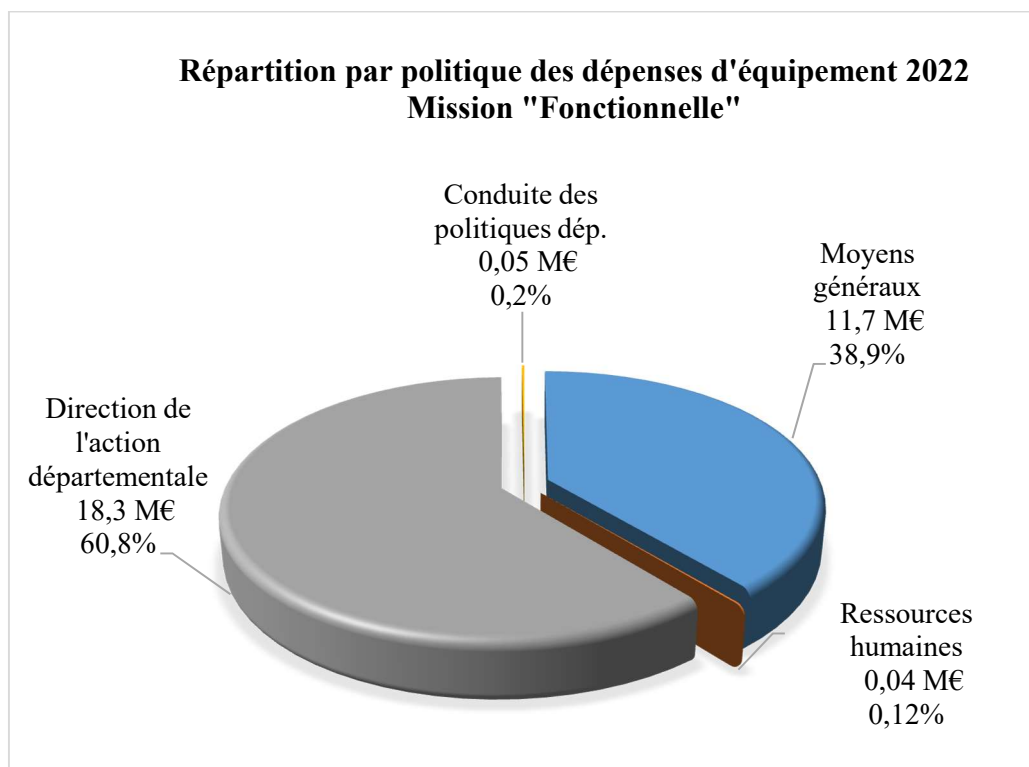
Dans le cadre des « aides apportées au parc privé » (0,9 M€), les aides à l'autonomie et au maintien dans le logement ont concerné près d'une centaine de particuliers dans le projet d'amélioration de leur habitat : installation d'un siège monte-escalier, adaptation de la salle de bain, remplacement de porte d'accès. De plus des aides ont été apportées à la création de logements à loyer conventionné.

 **Politique publique « Personnes âgées » : 1 970 500 €**

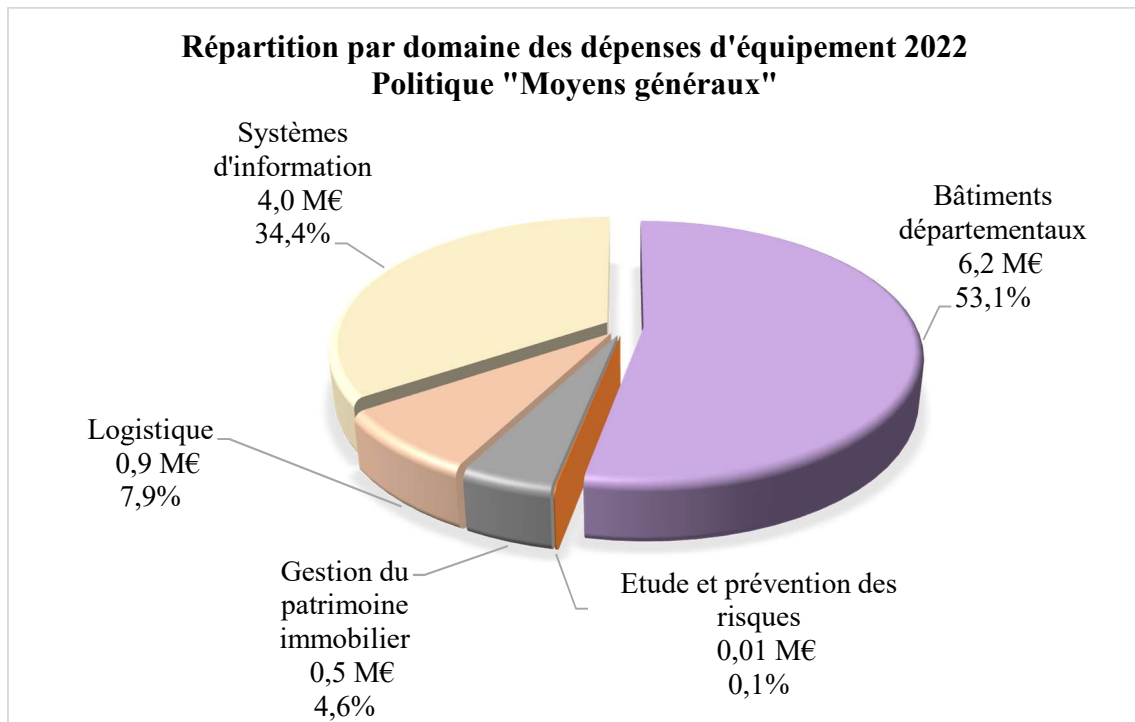


Les dépenses réalisées en faveur de la politique « **personnes âgées** » s'élèvent à un montant global de **2 M€** en faveur des EHPAD de Tournan en Brie (**1,2 M€**), de Nemours (**0,6 M€**) ou des Ormes-sur-Voulzie (**0,1 M€**).

**MISSION FONCTIONNELLE**  
**30 028 564 € (13,7 % des dépenses totales d'équipement)**



✚ Politique publique « Moyens Généraux » : 11 686 456 €



Première composante de cette politique, les « **Bâtiments départementaux** » représentent **53 %** des réalisations de dépenses (soit **6,2 M€**). Les bâtiments des services administratifs et les bâtiments sociaux ont mobilisé respectivement **2,7 M€** et **2,3 M€**. Par ailleurs, des travaux ont été réalisés sur les bâtiments affectés à la voirie et les bâtiments culturels pour **0,6 M€** chacun.

Pour un montant total de **4 M€**, la politique en faveur des « **Systèmes d'information** » a financé **1,2 M€** d'infrastructures, **1,4 M€** en acquisition de matériels et logiciels et la même somme en projets informatiques.

Les « **Moyens logistiques** » (**0,9 M€**) ont concerné la gestion de la flotte automobile (**0,5 M€**) et l'acquisition de matériel et de mobilier (**0,4 M€**).

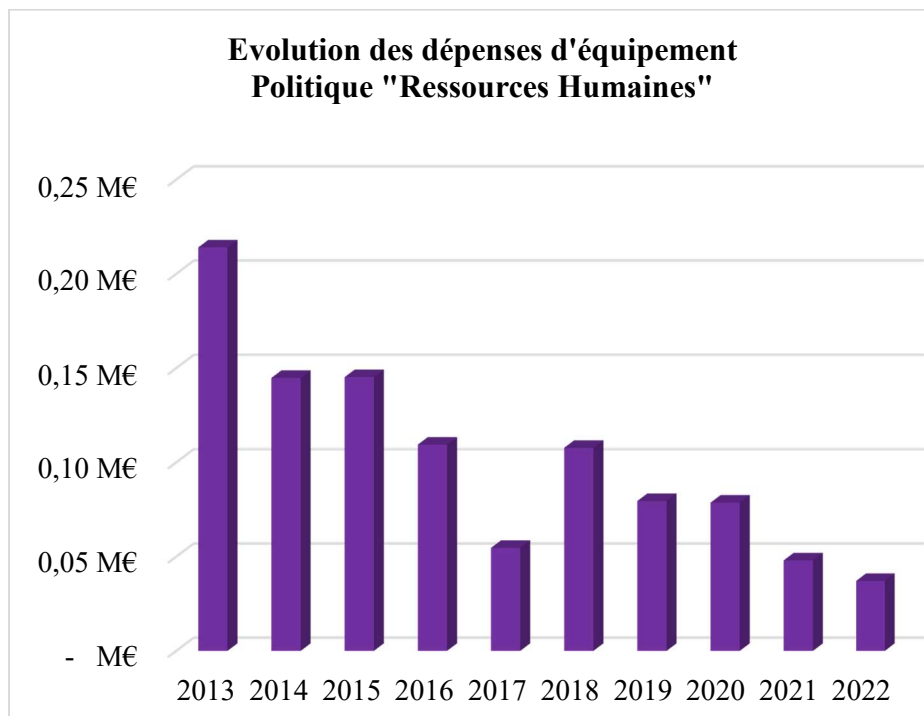
De plus, sur la « **Gestion du patrimoine immobilier** », il faut mentionner l'acquisition d'un site pour accueillir la MDS de Coulommiers (**0,5 M€**).

✚ Politique publique « Direction de l'action départementale » : 18 255 000 €

Sur le domaine « **Finances** » figure la participation du Département de Seine-et-Marne au Fonds de Solidarité Interdépartemental d'Investissement (FS2I).



**⚡ Politique publique « Ressources humaines » : 37 109 €**



Ces crédits ont permis l'aménagement de postes de travail. Les autres dépenses financent des mesures d'hygiène et de sécurité et des prestations sociales.

**1-3.A 2 – Les opérations en capital relatives à la dette**

**⚡ Opérations en capital : 97 937 774 €**

### **1-3.B - Gestion pluriannuelle en investissement**

Après le vote de la deuxième décision modificative 2022, les engagements du Département en autorisations de programme non réalisés au 31 décembre 2022 s'élevaient à **707,8 M€**, selon le détail qui figure ci-dessous :

<b>Politique</b>	<b>Montant des AP à fin 2021</b>	<b>Réalisations à fin 2022</b>	<b>Reste à financer (au-delà de 2022)</b>
Développement territorial	705 613 452	608 738 573	96 874 878
Protection de l'environnement	304 151 928	276 193 554	27 958 375
Routes départementales	1 538 848 159	1 352 507 215	186 340 944
Sécurité	82 774 241	80 419 081	2 355 160
Transports	130 961 909	67 250 058	63 711 851
<b>1 - Mission aménagement et développement du territoire</b>	<b>2 762 349 689</b>	<b>2 385 108 481</b>	<b>377 241 208</b>
Culture et patrimoine	65 468 635	58 200 749	7 267 886
Education formation	1 722 876 777	1 499 351 500	223 525 277
Jeunesse, sports et loisirs	67 361 002	61 294 290	6 066 712
<b>2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif</b>	<b>1 855 706 414</b>	<b>1 618 846 539</b>	<b>236 859 875</b>
Enfance et famille	3 136 888	3 136 888	0
Habitat	75 535 782	74 750 775	785 008
Insertion	219 270	219 270	0
Personnes âgées	53 578 685	50 064 985	3 513 700
Personnes handicapées	22 834 756	21 120 766	1 713 990
Santé publique	3 436 408	2 248 337	1 188 071
<b>3 - Mission solidarité</b>	<b>158 741 790</b>	<b>151 541 022</b>	<b>7 200 768</b>
Conduite des politiques départementales	5 373 319	5 312 309	61 011
Direction et animation de l'action départementale	60 728 738	60 728 738	0
Moyens généraux	386 884 365	300 631 695	86 252 670
Ressources humaines	2 677 954	2 568 850	109 104
<b>4 - Mission fonctionnelle</b>	<b>455 664 377</b>	<b>369 241 592</b>	<b>86 422 785</b>
<b>total général</b>	<b>5 232 462 270</b>	<b>4 524 737 634</b>	<b>707 724 636</b>

A fin 2022 le stock des autorisations de programme nécessitant des crédits de paiement représente 3,2 années de crédits de paiement (sur la base des CP consommés en 2022 **soit 219,5 M€**).

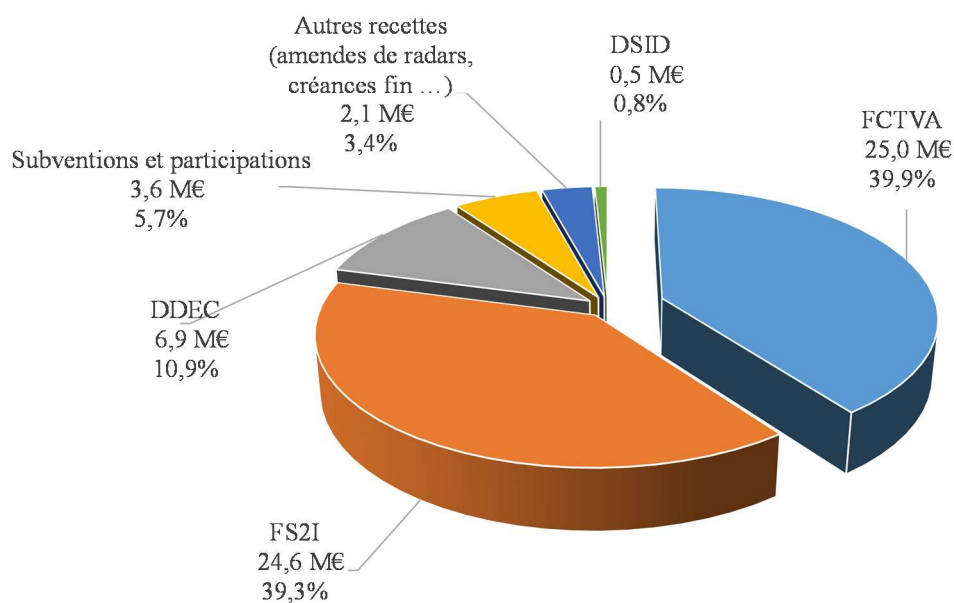
Le secteur de l'éducation représente 31,6 % de ce stock, les routes 26,3 % et le développement territorial 13,7 %.

### 1-3.C – Les recettes d'investissement

D'un montant de **126 M€** (contre **142 M€** en 2021), les recettes d'investissement 2022 se présentent de la manière suivante :

Nature de recettes	CA 2021	CA 2022	% évol.
Fonds de compensation de la TVA	24 859 396	25 025 586	0,7%
Fonds de Solidarité et d'Investissement Interdépartementale (FS2I)	23 998 515	24 639 897	2,7%
Dotation départementale d'équipement des collèges	6 860 204	6 860 204	0,0%
DSID	1 324 716	527 863	-60,2%
Subventions et participations	12 654 903	3 577 031	-71,7%
Autres recettes (amendes de radars, créances financières ...)	1 512 720	2 123 568	40,4%
<b>Total des recettes définitives d'investissement</b>	<b>71 210 454</b>	<b>62 754 149</b>	<b>-11,9%</b>
Emprunt	70 814 685	63 219 921	-10,7%
<b>Total recettes d'investissement (hors opérations de restructuration de dette)</b>	<b>142 025 139</b>	<b>125 974 070</b>	<b>-11,3%</b>

**Répartition des recettes définitives d'investissement pour 2022**



Le **Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA)** d'un montant de **25 M€** en 2022 est assis sur les dépenses d'investissement éligibles réalisées en 2021, dont le montant est en augmentation par rapport à celles de 2019 (153,6 M€ en 2021 contre 151,5 M€ en 2020 et 140,6 M€ en 2019).

Le Département a perçu en 2022, **24,6 M€** au titre du **Fonds de solidarité et d'investissement (FS2I)**, pour une participation de 18,2 M€, soit une participation nette du FS2I de 6,4 M€ pour 2022.

Tandis que la **Dotation Départementale d'Équipement des Collèges (DDEC)** reste gelée au montant de 6,9 M€, la **Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID)**, remplaçant la dotation globale d'équipement (DGE) a généré une recette de 0,5 M€ en 2022.

L'essentiel des **autres subventions (3,6 M€)** concerne principalement les investissements routiers (**2,3 M€**) et les investissements en matière de transports (**1,1 M€**).

Le poste des autres recettes s'élève à **2,1 M€** en 2022 et comprend pour l'essentiel le produit des amendes de radars (**0,7 M€**), les créances détenues des particuliers et autres personnes de droit privé et autres prêts (**1,2 M€**).

En 2022, le recours à l'emprunt est en diminution de 10,7 % avec un volume de **63,2 M€** contre **70,8 M€** en 2021.

## **1-4 – La section de fonctionnement**

### **1-4.A – Les dépenses de fonctionnement**

Au total, les dépenses de fonctionnement sont arrêtées en 2022 à **1 175,9 M€** contre **1 162,4 M€** en 2021. La progression entre 2021 et 2022 (+ **24,9 M€**) soit + **1,2 %** en masse correspond à un taux de réalisation (rapport entre crédits ouverts et crédits réalisés) de **96,3 %**.

Hors frais financiers (qui progressent de 1,1 %) et contributions à des fonds de péréquation et provisions (en augmentation de 7,3 %), les dépenses opérationnelles augmentent de 1 % entre 2021 et 2022, soit + **11,1 M€**.

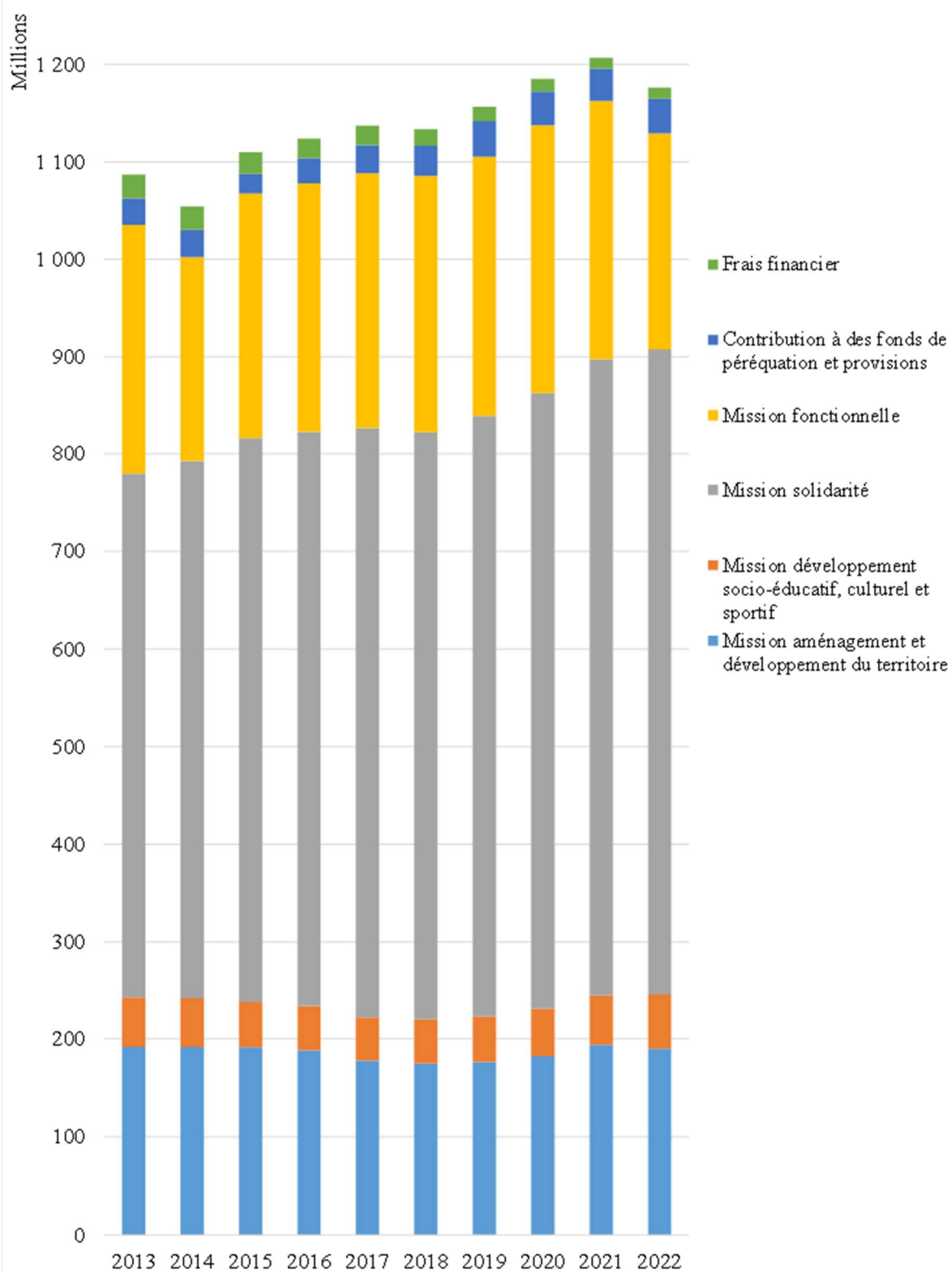
On observe que les dépenses de la mission « Solidarité » (+**8,8 M€**) expliquent prioritairement cette hausse ainsi que celles de la mission « Développement socio-éducatif, culturel et sportif » (+ **5,2 M€**).

## 1-4.A 1 – Les dépenses opérationnelles de fonctionnement

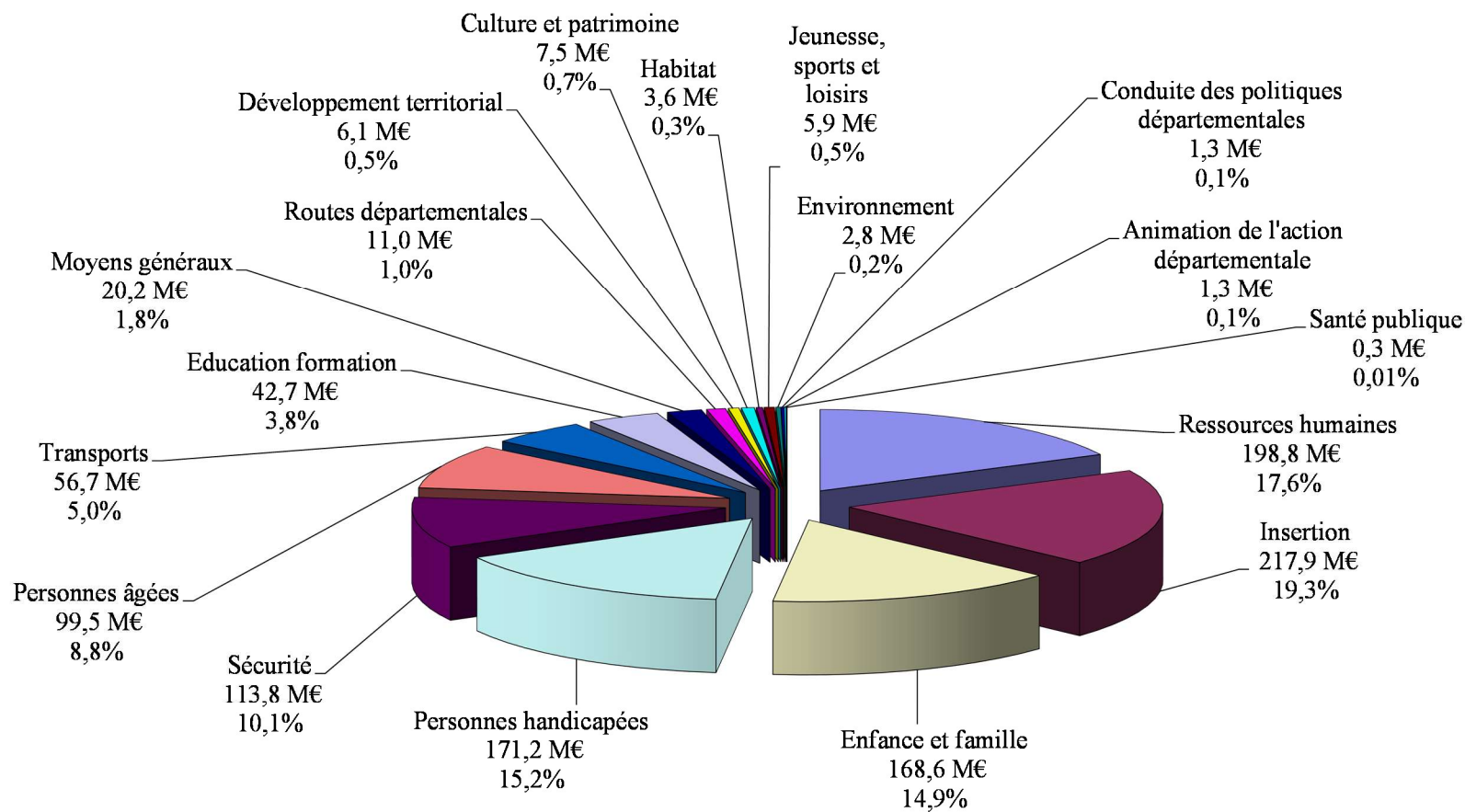
Par secteur, ces dépenses se répartissent de la manière suivante (en €uros) :

Missions / Politiques	CA 2021	Crédits inscrits 2022	CA 2022	Taux de réalisation	Evolution 2022/2021	Part dépenses 2022
Développement territorial	7 626 616	6 650 880	6 143 451	92,4%	-19,4%	0,5%
Protection de l'environnement	2 949 217	3 520 141	2 776 937	78,9%	-5,8%	0,2%
Routes départementales	10 514 380	11 029 161	10 952 859	99,3%	4,2%	1,0%
Sécurité	120 058 098	114 319 246	113 796 975	99,5%	-5,2%	10,1%
Transports	53 186 631	57 745 511	56 710 529	98,2%	6,6%	5,0%
<b>Mission aménagement et développement du territoire</b>	<b>194 334 942</b>	<b>193 264 940</b>	<b>190 380 751</b>	<b>98,5%</b>	<b>-2,0%</b>	<b>16,9%</b>
Culture et patrimoine	6 935 881	8 059 760	7 491 943	93,0%	8,0%	0,7%
Education formation	36 958 733	44 006 597	42 706 459	97,0%	15,6%	3,8%
Jeunesse, sports et loisirs	7 021 197	6 966 506	5 893 175	84,6%	-16,1%	0,5%
<b>Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif</b>	<b>50 915 811</b>	<b>59 032 863</b>	<b>56 091 576</b>	<b>95,0%</b>	<b>10,2%</b>	<b>5,0%</b>
Enfance et famille	165 643 146	174 278 206	168 588 753	96,7%	1,8%	14,9%
Habitat	3 443 383	4 979 004	3 630 146	72,9%	5,4%	0,3%
Insertion	225 094 002	221 545 444	217 934 362	98,4%	-3,2%	19,3%
Personnes âgées	95 515 024	102 131 393	99 526 214	97,4%	4,2%	8,8%
Personnes handicapées	162 475 945	174 407 275	171 172 297	98,1%	5,4%	15,2%
Santé publique	147 278	422 600	291 349	68,9%	97,8%	0,0%
<b>Mission solidarité</b>	<b>652 318 777</b>	<b>677 763 922</b>	<b>661 143 121</b>	<b>97,5%</b>	<b>1,4%</b>	<b>58,5%</b>
Conduite des politiques départ.	1 042 818	1 439 458	1 251 803	87,0%	20,0%	0,1%
Direction de l'action départ. (hors frais fin. et reversements de fiscalité réels ou provisionnés)	2 919 811	2 730 387	1 311 229	48,0%	-55,1%	0,1%
Moyens généraux	17 917 821	22 070 673	20 244 353	91,7%	13,0%	1,8%
Ressources humaines	198 718 022	216 989 883	198 802 281	91,6%	0,0%	17,6%
<b>Mission fonctionnelle</b>	<b>220 598 471</b>	<b>243 230 401</b>	<b>221 609 666</b>	<b>91,1%</b>	<b>0,5%</b>	<b>19,6%</b>
<b>Total dépenses opérationnelles</b>	<b>1 118 168 001</b>	<b>1 173 292 126</b>	<b>1 129 225 115</b>	<b>96,2%</b>	<b>1,0%</b>	<b>100,0%</b>
Reversement sur Fonds de péréquation CVAE	332 659	353 706	353 706	100,0%	6,3%	
Reversement Fonds de péréquation DMTO	32 691 661	35 065 714	35 065 714	100,0%	7,3%	
<b>Total des contributions à des fonds de péréquation et provision</b>	<b>33 024 320</b>	<b>35 419 420</b>	<b>35 419 420</b>	<b>100,0%</b>	<b>7,3%</b>	
<b>Total dépenses de gestion</b>	<b>1 151 192 321</b>	<b>1 208 711 546</b>	<b>1 164 644 535</b>	<b>96,4%</b>	<b>1,2%</b>	
Frais financiers	11 164 673	12 110 000	11 288 489	93,2%	1,1%	
<b>Total Général</b>	<b>1 162 356 994</b>	<b>1 220 821 546</b>	<b>1 175 933 024</b>	<b>96,3%</b>	<b>1,2%</b>	

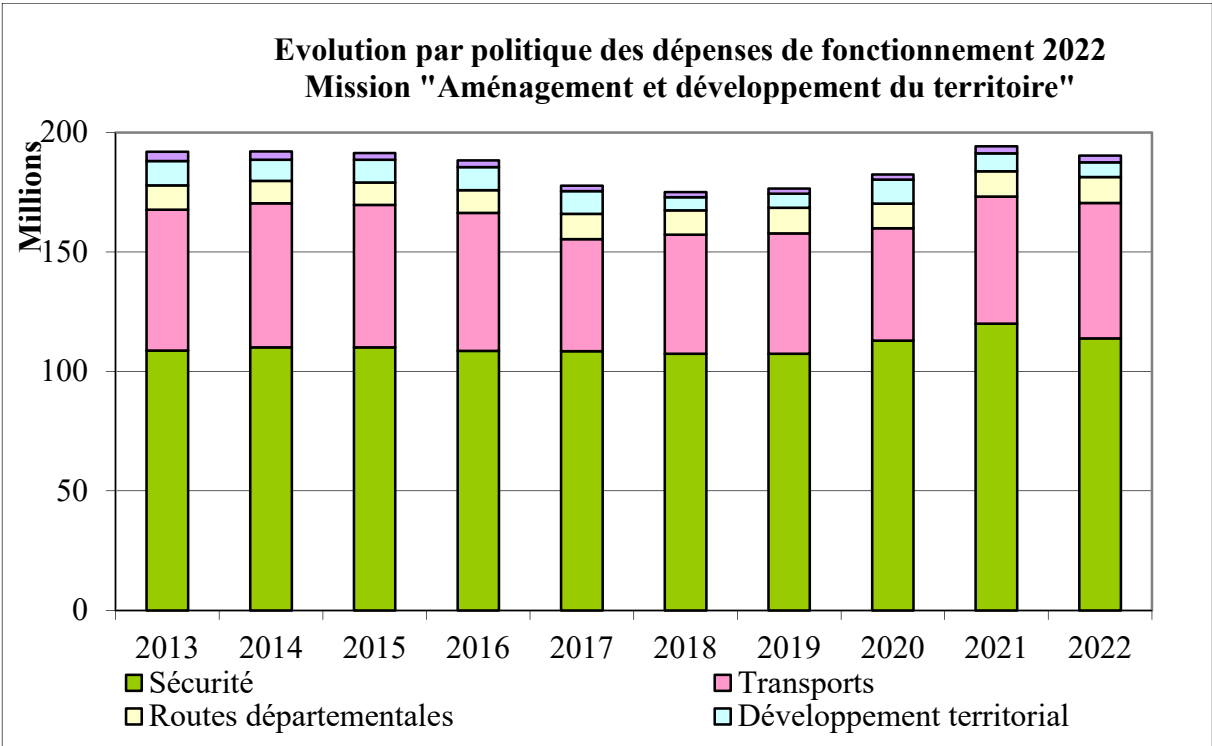
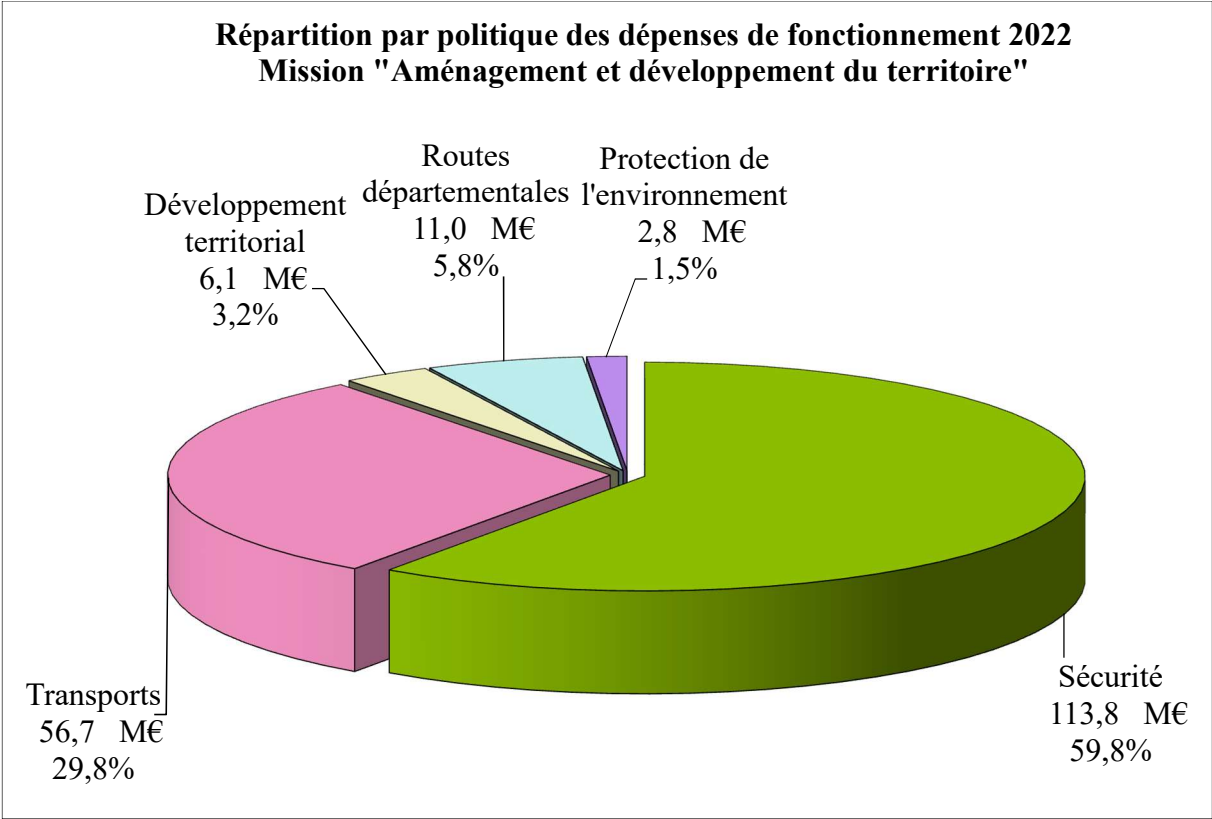
### Evolution des dépenses de fonctionnement réalisées depuis 2013



**Répartition des dépenses opérationnelles en section de fonctionnement 2022 par politique : 1 129,2 M€  
(sur un budget total en fonctionnement de 1 175,9 M€)**

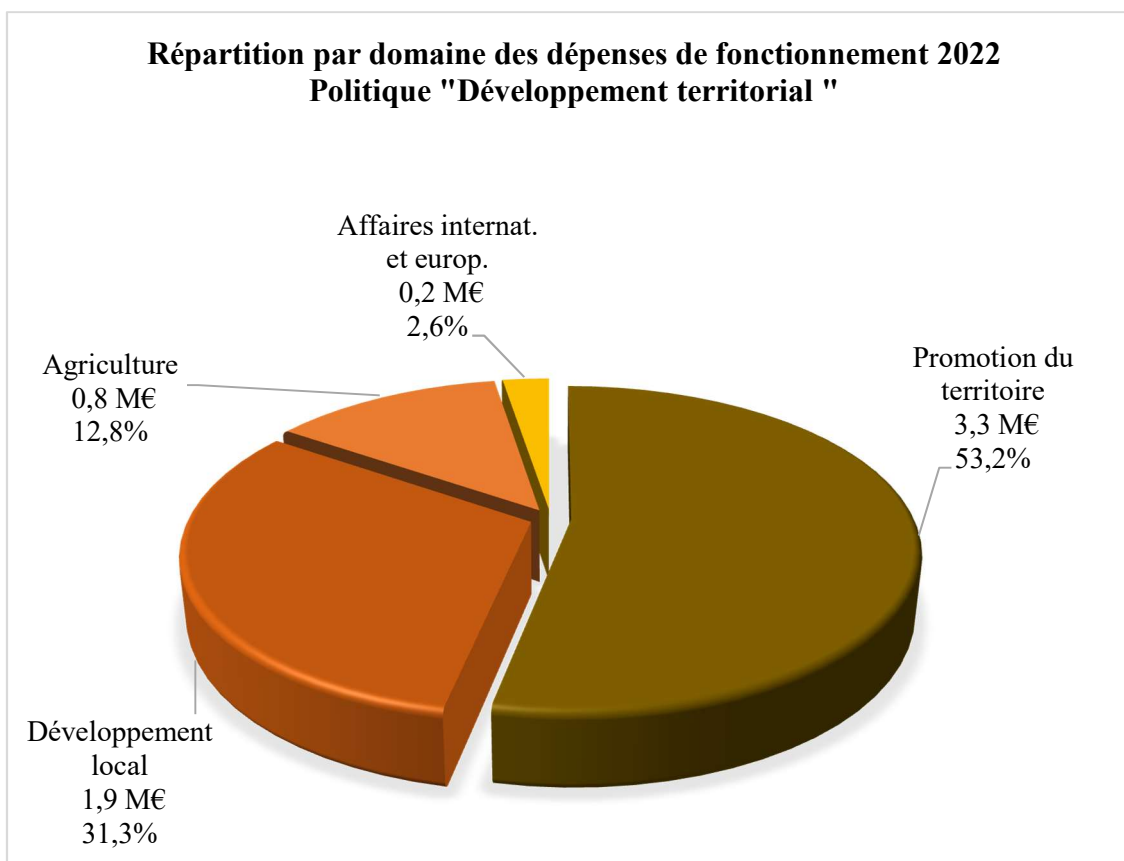


**MISSION AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE**  
**190 380 751 € (16,9 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)**





✚ Politique publique « Développement territorial » : 6 143 451 €

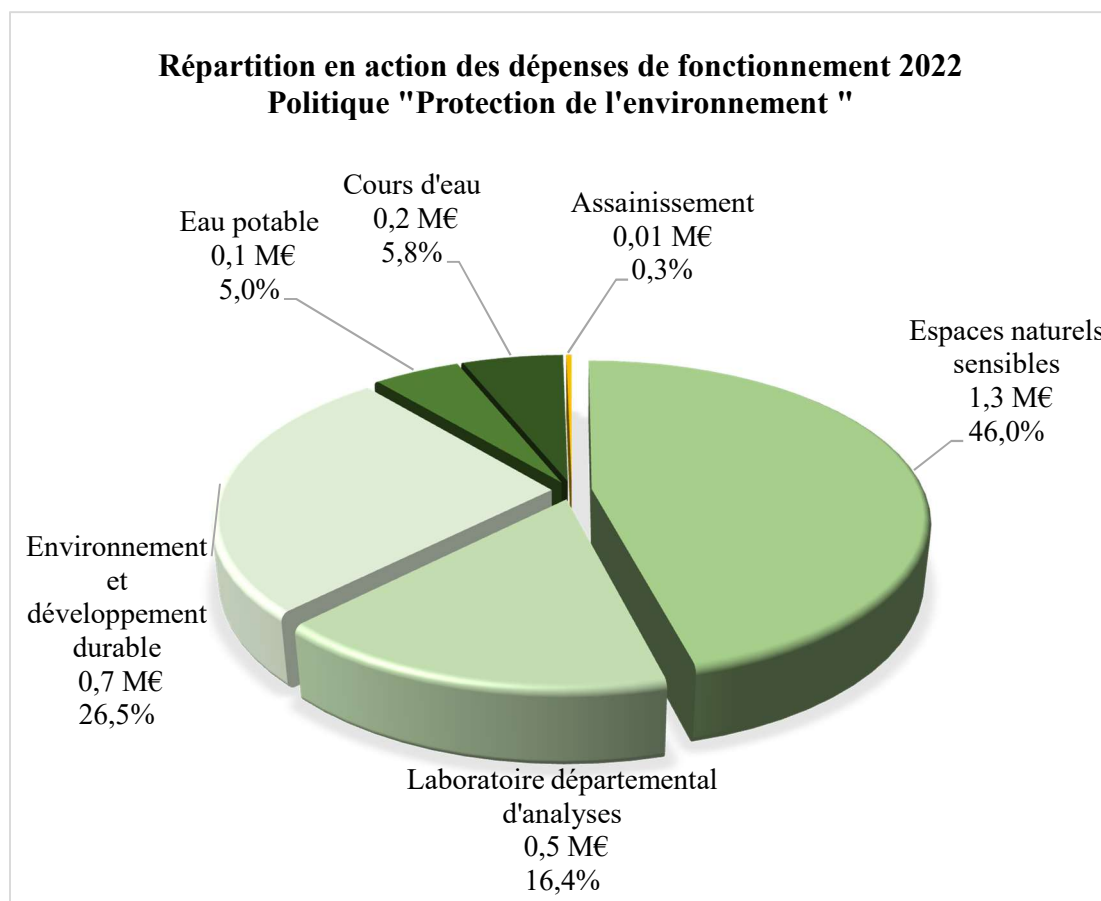


Premier poste des dépenses réalisées au titre du développement territorial, la « **Promotion du territoire** » a mobilisé en 2022, **3,3 M€** dont **2 M€** destinés au financement des missions de service public conduites par Seine-et-Marne Attractivité, conformément au contrat d'objectifs et de moyens signé avec le Département et **1 M€** de reversement de taxe de séjour à S.M.A dans le cadre de ses activités touristiques. Le projet « marque de territoire » a mobilisé **0,1 M€**. En complément, plusieurs subventions ou cotisations ont été versées pour un montant de **0,1 M€**.

Le domaine du « **Développement local** » est le deuxième poste de dépenses de cette politique (**1,9 M€**). En 2022, **1,4 M€** ont été reversés au CAUE dans le cadre de la taxe d'aménagement. Les contrats intercommunaux ont généré une dépense de **0,07 M€**, pour le Parc Naturel Régional du Gâtinais Français. L'enveloppe ouverte au titre du développement du réseau est liée au fonctionnement du Syndicat Mixte « Seine-et-Marne Numérique » (**0,3 M€**). Le soutien au développement local à travers divers partenariats a représenté (**0,2 M€**). Enfin, **40 000 €** ont permis la réalisation d'études en matière d'aménagement, d'urbanisme et de prospective.

Les deux derniers domaines concernent d'une part, « **l'Agriculture** », qui représente **0,8 M€** de dépenses en 2022, dont une subvention annuelle de **0,5 M€** pour la Chambre d'Agriculture. Il faut également mentionner **0,3 M€** pour des subventions diverses. D'autre part, les « **Affaires internationales et européennes** » (**0,1 M€**) dont les dépenses ont concernées l'adhésion à l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (**9 700 €**), la rémunération à notre cabinet conseil pour l'externalisation de tâches de gestion d'opération (**25 000 €**) et des dépenses diverses pour **8 500 €**. Enfin une subvention de **65 000 €** a été versée à l'organisme Ile-de-France Europe et **50 500 €** pour l'Ukraine.

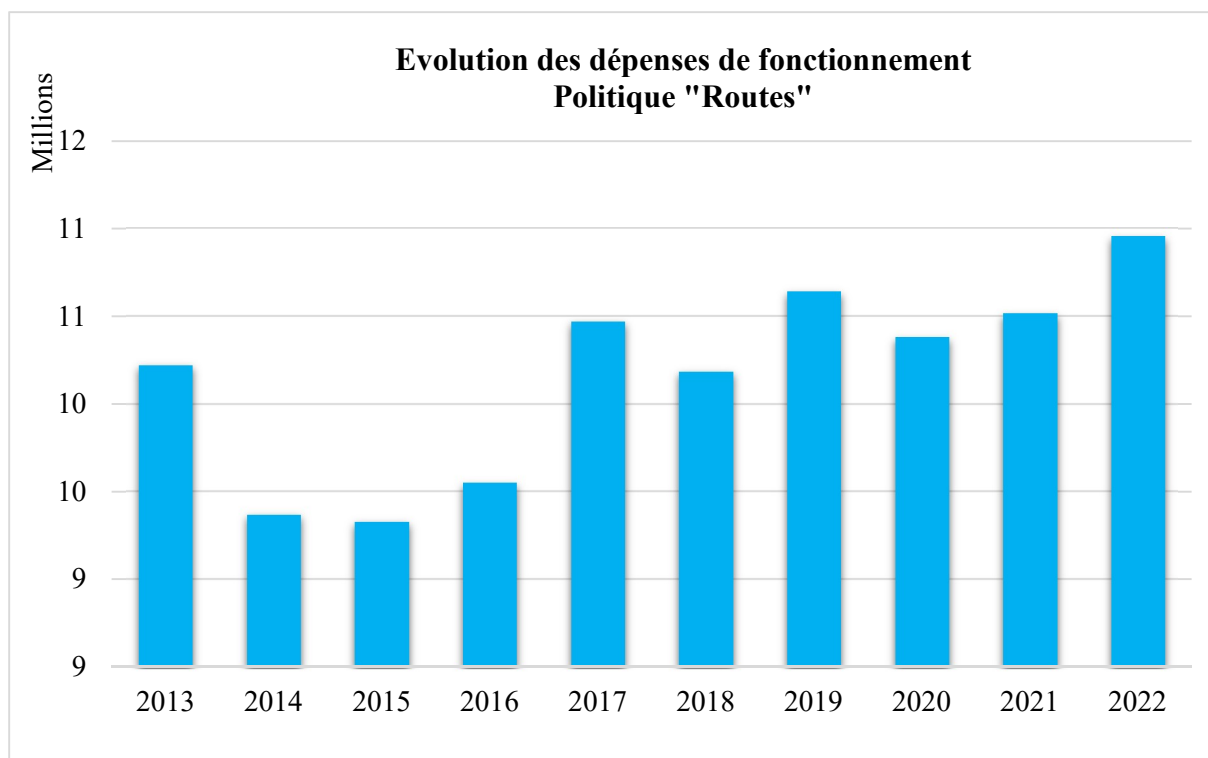
🚩 **Politique publique « Protection de l'environnement » : 2 776 937 €**



Les « **espaces naturels sensibles** » représentent sur le domaine de « **l'Environnement** » (2 M€), une dépense de 1,3 M€ en 2022. 0,3 M€ versé à l'Office National des Forêts pour l'entretien des forêts domaniales, 0,5 M€ en subventions, (dont 0,1 M€ à Seine-et-Marne Environnement) et 0,5 M€ en frais d'entretien et de fonctionnement. On peut y ajouter les frais portés par l'action « **environnement et développement durable** » (0,7 M€) avec un service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) de 0,4 M€, une subvention de 0,3 M€ versée à Seine-et-Marne Environnement.

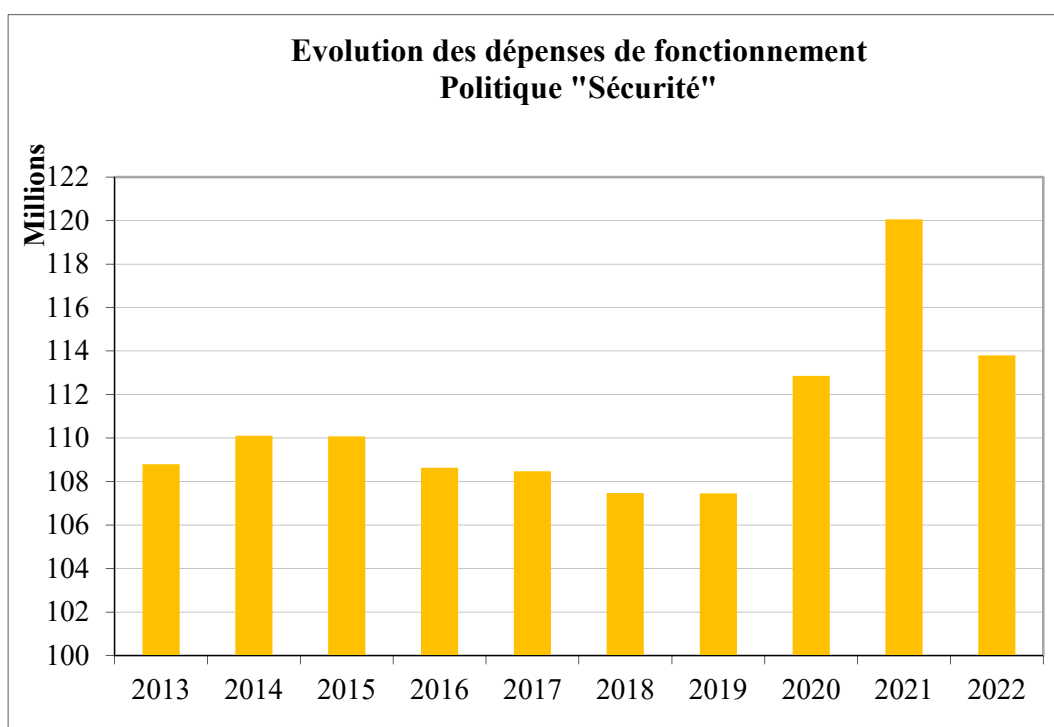
Sur le domaine de « **l'Eau** », une enveloppe de 0,8 M€ a été dépensée en 2022 et cela majoritairement pour le fonctionnement du « **laboratoire Départemental d'Analyses** » (0,46 M€). Les autres dépenses du domaine concernent les « **cours d'eau** » et « **l'eau potable** » (0,3 M€) distribués à 22 bénéficiaires et « **l'assainissement** » (10 000 €).

🚧 Politique publique « Routes départementales » : 10 952 859 €



L'essentiel des dépenses de cette politique concerne « **l'Entretien du réseau départemental** » qui a mobilisé **10,2 M€** en 2022. Il s'agit des crédits destinés à l'approvisionnement en matières premières du parc départemental (peintures, ...) pour les travaux de réparation des chaussées et de signalisation horizontale qu'il exécute. Il s'agit également du financement de la viabilité hivernale et de l'entretien du matériel dont l'ensemble des véhicules ainsi que de la propreté du réseau. A cette action s'ajoutent l'entretien des plantations (**0,67 M€**) et les études de voirie (**50 000 €**) ou encore les aménagements extérieurs des ARD (**2 000 €**) et l'aménagement du réseau routier (**70 000 €**).

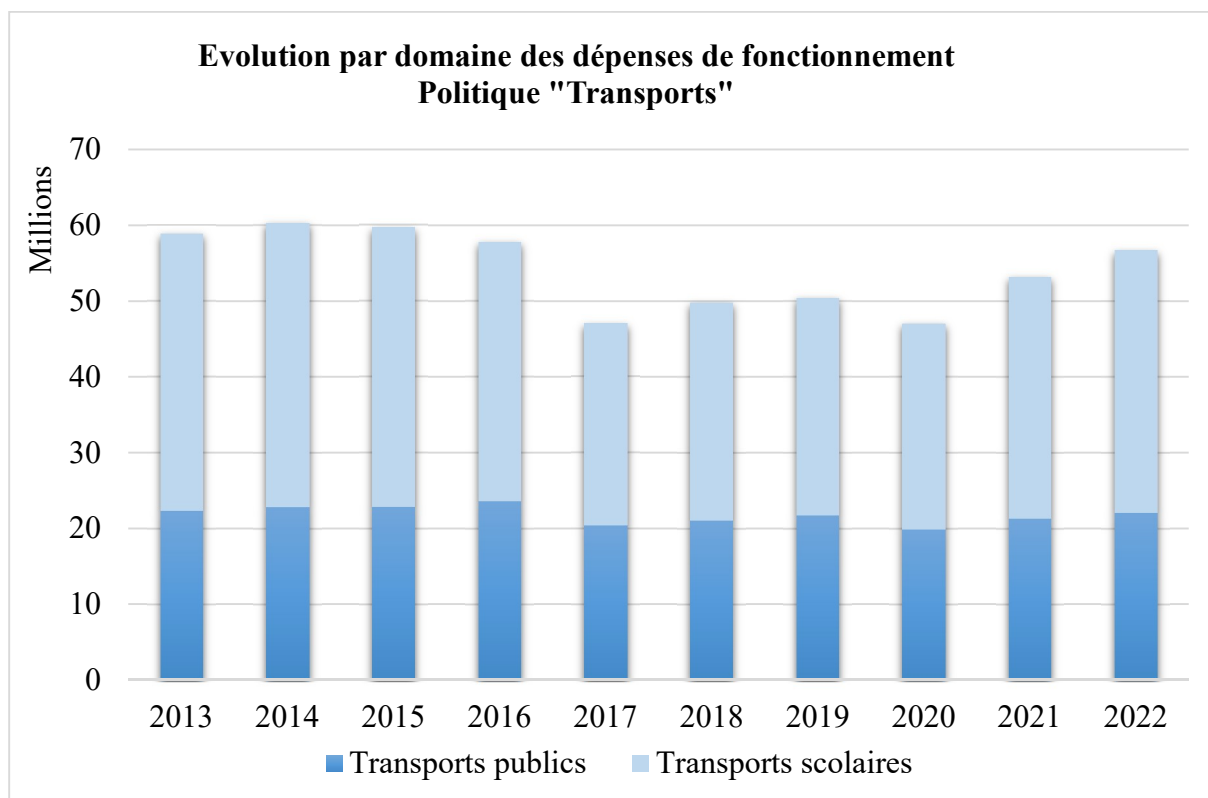
🇫🇷 Politique publique « Sécurité » : 113 796 975 €



La participation départementale au budget de fonctionnement du SDIS, fixée par la convention, s'est élevée en 2022 à **113,7 M€**.

Enfin, les autres dépenses de cette politique concernent les « **opérations de sensibilisation à la sécurité routière** » (70 000 €) et l'aide annuelle à l'association départementale des jeunes sapeurs-pompiers (30 000 €).

🚦 Politique publique « Transports » : 56 710 529 €

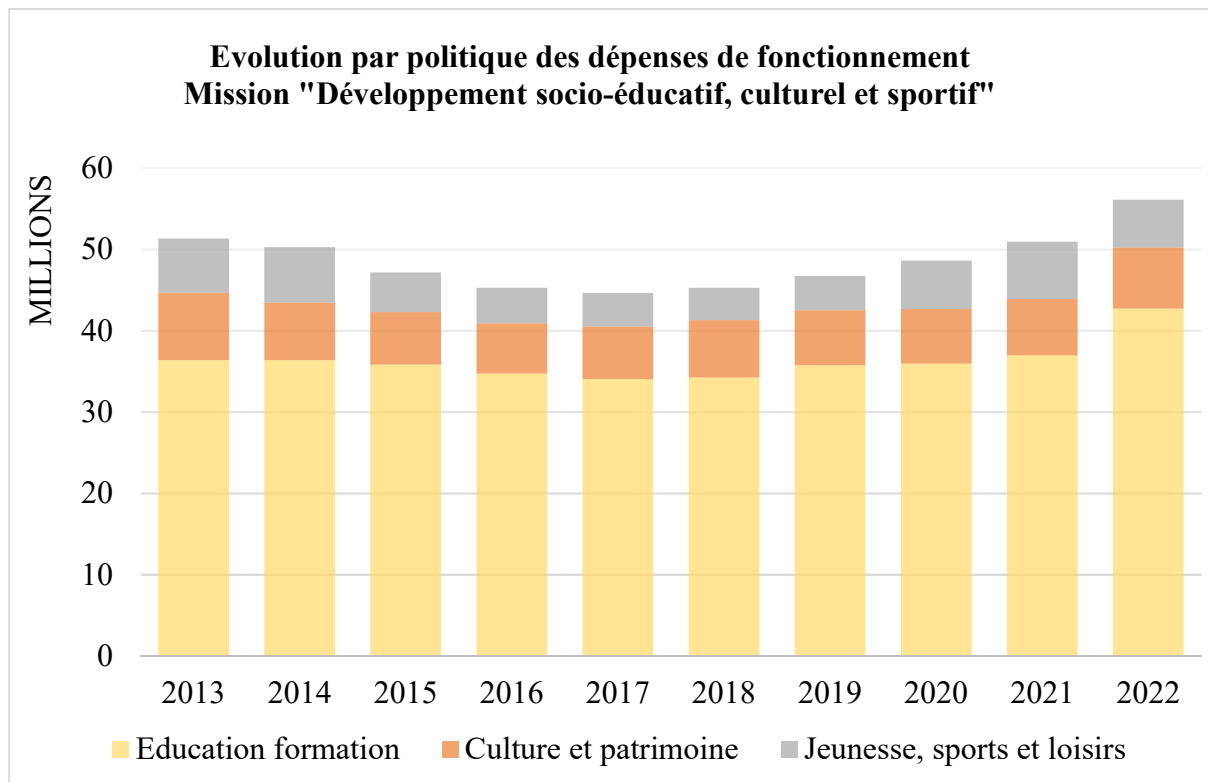
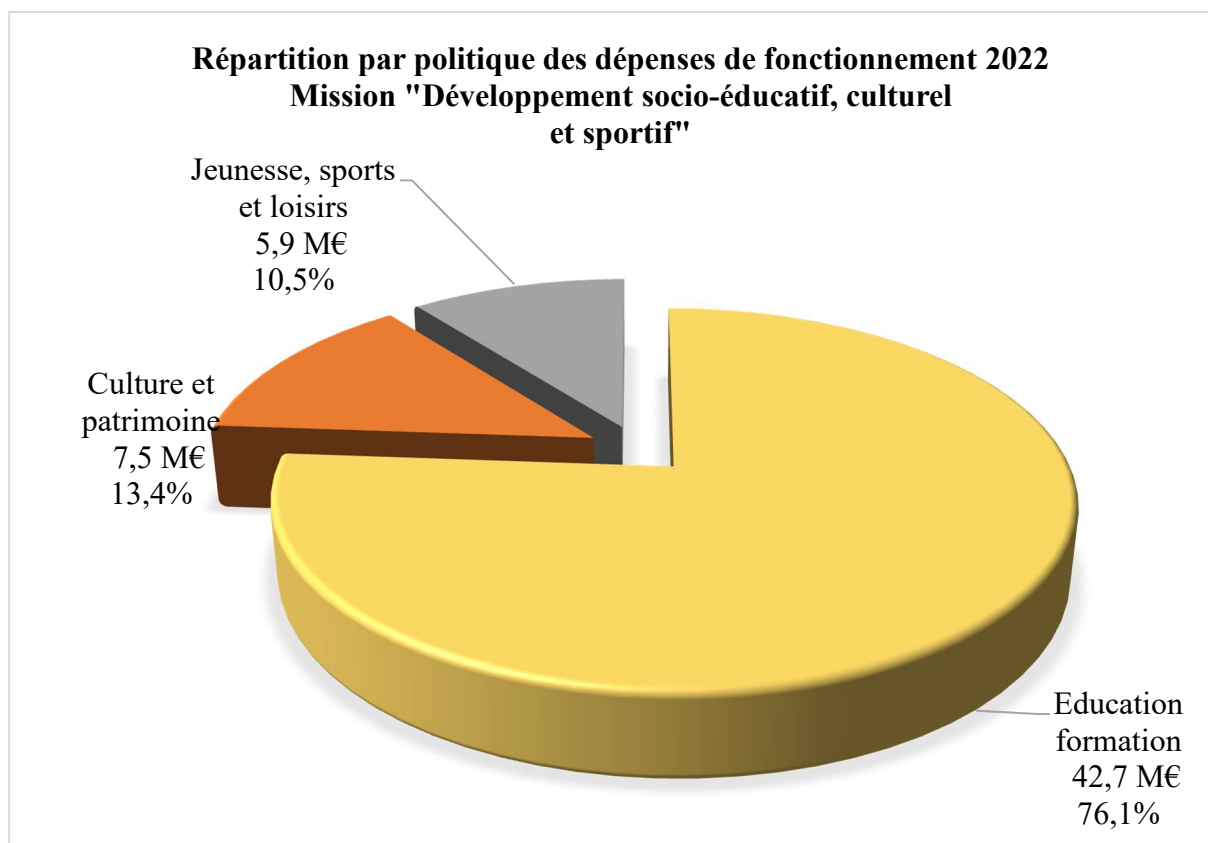


Le 1<sup>er</sup> domaine de cette politique concerne les « **Transports scolaires** » avec **34,6 M€** de crédits consommés en 2022.

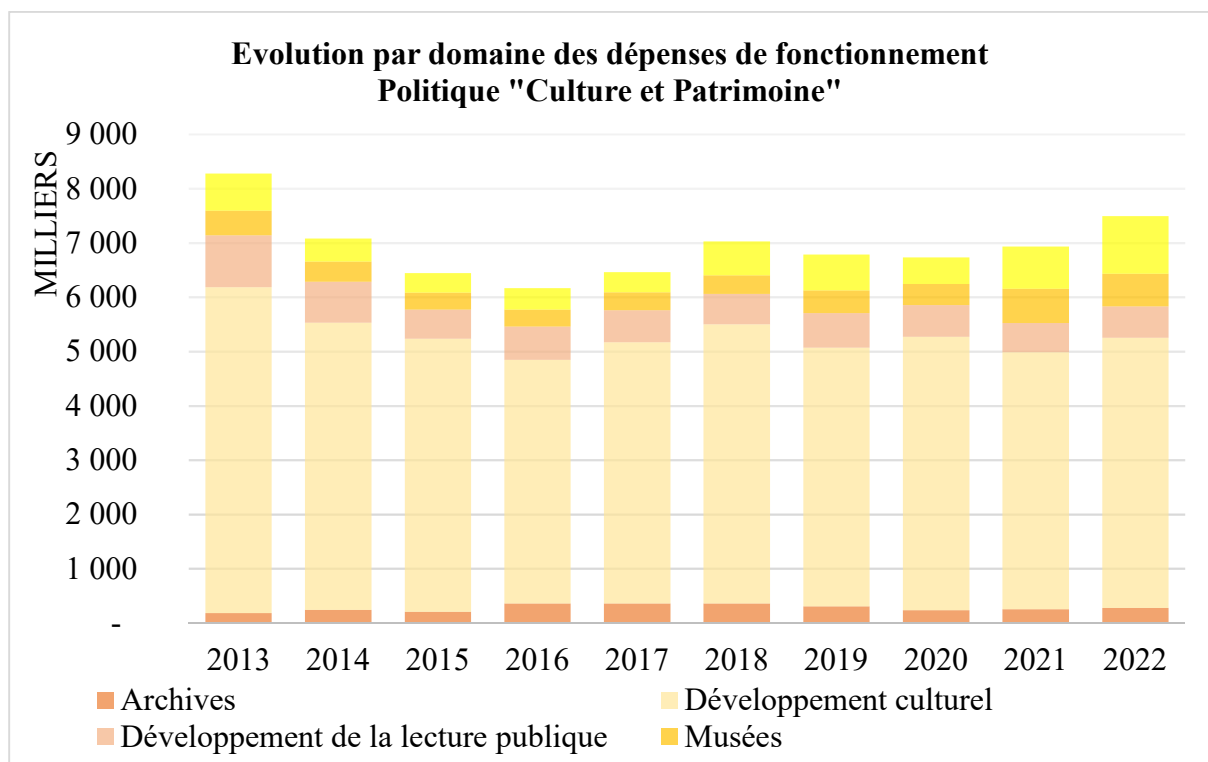
En 2022 les **circuits spéciaux** ont généré **9,7 M€** de dépenses. L'aide au forfait **Imagine R** pour les élèves de primaire et les collégiens, l'aide pour les élèves seine-et-marnais scolarisés en internat et l'aide au salaire des accompagnateurs scolaires ont mobilisé **10,3 M€**. Enfin pour le « **transport des élèves et étudiants handicapés** », le Département a dépensé **14,6 M€** en 2022.

Les réalisations du 2<sup>ème</sup> domaine de cette politique, les « **Transports publics** », s'élèvent à **22,1 M€**. Le premier poste de dépenses en volume est la « **participation au fonctionnement d'Ile-de-France Mobilités** » (**8,5 M€**). Le second poste correspond aux versements effectués à notre délégataire de service public du réseau « **PAM77** » à hauteur de **6,7 M€**. Une enveloppe de **3,3 M€** a été nécessaire au fonctionnement du dispositif « **améthyste et autres** ». Les autres dépenses du domaine concernent les « **lignes express** » pour **1,9 M€**, les « **points d'arrêt** » et plus précisément la maintenance des abris voyageurs, la conception des supports de communication et leur affichage (**0,5 M€**), ainsi que le « **transport à la demande** » (**1,1 M€**). Ce dernier poste finance notre soutien aux collectivités pour le fonctionnement des services de transport à la demande Proxi'bus ainsi qu'au service de transport Filéo. Enfin, diverses opérations « **d'infrastructures de transport** » et des « **opérations de subvention** » ont nécessité **70 000 €** de crédits en 2022.

**MISSION DEVELOPPEMENT SOCIO-EDUCATIF, CULTUREL ET SPORTIF**  
**56 091 576 € (5 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)**



 Politique publique « Culture et Patrimoine » : 7 491 943 €

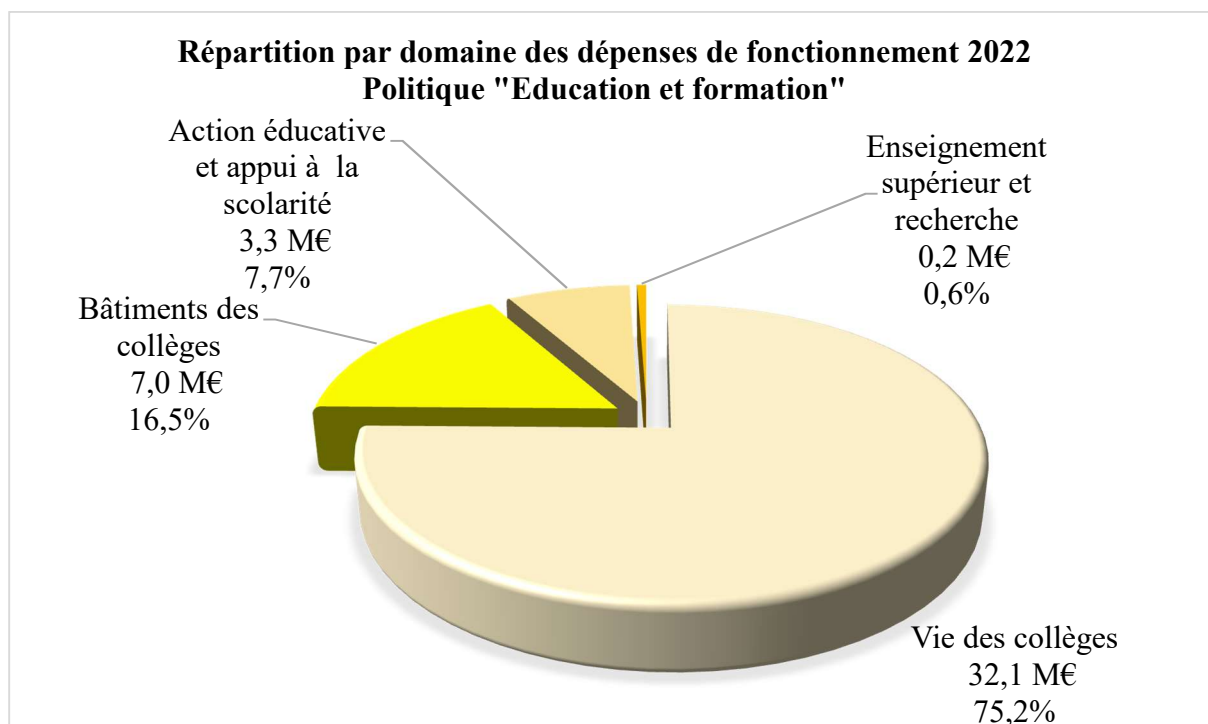


Représentant **68,2 %** des dépenses de cette politique, le « **Développement culturel** » a mobilisé **5 M€** en 2022. Une enveloppe de **1,2 M€** a été allouée à Act'Art. Les subventions versées en matière « **d'actions culturelles** » ont représenté **2,3 M€**. Au sein de cette enveloppe, les scènes nationales ont mobilisé **0,5 M€** : la Ferme du Buisson à Noisiel (**0,3 M€**) et le théâtre de Sénart à Lieusaint (**0,2 M€**). « **L'enseignement artistique** » a mobilisé quant à lui, un montant global de **0,8 M€** (réparti entre 31 structures) tandis qu'une enveloppe de **0,14 M€** a permis de soutenir une 20 de « **compagnies professionnelles** ». Pour un montant de **0,49 M€**, des crédits ont financés 67 « **manifestations culturelles et festivals** ». Pour le reste, les dépenses relevant du domaine développement culturel ont été consacrées principalement aux « **contrats triennaux de développement culturel** » et aux « **anciens combattants** » (**0,1 M€**)

Les actions en faveur du « **Développement de la lecture publique** » (**0,6 M€**) se sont essentiellement traduites par le « **développement de l'offre documentaire** » (**0,3 M€**). A cela, s'ajoute le « **développement culturel** » avec le prix départemental de la nouvelle policière, le contrat territoire lecture et -- actions culturelles pour la lecture (**0,2 M€**).

Enfin, une enveloppe consacrée à diverses animations dans les médiathèques, à des formations ou encore à des éditions a coûté **60 000 €**.

Les crédits alloués aux autres domaines ont permis de poursuivre la valorisation des collections départementales en matière « **d'Archives** » (**0,3 M€**), en faveur des « **Musées** » (**0,6 M€**) ou de notre « **Patrimoine** » (**1,1 M€** dont **0,6 M€** au titre du château de Blandy-les-Tours et **0,3 M€** pour le festival du Patrimoine).



L'enveloppe consacrée à la « **Vie des collèges** » représente **75 %** de la politique de **L'EDUCATION ET DE LA FORMATION**, soit un montant global de **32,1 M€**. Au premier rang de ces dépenses, il faut citer la participation du Département aux « **budgets des collèges publics et privés** » (respectivement **24,3 M€** et **5,8 M€** intégrant le forfait d'externat versé aux collèges privés). Au sein de cette enveloppe de **24,3 M€**, le Département soutient les collectivités propriétaires et/ou gestionnaires d'équipements sportifs, en participant aux frais occasionnés par l'utilisation de leurs équipements sportifs par les collégiens. Ainsi, **1,3 M€** ont permis de soutenir les collectivités pour les frais engendrés par la mise à disposition de leurs équipements sportifs au profit des collèges, dans le cadre de la pratique de l'EPS et de l'UNSS.

Viennent ensuite, les « **équipements et matériel TICE** » pour un montant global de **1,2 M€** et les dépenses d'équipement et de suppléance des personnels ATTEE (**10 000 €**).

La « **restauration scolaire** » et les « **autres dépenses** » liées à la vie des collèges ont généré chacune **0,5 M€** et **0,4 M€**.

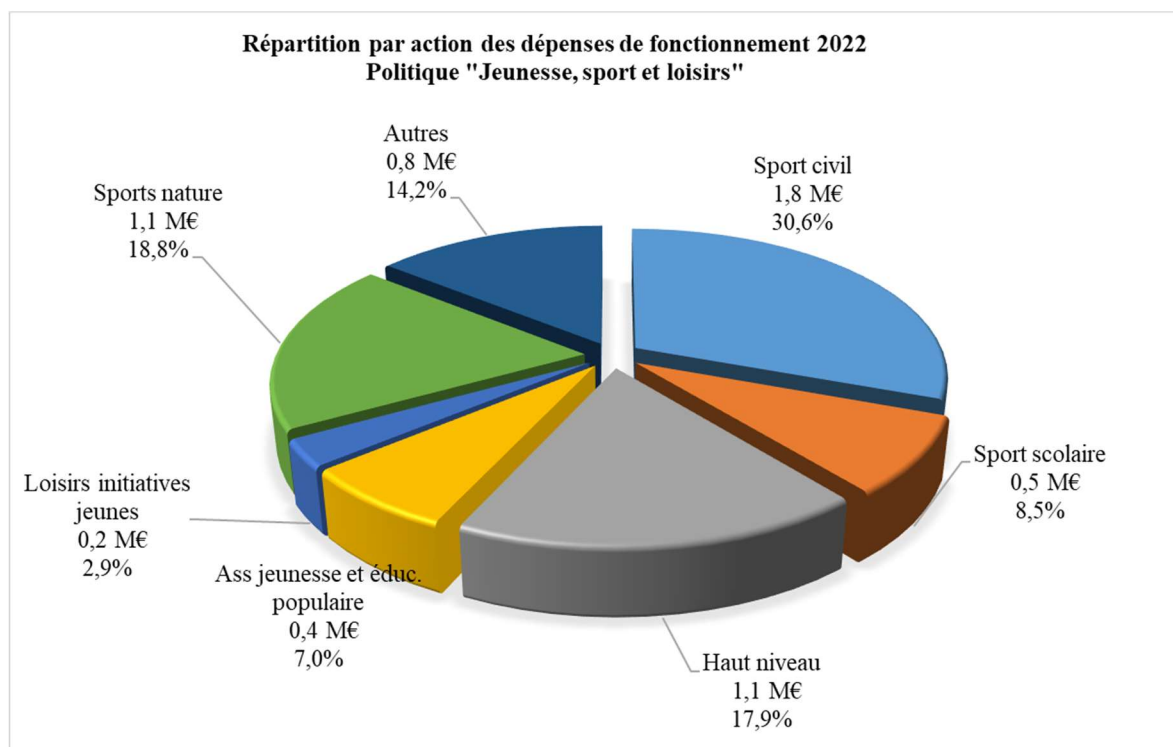
Au sein du domaine « **Bâtiments des collèges** » (**7 M€**), « **l'entretien et les grosses réparations** » ont mobilisé une enveloppe de **5,6 M€**. La « **construction, l'extension et la réhabilitation** » des collèges nécessitent **1,5 M€** pour la location de bâtiments démontables, les dépenses d'assurances et les sinistres.

Les « **Actions éducatives et d'appui à la scolarité** » ont mobilisé **3,3 M€** dont **2,8 M€** en « **aides à la restauration scolaire** ». Il faut y ajouter les aides aux projets éducatifs (**0,5 M€**), notamment les actions d'orientation et de découverte des métiers.

Enfin « **l'Enseignement supérieur et la recherche** » a représenté **0,2M€** en 2022.



## Politique publique « Jeunesse et sport » : 5 893 175 €



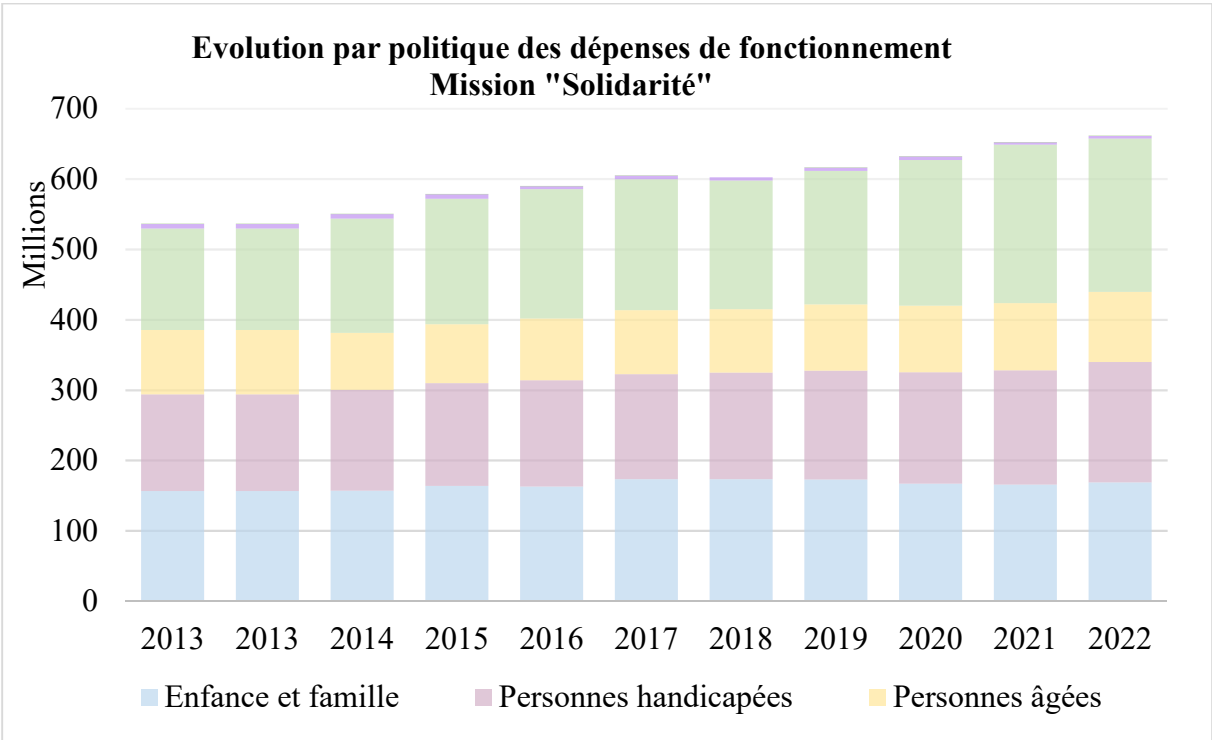
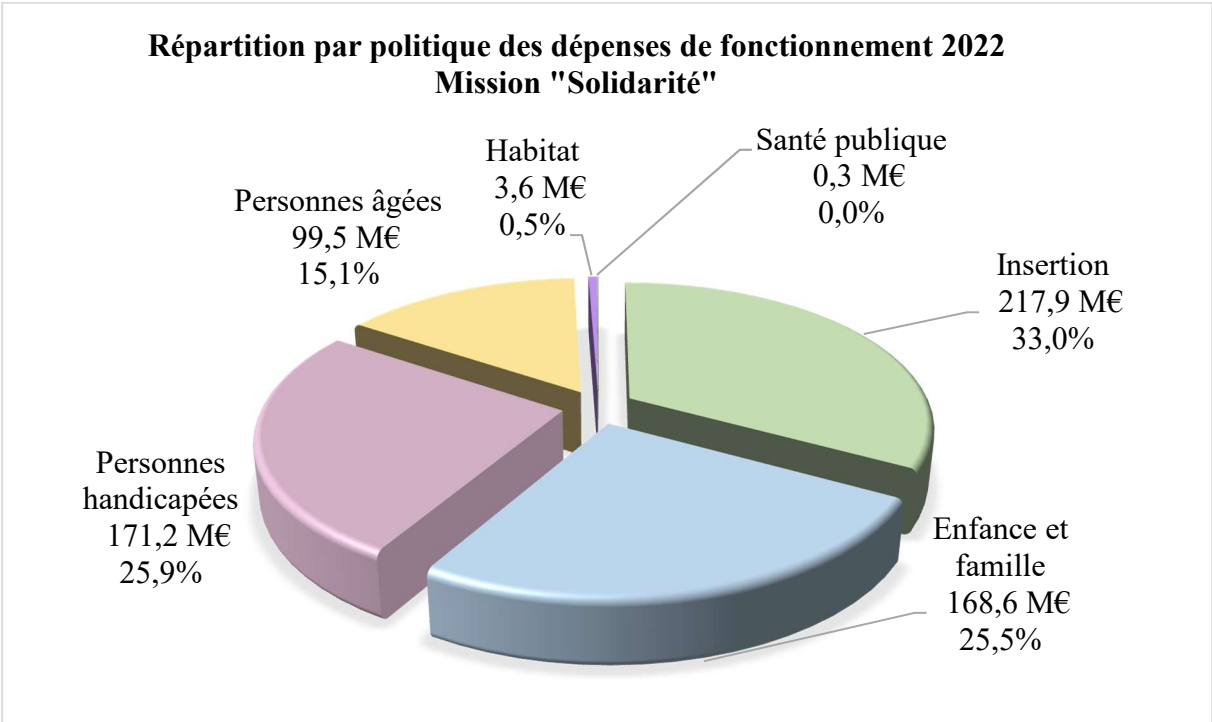
Une part essentielle des dépenses relatives aux « **Activités sportives** » (5,3 M€) a concerné le « **soutien au sport civil** » (1,8 M€). Sur cette dépense, 0,8 M€ a bénéficié à 697 associations sportives civiles tandis que les aides apportées aux manifestations sportives s'élevaient à 0,3 M€. Toujours en faveur du sport civil, les écoles multisports (0,2 M€) et les comités départementaux et leurs projets sportifs ont été soutenus (0,4 M€). Une subvention de 14 000 € a également été versée à la maison des sports. L'aide au « **sport scolaire** » (0,5 M€) s'est traduite en dotations au bénéfice de 107 collèges et en subventions pour 130 associations. Parallèlement, le « **sport de haut niveau** » a représenté une dépense de 1 M€, essentiellement dans le cadre de contrats d'objectifs et d'aides directes à des clubs de très haut niveau. S'y ajoute une enveloppe de 1,1 M€ concernant les « **sports nature** » et plus particulièrement les Iles de loisirs. Enfin, la Rando des 3 châteaux et les autres événements sportifs ont généré 0,8 M€.

Les actions du Département en direction de la « **Jeunesse** » (0,6 M€) visent à faciliter et soutenir l'autonomie des jeunes.

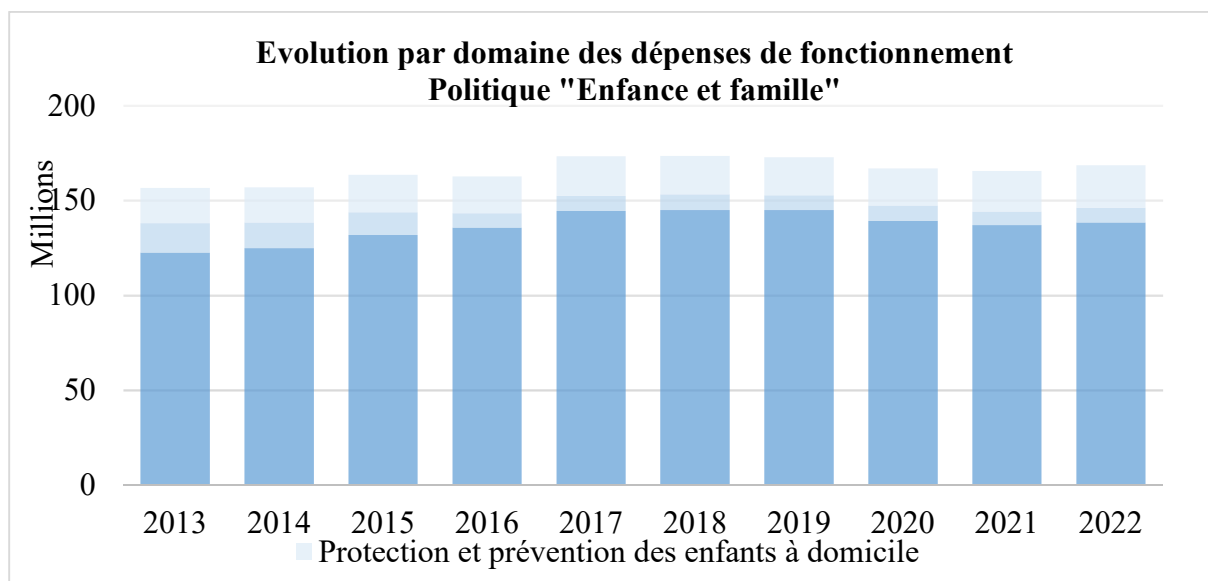
Une première enveloppe a été consacrée aux « **aides aux associations de jeunesse et d'éducation populaire** ». Elle a permis de verser 0,4 M€ à 17 organismes ou fédérations de jeunesse et d'éducation populaire qui ont pour vocation de rassembler et de conseiller les associations et organismes locaux dans les domaines éducatifs, sociaux et culturels.

Ces actions sont complétées par les « **aides aux projets et initiatives jeunes** » (0,2 M€) qui ont pour objectif de soutenir les jeunes par le biais de 2 dispositifs : les bourses B.A.F.A. (40 000 €) et le financement de projets jeunes (0,13 M€).

**MISSION SOLIDARITE**  
**661 143 121 € (58,5 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)**



 **Politique publique « Enfance et famille » : 168 588 753 €**

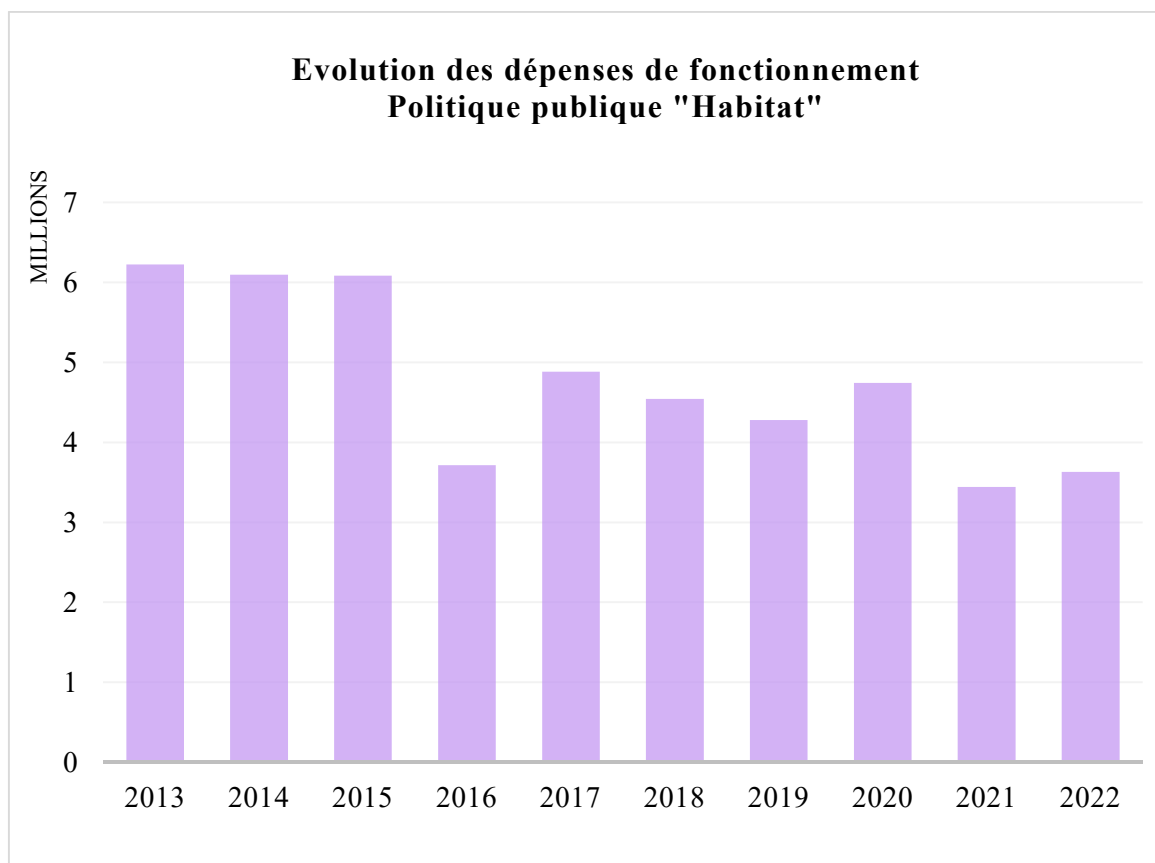


Représentant **82,1 %** des dépenses de cette politique, les « **Frais d’hébergement des enfants** » ont mobilisé **138,4 M€**. Ces frais sont répartis entre « l’**accueil en établissement** » (**96,1 M€**), « l’**accueil familial** » (**37,2 M€**) et les « **prestations en faveur des enfants** » (**5,1 M€**). Sur ce dernier poste on trouve principalement les prestations destinées aux enfants accueillis (**2,8 M€**), les dépenses relatives aux visites médiatisées permettant de maintenir les liens parents-enfants (**1,8 M€**) et des frais divers (**0,3 M€**).

Les dépenses de « **Protection et de prévention des enfants à domicile** » ont représenté **22,3 M€**, dont la « **protection en milieu ouvert** » (**13,2 M€**) qui regroupe les crédits relatifs aux Aides Educatives en Milieu Ouvert (AEMO), Aides Educatives en Milieu Ouvert Renforcées (AEMO R) ainsi que l’allocation « Contrat Autonomie Jeunes Majeurs » (CAJM), et la « **prévention spécialisée** » (**4,4 M€**). A cela s’ajoutent, au titre du « **soutien et de la prévention en milieu ouvert** », l’action éducative à domicile et l’action éducative à domicile renforcée (pour un total de **4,2 M€**) ainsi que les allocations d’aides aux familles pour **0,5 M€** (allocations mensuelles et secours d’urgence) et des subventions et participations pour un montant global de **50 000 €**.

Le dernier domaine de cette politique concerne les « **Aides à la fonction parentale et à l’enfant** ». Ces dépenses d’un montant global de **7,9 M€** se déclinent principalement en subventions pour le « **fonctionnement des modes d’accueil de la petite enfance** » (**5,3 M€**). Par ailleurs, **1,7 M€** a été consacré aux « **actions de PMI** » dont la participation aux dépenses de fonctionnement des centres d’action médico-sociale précoces (**1 M€**) et divers produits médicaux (**0,6 M€**). A ce domaine sont rattachés, les frais de « **formation des assistants maternels** » en respect du cadre légal (**0,4 M€**), les participations au fonctionnement des centres de « **planification familiale** » (**0,3 M€**) ainsi que des versements effectués aux associations œuvrant dans le « **soutien à la parentalité** » (**0,2 M€**).

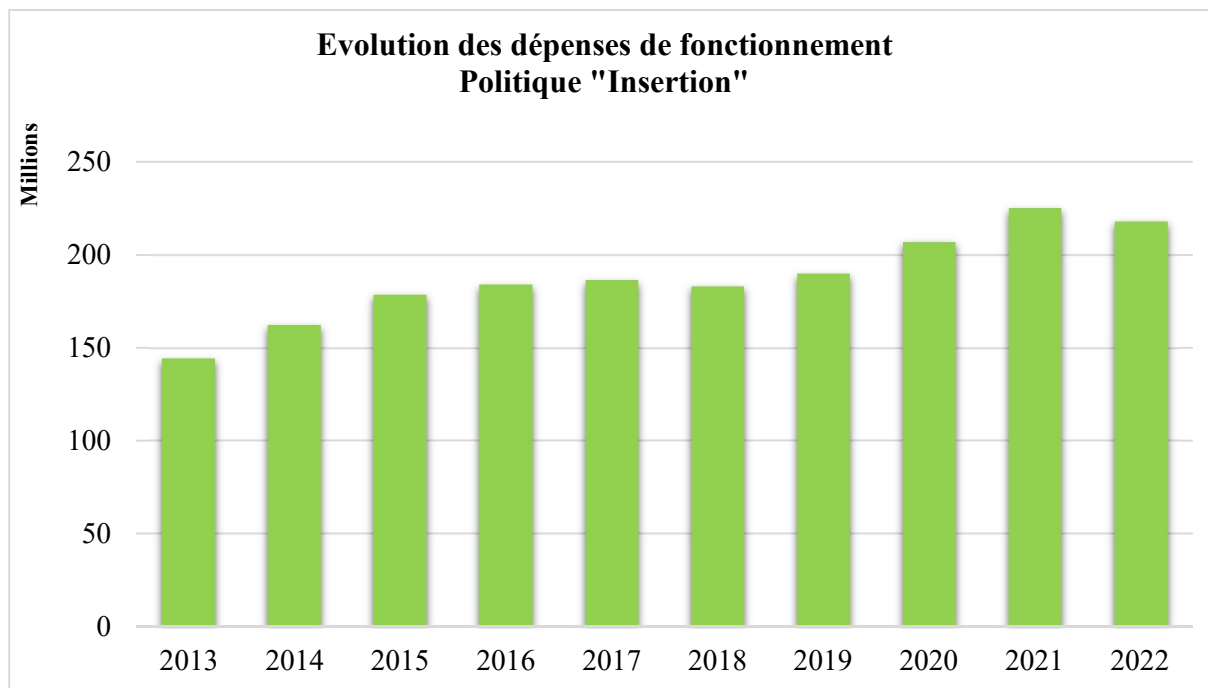
 **Politique publique « Habitat » : 3 630 146 €**



La part essentielle des dépenses liées à l'habitat correspond à la participation du Département au « **fonds de Solidarité Logement** » (2,2 M€). Cette dernière permet de financer notamment les aides individuelles sous forme de prêts remboursables ou de secours pour l'accès ou le maintien dans le logement, la résorption des dettes liées aux fluides (eau, gaz, électricité) ainsi que certaines mesures d'accompagnement social.

Les « **autres actions d'insertion par le logement** » (1,5 M€) participent au financement des missions de nos partenaires, tels que INITIATIVES77, Relais Jeunes 77, ADIL 77 ou la gestion des aires de grands passages des gens du voyage.

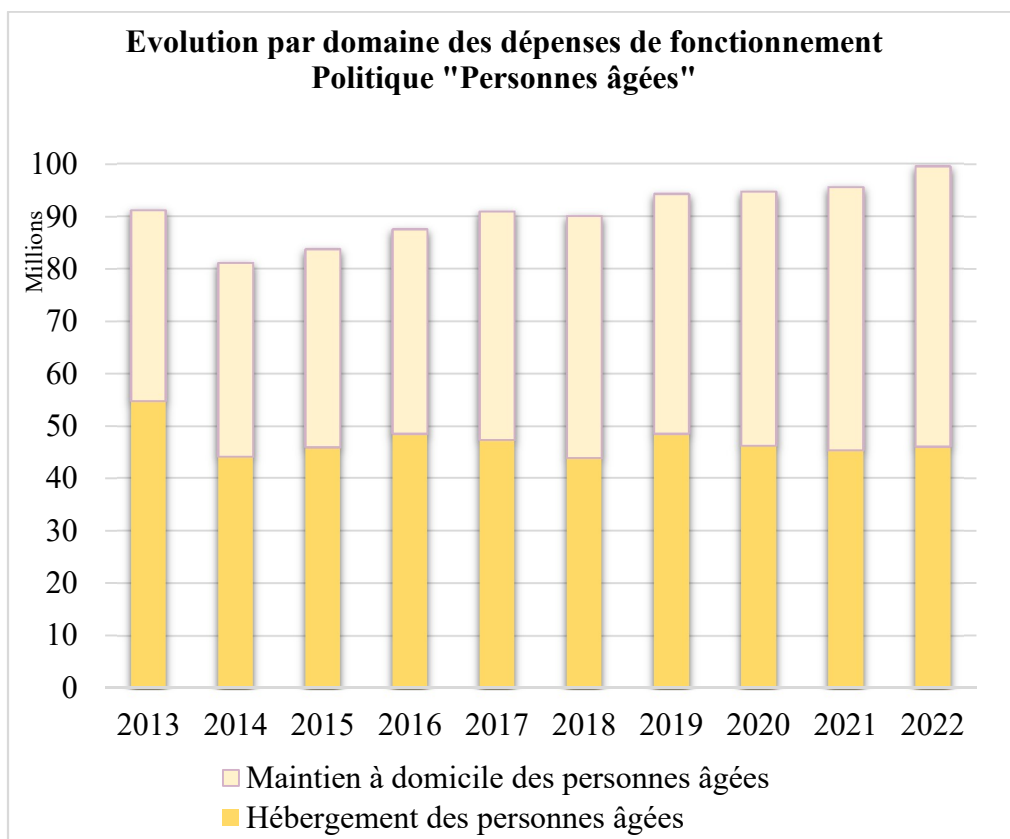
🇫🇷 Politique publique « Insertion » : 217 934 362 €



Les allocations RSA représentent **91,8 %** des dépenses de cette politique et diminuent de **- 3,8 %** par rapport à 2021 soit un montant réalisé de **200,1 M€**. Toujours au sein du domaine « **Dispositif RSA** », il faut mentionner trois autres actions : les « **emplois aidés** » (**3,1 M€**), « **l'accompagnement des bénéficiaires du RSA** » pour **2,9 M€** et les mesures « **d'insertion par l'activité économique** » (**2,3 M€**) ou par « **l'emploi** » (**5,2 M€**).

Le domaine des « **Autres dispositifs d'insertion** » a représenté **4,2 M€** de dépenses en 2022. Il regroupe les fonds d'aide d'urgence (**1,2 M€**), les actions d'insertion sociale et médico-sociale (**1,5 M€** principalement en faveur des secteurs caritatif ou humanitaire) et les dispositifs d'insertion des jeunes (**1 M€**). Les dépenses restantes concernent les Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (**0,4 M€** cofinancés par le FSE), les services en prestations juridiques, accompagnement et soutien (**40 000 €**) et les dépenses liées au soutien des MDS (**0,1 M€**).

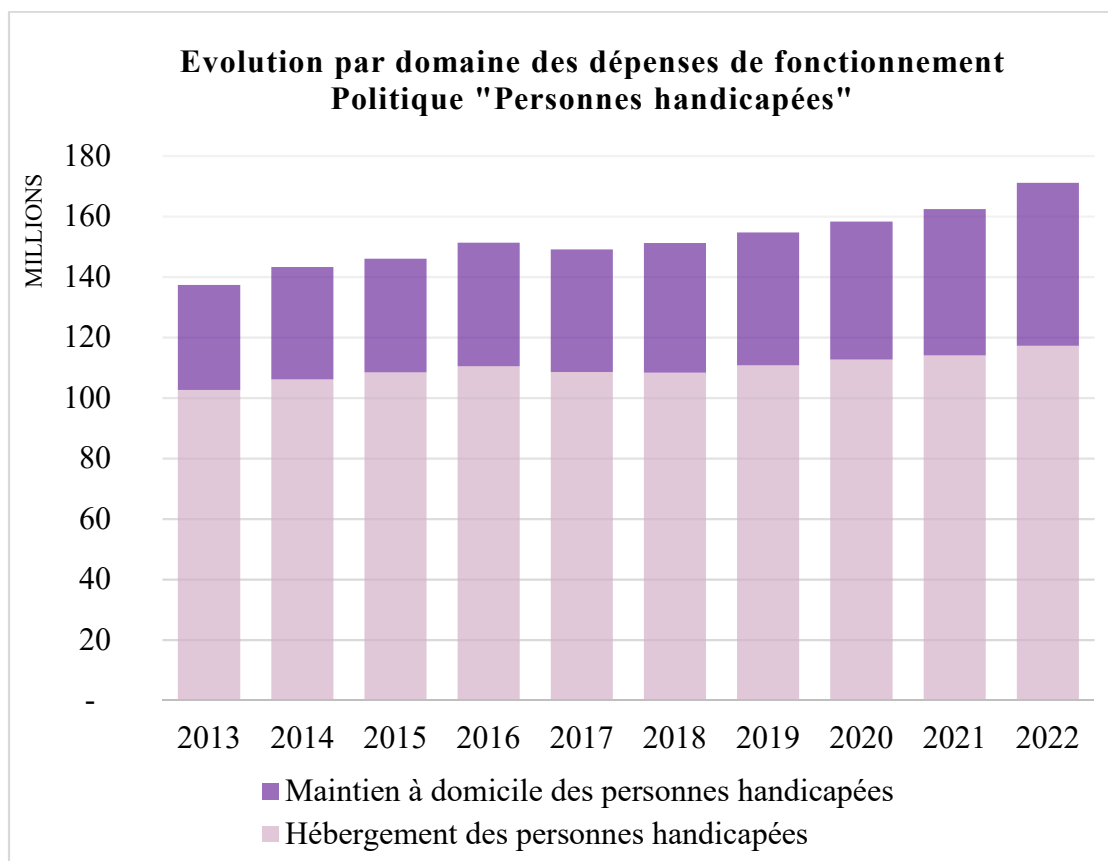
🇫🇷 Politique publique « Personnes âgées » : 99 526 214 €



**« L'hébergement des Personnes âgées » (45,9 M€)**, se répartit entre les frais d'hébergement proprement dits (20,5 M€) et l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), versée aux établissements ou aux bénéficiaires (25,4 M€).

Les dépenses liées au **« Maintien à domicile des personnes âgées »** ont représenté **53,6 M€** dont **46,4 M€** destinés à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA). Par ailleurs, les participations liées aux Pôles Autonomie Territoriaux et aux accords cadre passés avec la CNSA s'élèvent à **6,9 M€** et les actions extra légales menées en faveur des personnes âgées à **0,4 M€**.

 **Politique publique « Personnes handicapées » : 171 172 297 €**



« **L'hébergement des personnes handicapées** » s'élève à **117,3 M€** dont **105,5 M€** pour les frais liés à l'hébergement proprement dit, **9,3 M€** pour le financement des services d'accompagnement et **1,7 M€** pour les frais liés à la dépendance répartis entre la Prestation de Compensation du Handicap (**1,4 M€**) et l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (**0,3 M€**). « **L'accueil familial** » a mobilisé, quant à lui, **0,7 M€**.

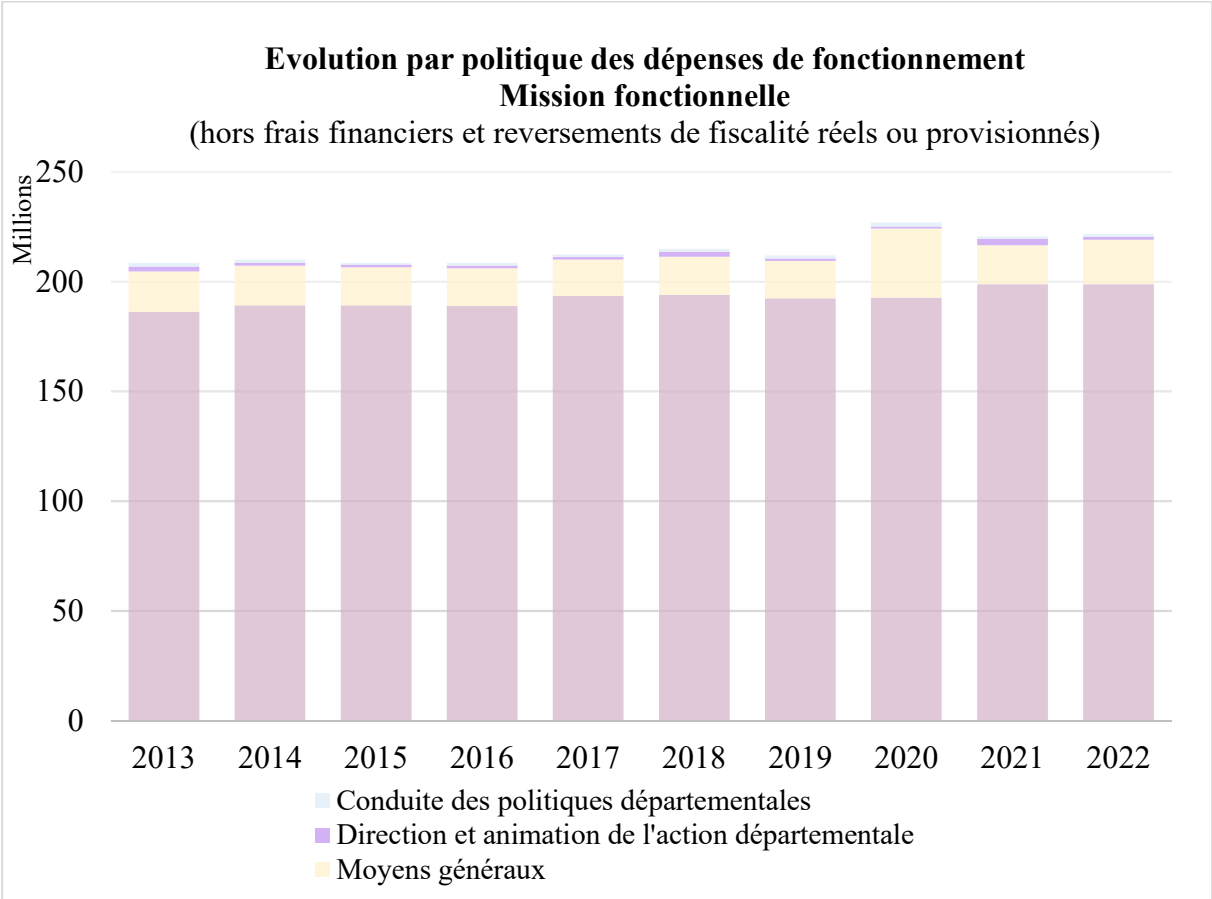
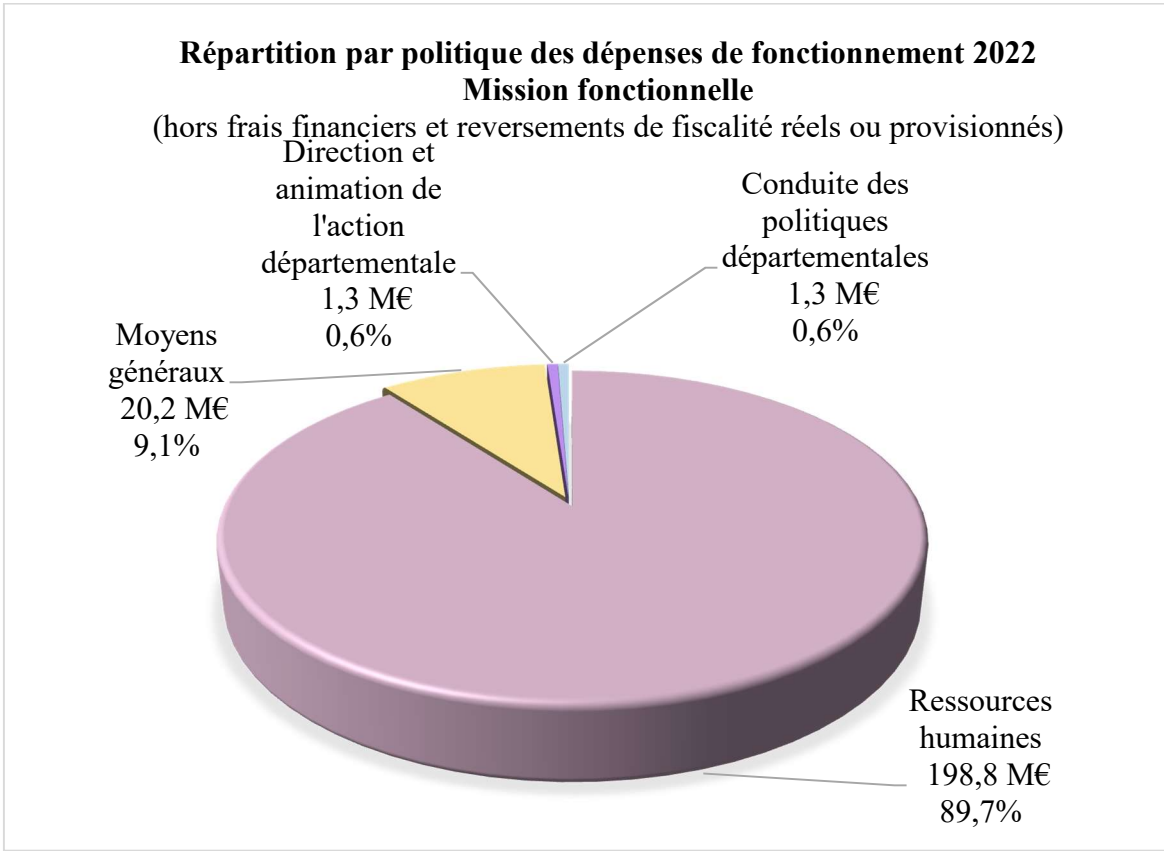
Les aides au « **Maintien à domicile** » se sont élevées à **53,9 M€**. La Prestation de Compensation du Handicap (P.C.H.) a représenté **45,1 M€** et l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (A.C.T.P.) **5,5 M€**. La « **maison départementale des personnes handicapées (MDPH)** » a perçu **3,1 M€** pour son fonctionnement. Les crédits restants ont permis de financer des « **actions extra-légales** » (**0,3 M€** par l'intermédiaire de 44 structures).

 **Politique publique « Santé publique » : 291 349 €**

L'action « **démographie médicale** » qui est dédiée à la poursuite des engagements du Département à destination des étudiants par le financement des bourses aux étudiants en professions de santé, et à l'aide au fonctionnement des maisons de santé pluri professionnelles et universitaires, a coûté **291 349 €**.



**MISSION FONCTIONNELLE**  
**221 609 666 € (19,6 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)**



### ✚ Politique publique « Conduite des politiques départementales » : 1 251 803 €

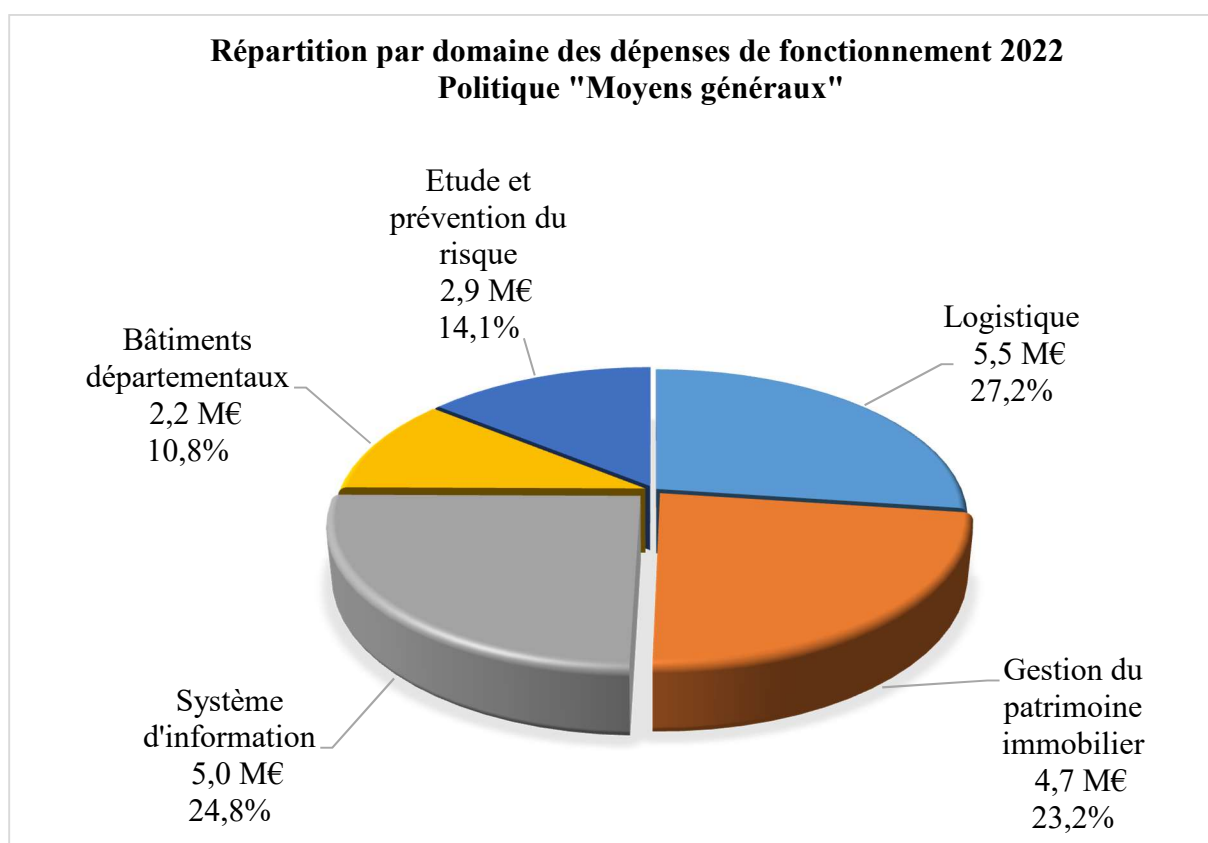
Les dépenses de cette politique concernent principalement le domaine de la « **Communication** » avec une enveloppe consommée de **1 M€**. Elle finance d'une part, les éditions de « Seine et Marne Magazine » (**0,7 M€** par an) et d'autres documents d'information locale plus ciblée ainsi que les achats d'espaces dans la presse locale, le fonctionnement du site internet, les relations de presse ou encore la communication interne (**0,3 M€**). D'autre part, l'enveloppe communication prend en charge le versement de 8 subventions (**30 000 €**).

Sur le domaine « **Présidence et cabinet** » (**0,2 M€**) sont rattachées plusieurs cotisations et subventions à des associations d'élus locaux (Assemblée des Départements de France, Association des Maires de Seine-et-Marne ou Association des maires ruraux de Seine-et-Marne).

### ✚ Politique publique « Direction et animation de l'action départementale » : 1 311 229 €

La première enveloppe de cette politique concerne l'ensemble des dépenses financières autres que les frais financiers comme les services bancaires et les prestations de conseils (**0,7 M€**). La seconde enveloppe (**0,4 M€**) finance les « **études diverses** » dont la signalétique de certaines opérations de travaux mais aussi les dépenses liées à la « **documentation** » (documentation générale et technique, documentation informatisée, gestion de documents « presse », droits de copiage...). La dernière enveloppe concerne les frais de perception de la Taxe Locale sur la Consommation Finale d'Electricité (**80 000 €**) et le remboursement des indus TAM (**0,2 M€**).

### ✚ Politique publique « Moyens généraux » : 20 244 353 €



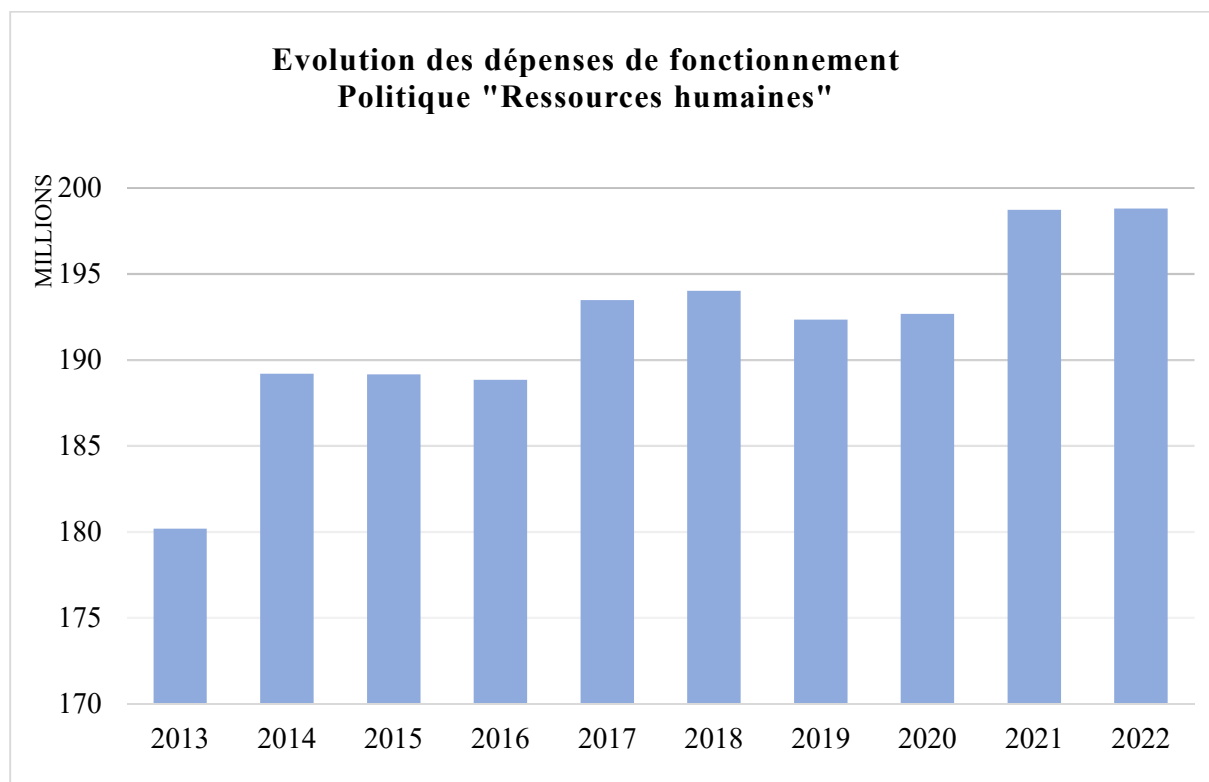
Premier poste de dépense de cette politique, la « **Logistique** » a mobilisé **5,5 M€** dont les fournitures et services divers (**2,6 M€**), l'entretien des locaux (**1,7 M€**), la gestion de la flotte automobile (**1 M€**) et le matériel et mobilier (**0,1 M€**).

Deuxième poste, Les « **Systèmes d'information** » ont représenté une dépense de **5 M€** répartie en entretien et maintenance (**1,7 M€**), en frais d'infrastructures téléphoniques (**0,8 M€**) et en prestations et fournitures (**2,5 M€**).

La « **Gestion du patrimoine immobilier** » a généré **4,7 M€** de dépenses principalement sur les fluides (**2,5 M€**), les loyers et charges locatives (**0,9 M€**), les impôts et taxes foncières (**0,9 M€**) et le gardiennage (**0,4 M€**).

Enfin, il faut mentionner, les « **Etudes et la prévention des risques** », dépenses liées aux primes d'assurance, aux sinistres et aux conseils juridiques qui se sont élevées à **2,9 M€** et les dépenses d'entretien et de réparations des « **Bâtiments départementaux** » d'un montant global de **2,2 M€** (dont **0,8 M€** au titre des bâtiments sociaux, **1 M€** pour l'Hôtel du Département et ses annexes et **0,4 M€** pour les Agences Routières Territoriales).

#### Politique publique « Ressources humaines » : 198 802 281 €



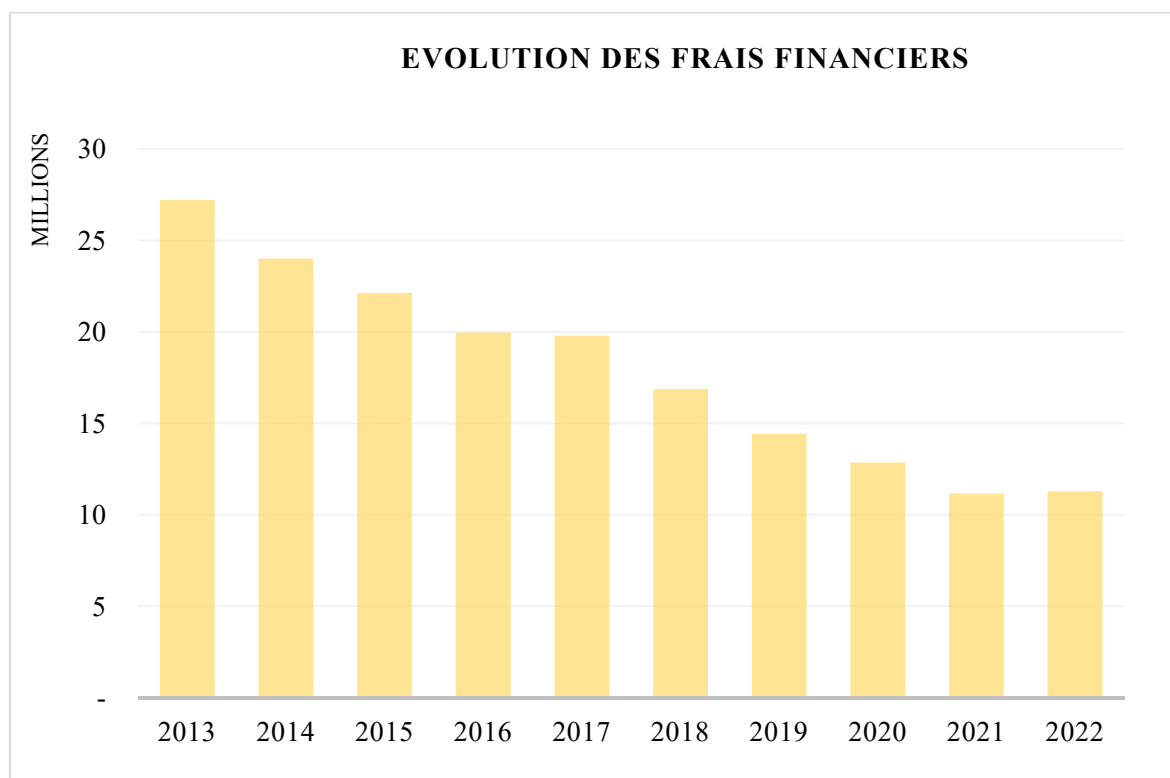
L'ensemble des dépenses de cette politique est resté stable en 2022 pour atteindre **198,8 M€** dont **92,6 %** concernent la « **masse salariale** ».

La « **masse salariale** » (**184,1 M€**) qui représente près de 93 % de la politique Ressources Humaines, a diminué (- 2 %).

Par ailleurs, une enveloppe de **5,1 M€** a été consacrée aux actions en faveur du personnel : elle finance notamment la subvention au COS (**1,1 M€**) et les prestations sociales (**3,1 M€**). Viennent s'y ajouter les « **frais de formation** » et de « **recrutement** » (**1,7 M€** et **0,3 M€**) ainsi que les frais liés aux déplacements (**0,6 M€**) et aux assurances (**1 M€**) et une provision de **3,8 M€** pour couvrir le risque de régularisation des cotisations chômage des assistants familiaux, celles-ci étant alignées au même niveau que celles payées pour les autres agents du Département

## 1-4.A 2 – Les frais financiers et les prélèvements sur les recettes fiscales

 **Frais financiers : 11 288 489 €**



En 2022, les frais financiers ont représenté une charge de 11,3 M€ pour le Département qui se décompose de la façon suivante :

- les intérêts résultant de la dette à long terme pour **10,4 M€**,
- les charges financières liées aux instruments de couverture ou « swaps » pour **0,6 M€** soit un montant similaire à 2021 due à deux facteurs conjugués : l'amortissement progressif du capital couvert par ce contrat et à la hausse des taux d'intérêts,
- l'augmentation des intérêts courus non échus (+ **0,3 M€**) de **3,5 M€** en 2021 à **3,8 M€** en 2022.

L'augmentation des frais financiers de **0,1 M€** (hors indemnité de remboursement anticipé, à caractère ponctuel) entre le CA 2021 et le CA 2022 est dû au contexte financier de 2022 qui s'est caractérisé par un maintien des taux à un niveau bas, voire négatifs à court terme au premier semestre 2022 puis à une remontée des taux au second semestre 2022.

La gestion active de la dette et de la trésorerie a ainsi permis au Département de bénéficier de ces conditions de marché favorables au cours des 6 premiers mois de l'année 2022. Du fait de l'augmentation des taux d'intérêt dès septembre 2022 compensé par la réduction de l'encours de dette (-5,8% entre 2021 et 2022), l'augmentation du montant des frais financiers est relative.

Dans un contexte où les taux évoluent à la hausse au second semestre, la stratégie portée par le Département en 2022 a consisté à favoriser les taux fixes compte tenue de l'augmentation constante des taux variables, avec un emprunt de 20 M€ auprès de la BEI, ainsi qu'un emprunt bancaire long terme d'un montant de 10 M€.

En 2022, le taux moyen de la dette long terme du Département après couverture ressort à 1,88 % contre 1,80 % en 2021 et 1,88 % en 2020.

## **Prélèvements du fonds national de péréquation des DMTO: 35 065 714 €**

Depuis 2020, un seul fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux a remplacé les trois anciens fonds de péréquation basés sur les DMTO : le fonds national de péréquation sur les DMTO (FNPDMTTO) créé en 2011, le fonds de solidarité sur les DMTO (FSDMTTO) créé en 2014 et le fonds de solidarité interdépartemental (FSID) créé en 2019.

Ce fonds est alimenté par deux prélèvements :

- le premier prélèvement est égal à 0,34 % du montant de l'assiette des DMTO de droit commun n-1 de l'ensemble des Départements (et de la Ville de Paris et de la Métropole de Lyon)
- le second prélèvement, d'un montant de 750 M€, concerne les départements dont l'assiette par habitant des DMTO est supérieure à 75 % de l'assiette par habitant de l'ensemble des départements. Ce second prélèvement est réparti en trois tranches. Le montant prélevé au titre de ce second prélèvement ne peut excéder 12 % du produit des DMTO n-1 du Département.

Lorsque le montant total des deux prélèvements est supérieur à 1,6 Mds€, le Comité des finances locales peut décider de mettre en réserve, dans un fonds de garantie départemental des corrections conjoncturelles, tout ou partie de l'excédent.

En 2022, le montant total du prélèvement s'est élevé à 1 886,3 M€ et le CFL a décidé de mettre en réserve 190,9 M€. Le Département a subi en 2022 un prélèvement de 35,1 M€ en faveur du fonds national de péréquation des droits de mutation (FNPDMTTO) contre 32,7 M€ en 2021. Ce prélèvement enregistre une hausse de + 7,3 % entre 2021 et 2022 en raison de la croissance du produit des DMTO sur lequel il est basé.

## **Prélèvement du fonds national de péréquation de la CVAE : 353 706 €**

Le Fonds national de péréquation de la CVAE est alimenté par un double prélèvement au titre du niveau de produit par habitant n-1 du Département par rapport à 90 % de la moyenne des Départements d'une part, et de la progression du produit de CVAE n-1 par rapport au produit n-2 comparée à celle de la moyenne des Départements, d'autre part.

Le montant total des prélèvements du fonds national de péréquation de la CVAE s'est élevé en 2022 à 58,3 M€.

Le Département de Seine-et-Marne a contribué en 2022 à hauteur de 0,4 M€ au fonds national de péréquation de la CVAE (FNPCVAE) contre 0,3 M€ en 2021. Ce prélèvement augmente globalement de + 6,3 % par rapport à 2021 en raison d'une diminution du produit de CVAE par habitant moins importante que la moyenne. Le Département voit son prélèvement sur le stock augmenter en 2022 et ne subit pas, comme en 2021, de prélèvement sur le flux. Entre 2020 et 2021, le produit de CVAE du Département a diminué de - 0,7 %, passant de 91,8 M€ à 91,2 M€.

Le Département n'est pas éligible à un reversement du FNPCVAE en raison du critère du revenu par habitant pris en compte, à hauteur de 60 %, dans l'indice synthétique déterminant l'éligibilité au reversement. Cependant, il a connu une diminution de -15,1 % de son produit de la CVAE en 2022 et aurait pu prétendre au dispositif de garantie de baisse à hauteur de 9,2 M€.

Introduit en 2015, le mécanisme de garantie de baisse bénéficie aux départements subissant une baisse supérieure à 5 % du montant de CVAE perçu entre l'année précédant la répartition et l'année de répartition. La Loi de finances rectificative pour 2022 du 16 août 2022 a restreint l'éligibilité aux départements dont le montant par habitant de CVAE perçu l'année précédant la répartition est inférieur à 80% de la moyenne nationale. Cette restriction exclue de fait le Département de Seine-et-Marne bien qu'il ait subi la plus forte de baisse de sa CVAE en 2022.

## **1-4.B – Gestion pluriannuelle en fonctionnement**

Les engagements pris en termes d'autorisations d'engagement non réalisées s'élevaient au 31 décembre 2022 à **17,7 M€**. Ce montant reste marginal par rapport au volume des crédits de paiement consommés en 2022 en fonctionnement (moins de 1,5 % des dépenses réelles de fonctionnement du Département).

<b>Missions / Politiques</b>	<b>Montant des Autorisations d'engagement à fin 2022</b>	<b>Réalisations à fin 2022</b>	<b>Reste à financer (au delà de 2022)</b>
Développement territorial	10 315 822	10 054 822	261 000
Protection de l'environnement	3 303 048	2 860 389	442 659
Routes départementales	84 112	84 112	-
Sécurité	490 050	430 144	59 906
Transports	4 712 892	3 414 903	1 297 989
<b>1 - Mission aménagement et développement du territoire</b>	<b>18 905 924</b>	<b>16 844 370</b>	<b>2 061 554</b>
Culture et patrimoine	8 334 783	7 681 148	653 635
Education formation	6 374 012	4 163 357	2 210 655
Jeunesse, sports et loisirs	488 755	38 755	450 000
<b>2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif</b>	<b>15 197 550</b>	<b>11 883 260</b>	<b>3 314 289</b>
Habitat	2 024 842	1 989 582	35 260
Insertion	133 525 059	122 142 944	11 382 115
Personnes âgées	1 370 601	448 262	922 339
<b>3 - Mission solidarité</b>	<b>136 920 502</b>	<b>124 580 788</b>	<b>12 339 714</b>
Direction et animation de l'action départementale	834 689	834 689	-
Moyens généraux	400 000	391 564	8 436
<b>4 - Mission fonctionnelle</b>	<b>1 234 689</b>	<b>1 226 253</b>	<b>8 436</b>
	<b>172 258 665</b>	<b>154 534 672</b>	<b>17 723 993</b>

Ce faible montant en engagements pluriannuels en fonctionnement est la conséquence d'un recours restreint à la procédure des autorisations d'engagement en fonctionnement, presque toutes les dépenses ayant un caractère annuel. Le recours aux AE est réservé aux seuls engagements dont l'exécution excède très largement l'exercice budgétaire, au-delà du simple glissement d'exécution.

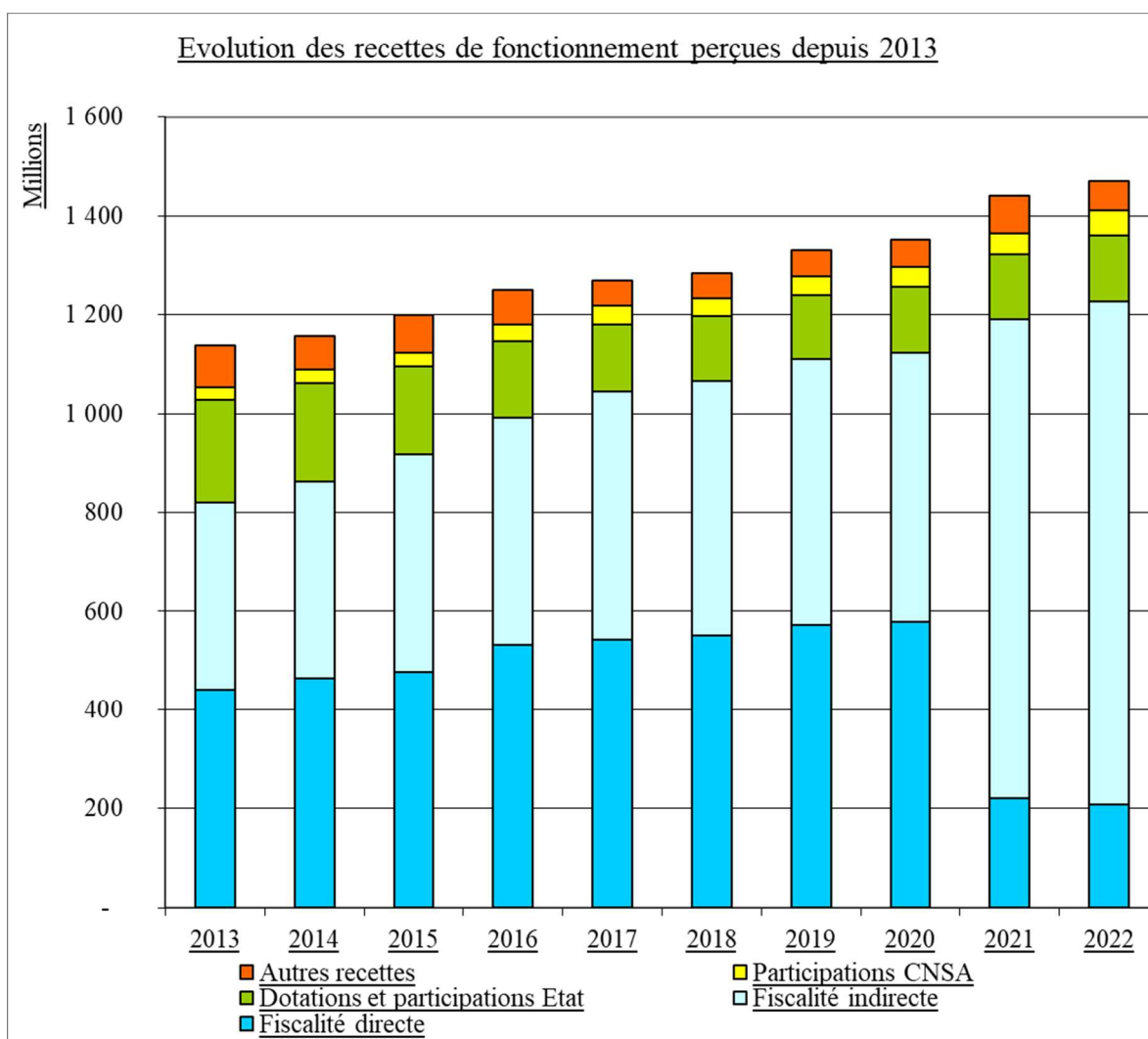
Il concerne principalement le domaine de l'insertion (**11,4 M€**) avec des programmes de formation qui dépassent, lorsqu'ils sont engagés, le cadre de l'année civile. Dans le domaine des transports, il s'agit essentiellement des dépenses relatives au TZEN 2.

## 1-4.C – Les recettes de fonctionnement

S'agissant des recettes propres à chaque exercice (c'est-à-dire hors excédents antérieurs reportés), leur montant s'élève à **1 470,2 M€** au CA 2022 contre **1 439,9 M€** en 2021, soit une augmentation de **+ 2,1 %**.

Les principales recettes se ventilent de la façon suivante :

Nature de recettes	CA 2021	Crédits inscrits 2022	CA 2022	Taux de réalisation	% évol
Taxe foncière sur les propriétés bâties	686 036			NS	-100,0%
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	91 150 989	77 416 463	77 567 893	100,2%	-14,9%
Reversement part régionale CVAE	85 671 811	85 671 811	85 671 811	100,0%	0,0%
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	3 665 928	3 677 475	3 889 066	105,8%	6,1%
Fonds national de garantie individuelle des	17 925 606	17 925 606	17 925 606	100,0%	0,0%
Reversement du Fonds de solidarité des Départements de la Région IDF	9 574 965	9 461 115	9 461 115	100,0%	-1,2%
Frais de gestion de la Taxe foncière sur les propriétés	12 984 702	13 709 371	13 709 371	100,0%	5,6%
<b>Fiscalité directe</b>	<b>221 660 037</b>	<b>207 861 841</b>	<b>208 224 862</b>	<b>100,2%</b>	<b>-6,1%</b>
Droits de mutation à titre onéreux	339 673 671	310 000 000	340 000 185	109,7%	0,1%
Reversement du Fonds national de péréquation des	15 326 359	15 953 314	15 953 314	100,0%	4,1%
Taxe d'aménagement	17 290 451	15 000 000	17 477 465	116,5%	1,1%
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	144 382 630	159 734 832	151 784 309	95,0%	5,1%
Taxe départementale sur la consommation finale	14 572 167	16 015 248	20 355 860	127,1%	39,7%
Taxe intérieure de consommation sur les produits	75 319 249	63 099 102	75 650 744	119,9%	0,4%
Redevances des mines	2 337 269	2 700 000	2 343 721	86,8%	0,3%
Taxe additionnelle à la taxe de séjour	140 659	1 000 000	1 386 388	138,6%	NS
Fraction compensatoire de la TFPB	359 743 626	394 279 014	394 208 413	100,0%	9,6%
<b>Fiscalité indirecte</b>	<b>968 786 081</b>	<b>977 781 510</b>	<b>1 019 160 400</b>	<b>104,2%</b>	<b>5,2%</b>
Dotations globales de fonctionnement	90 789 518	91 556 797	91 556 797	100,0%	0,8%
Allocations compensatrices	21 864 005	21 783 412	21 866 498	100,4%	0,0%
Dotations générales de décentralisation	4 120 007	4 120 007	4 120 007	100,0%	0,0%
Fonds de mobilisation départemental pour l'insertion	9 059 778	8 700 000	9 554 099	109,8%	5,5%
FCTVA (Part.fonc.)	1 472 878	1 500 000	1 494 440	99,6%	1,5%
Autres participations de l'Etat	3 765 466	6 589 388	3 358 913	51,0%	-10,8%
<i>sous-total Etat</i>	<i>131 071 652</i>	<i>134 249 604</i>	<i>131 950 753</i>	<i>98,3%</i>	<i>0,7%</i>
Participation versée au titre de l'APA 1	21 005 285	18 870 000	20 656 053	109,5%	-1,7%
Participation versée au titre de l'APA 2	8 830 600	7 184 000	9 271 978	129,1%	5,0%
Participation versée au titre de la PCH	12 782 895	15 174 000	17 064 145	112,5%	33,5%
Autres participations CNSA (accord cadre, Ségur, habitats partagés, soutien aux professionnels)	901 311	1 974 000	5 614 193	284,4%	NS
<i>sous-total CNSA</i>	<i>43 520 091</i>	<i>43 202 000</i>	<i>52 606 370</i>	<i>121,8%</i>	<i>20,9%</i>
Autres participations	36 806 398	37 303 677	33 678 929	90,3%	-8,5%
<b>Dotations et participations</b>	<b>211 398 141</b>	<b>214 755 281</b>	<b>218 236 053</b>	<b>101,6%</b>	<b>3,2%</b>
Produits du domaine et gestion courante	5 108 839	6 282 614	9 903 937	157,6%	93,9%
Recouverts dép. aide sociale et indus	12 087 077	10 292 507	5 365 866	52,1%	-55,6%
Produits financiers	667 763	395 561	341 433	86,3%	-48,9%
Produits exceptionnels	6 388 093	6 546 998	6 486 950	99,1%	1,5%
Reprises sur provisions	13 857 014	2 527 863	2 527 863	100,0%	-81,8%
<b>Autres recettes</b>	<b>38 108 785</b>	<b>26 045 543</b>	<b>24 626 049</b>	<b>94,5%</b>	<b>-35,4%</b>
<b>Total Recettes de fonctionnement</b>	<b>1 439 953 044</b>	<b>1 426 444 175</b>	<b>1 470 247 364</b>	<b>103,1%</b>	<b>2,1%</b>



L'année 2022 est marquée par les effets retardés de la crise économique engendrée par l'épidémie de la Covid 19 en 2020 atténués par ceux de la reprise économique.

Les recettes réelles de fonctionnement présentent entre 2021 et 2022 une hausse globale de **30,3 M€**. Cette hausse est portée pour l'essentiel par l'augmentation entre 2021 et 2022 de **+ 34,5 M€** du produit de la taxe sur la valeur ajoutée des entreprises (+ 9,6 %), de **+ 7,4 M€** du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, de **+ 5,8 M€** du produit de taxe d'électricité et s'y ajoutent **+ 8,5 M€** de recettes de la CNSA. La diminution de **- 13,6 M€** du produit de la CVAE résultant de la crise économique de 2020 qui n'a produit ses effets qu'en 2022 en raison de ses modalités de versement est venue atténuer ces hausses.

Les **produits de la fiscalité directe** ont diminué en 2022 de **- 6,1 %** par rapport à 2021, passant de **221,7 M €** à **208,2 M€**.

La diminution du poste « fiscalité directe » provient pour l'essentiel de la baisse de **- 14,9 %** du produit de la **Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)** par rapport à 2021. Le produit de CVAE s'élève ainsi en 2022 au montant de **77,6 M€** contre **91,2 M€** en 2021. Cette diminution est une conséquence directe de la crise économique 2020 qui n'a produit ses effets sur le produit de la CVAE du Département qu'en 2022 compte tenu de ses modalités de versement. Le produit de CVAE 2022 correspond au produit de CVAE acquitté en 2021 par les entreprises (soit le solde de CVAE 2020 et deux acomptes pour la CVAE 2021 calculés sur la base de la CVAE définitive 2020). Cette forte baisse en 2022 est le signe d'un faible recours à la modulation des acomptes par les entreprises en 2020.



La Loi de finances pour 2016 a réduit la part départementale de la CVAE de 48,5 % à 23,5 %, celle des Régions passant de 25 % à 50 % à compter de 2017. Cette nouvelle répartition de la CVAE entre Régions et Départements visait à compenser aux Régions les charges nouvelles résultant du transfert de compétences en matière de transports interurbains routiers de voyageurs et de transports scolaires opéré par l'article 15 de la Loi NOTRe du 7 août 2015.

En Île-de-France, ces compétences relevaient déjà de l'échelon régional à travers le Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF), en application des dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1959, modifiée, relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France.

La Région Île-de-France doit par conséquent reverser au Département de Seine-et-Marne une attribution de compensation financière égale à 51,5 % (25/48,5èmes) du montant de la cotisation sur la valeur ajoutée perçue par le Département en 2016 et ce montant est figé dans le temps selon les termes de la Loi de finances pour 2016. Le Département perd ainsi le dynamisme de cette part de taxe au profit de la Région évalué en cumulé à - 35,3 M€ sur la période 2017 - 2022.

La Loi de finances pour 2021 a supprimé, à compter de 2021, la part régionale de la CVAE (50 % de la CVAE) et l'a remplacé pour les Régions par une part de TVA égale à la CVAE 2020. Les parts de CVAE du bloc communal et des Départements ont été réajustées en conséquence (53 % pour le bloc communal et 47 % pour les Départements) mais le reversement de la Région au Département n'a pas été modifié.

**Le reversement de la part de CVAE transférée à la Région s'est ainsi élevé à 85,7 M€ en 2022.**

Le rendement de l'**Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau (IFER)** s'est élevé à **4,0 M€** en 2022 enregistrant une progression de + 6,1 %. Cet impôt concerne essentiellement les centrales électriques et les stations radio-électriques.

Comptabilisé dans une subdivision de la fiscalité directe (puisque'il est alimenté par un prélèvement sur les produits fiscaux des collectivités locales qui ont bénéficié d'un gain dans le cadre de la réforme de 2010), le **Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)** s'est élevé au montant désormais figé de **17,9 M€**.

Créé à compter de 2014, le fonds de solidarité des Départements de la Région Ile-de-France dispose d'un montant global de 60 M€. Son fonctionnement repose sur un indice synthétique de ressources et de charges. Bénéficiaire du **Fonds de solidarité des Départements de la Région Ile-de-France (FSDRIF)**, le Département de Seine-et-Marne a reçu une attribution d'un montant de **9,5 M€** en 2022.

En vue d'un meilleur financement des allocations individuelles de solidarité, les Départements se sont vus transférer à compter de 2014 le produit des frais de gestion de la TFPB. Ce produit (1 031 M€ en 2021), est réparti entre les Départements en deux parts, l'une de 70 % sur la base des restes à charge des Départements au titre des trois AIS et l'autre de 30 % en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges. Le produit de ces deux parts est ensuite pondéré par le revenu par habitant.

**Le reversement du produit des frais de gestion de la TFPB** au Département de Seine-et-Marne s'est élevé en 2022 à **13,7 M€** enregistrant une hausse de + 5,6 % par rapport à 2021.

Les **recettes de fiscalité indirecte** ont augmenté en 2022 de + **5,2 %** par rapport à 2021 passant de **968,8 M€** à **1 019,2 M€**. Cette croissance résulte pour l'essentiel du dynamisme de la taxe sur la valeur ajoutée des entreprises constaté en 2022.

Depuis 2021, la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) a été remplacée par une fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Cette fraction a enregistré une hausse de + 9,6 % en 2022 par rapport à 2021. La **fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA)** du Département s'est élevée à **394,2 M€** en 2022 contre 359,7 M€ en 2021.

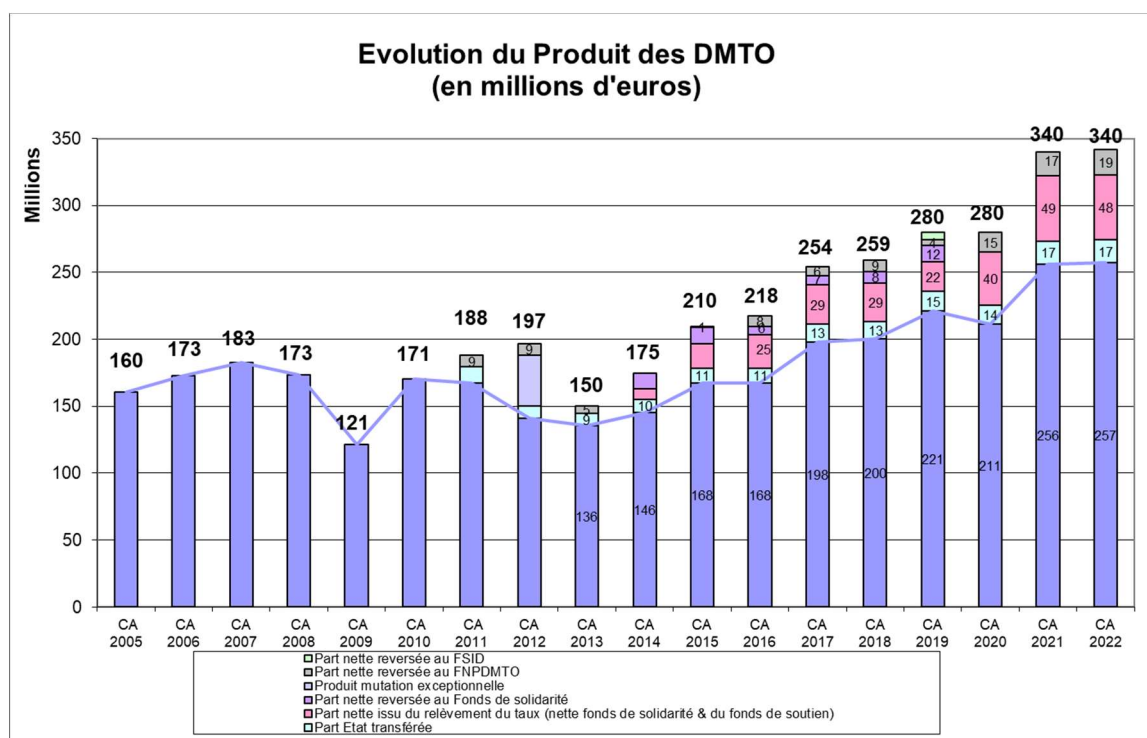
En complément du transfert du produit des frais de gestion de la TFPB pour permettre aux Départements de financer leur reste à charge sur les allocations individuelles de solidarité, l'Etat les a autorisés à relever le taux plafond des droits de mutation à compter 1<sup>er</sup> mars 2014 de 3,80 % à 4,50 %. Par une délibération du 13 janvier 2014, le Département a adopté l'augmentation du taux des DMTO à 4,50 % pour les actes passés et les conventions conclues à compter du 1<sup>er</sup> mars 2014 en Seine-et-Marne.

**Le produit des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) a augmenté de + 0,1 % en 2022 passant de 339,7 M€ à 340,0 M€.**

Pour comparer le produit des DMTO depuis 2005, le produit 2022 doit être corrigé :

- de la part Etat transférée pour compenser une partie de la suppression de la taxe professionnelle (évaluée à 18,0 M€),
- du produit issu de la hausse du taux (évalué à 48,5 M€),
- de la contribution nette au fonds national de péréquation des DMTO (19,1 M€),

Le graphique ci-dessous illustre ainsi l'évolution réelle du produit des droits de mutation depuis 2005.



Le graphique ci-dessus montre qu'à périmètre constant, le produit net de DMTO du Département a dépassé le produit atteint avant le début de la crise pour la première fois en 2017 et s'est confirmé les années suivantes. Ainsi, en 2007, **183 M€** avaient été encaissés et à périmètre constant ce produit a été de **257 M€** en 2022.

Sur proposition de l'ADF, la péréquation horizontale sur les DMTO a été réformée en Loi de finances pour 2020. Depuis 2020, le fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux a remplacé les trois fonds de péréquation existants basés sur les DMTO : le fonds national de péréquation sur les DMTO (FNPDMTO) créé en 2011, le fonds de solidarité sur les DMTO (FSDMTO) créé en 2014 et le fonds de solidarité interdépartemental (FSID) créé en 2019.

Les ressources du fonds de péréquation sont réparties en trois enveloppes :

- la première enveloppe, égale à 250 M€, est répartie entre les Départements selon les mêmes modalités que celle du FSID actuel
- la deuxième enveloppe, égale à 52 % du solde, est répartie entre les Départements selon des modalités analogues à celles du FNPDMTO.
- la troisième enveloppe, égale à 48 % du solde, est répartie entre les Départements selon les mêmes modalités que celle du FSDMTO.

Avec une mise en réserve de 190,9 M€ décidée par le Comité des finances locales, le montant total mis en répartition en 2022 s'est élevé à 1,9 Md€.

Pour le Département de Seine-et-Marne, le **versement du fonds national de péréquation des droits de mutation** a atteint un montant de **16,0 M€** en 2022 contre 15,3 M€ en 2021. Le Département a bénéficié d'une attribution en raison de son potentiel financier par habitant inférieur au potentiel financier moyen des Départements. Parallèlement, le Département a contribué au fonds de péréquation

des droits de mutation à hauteur de **35,1 M€** ce qui aboutit à une contribution nette du Département au fonds de **19,1 M€** en 2022.

Instituée en remplacement de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et la Taxe destinée au financement des CAUE (TDCAUE) depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012, le produit de la **Taxe d'aménagement** (TA) s'est élevé à **17,5 M€** en 2022 contre 17,3 M€ en 2021. La Loi de finances pour 2021 a institué une réforme des modalités de gestion et de recouvrement de la taxe d'aménagement entrée en vigueur pour toutes les demandes d'autorisations d'urbanisme déposées à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022. Cette réforme n'a produit aucun effet en 2022 en raison des modalités de recouvrement. Conformément à la répartition du taux adoptée par l'Assemblée départementale entre la politique des espaces naturels sensibles et le financement du CAUE, 0,2 % du taux voté de 2,2 % de la taxe d'aménagement est reversé au CAUE au cours de l'exercice d'encaissement.

**La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA)** destinée à couvrir, d'une part, les charges relatives au SDIS et, d'autre part, les transferts de compétences intervenus en 2004, s'élève pour chacune de ces parts respectivement à **24,8 M€** (+ 4,2 % par rapport à 2021), et à **60,3 M€** en 2022 (+ 4,4 % par rapport à 2021).

Depuis 2011, la TSCA comprend également une nouvelle part accordée dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale pour compenser, en partie, la suppression de la taxe professionnelle. Cette part a atteint en 2022 le montant de **66,7 M€** enregistrant une hausse de + **6,1 %** par rapport à 2021. Au total, le produit 2022 de la TSCA a été de **151,8 M€**.

La TSCA s'étant révélée insuffisante à couvrir l'intégralité des charges induites par les transferts de compétences intervenus en 2004, une part complémentaire de TICPE est affectée aux Départements depuis 2008. Cette part s'est élevée à **12,6 M€** en 2022 (+ 2,7% par rapport à 2021) et porte la compensation des transferts de compétences de 2004 à **72,90 M€** (+ 4,1 % par rapport à 2021).

Le produit de la **Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE)** a augmenté de + 0,4 % entre 2021 et 2022. Outre cette part (**12,6 M€**), cet impôt indirect vise à compenser à hauteur de **63,1 M€** pour 2022 les charges du Département au titre du RSA. Ce montant de compensation du RSA de 63,1 M€ est figé depuis 2014. Avec la part complémentaire de TICPE affectée aux charges de la décentralisation (**12,6 M€**), le produit total de la TICPE s'est élevé au total à **75,7 M€** en 2022.

Le produit de la **Taxe d'Électricité** perçu par le Département en 2022 a atteint le montant de **20,4 M€** contre 14,6 M€ en 2021 enregistrant une évolution de + 39,7 %. Cette forte évolution s'explique par la mise en place de la réforme introduite par la Loi de finances initiale pour 2021.

Dans un double objectif de simplification et d'harmonisation, la Loi de finances initiale pour 2021 a fusionné les taxes sur la consommation finale d'électricité et nationalisé leur gestion. Après l'alignement dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021 des dispositifs juridiques et notamment les tarifs, les taxes communales et départementales sur la consommation finale d'électricité sont remplacées par une quote-part de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité sans pouvoir de taux au 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour la taxe départementale (TDCFE) et au 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour la taxe communale (TCCFE). Au motif que les fournisseurs n'auront plus qu'à effectuer une déclaration unique, le prélèvement de 1,5 % du produit de la taxe dont bénéficiaient les fournisseurs d'électricité pour la délivrance des déclarations trimestrielles et du paiement de la taxe est supprimé et sera réattribué aux collectivités bénéficiaires.

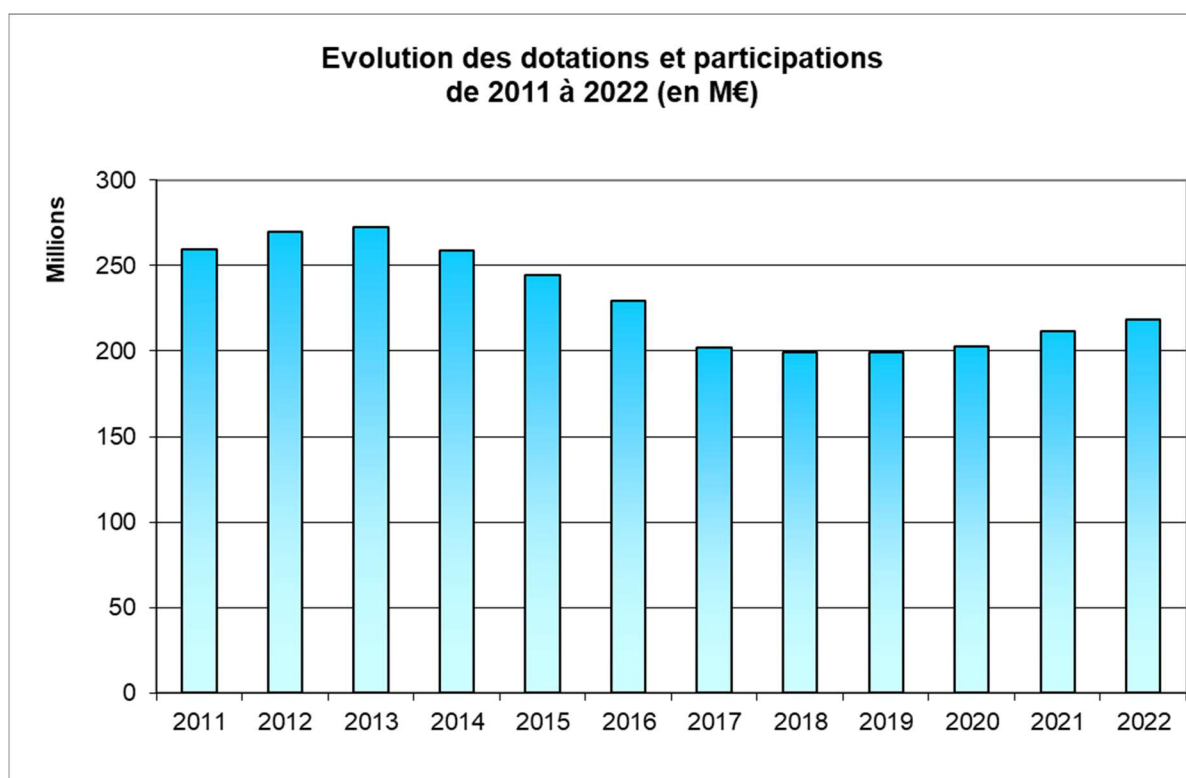
En 2022, le Département a perçu :

- Le quatrième trimestre 2021 de la TDCFE qui s'est élevé avec les reliquats au montant de 5,5 M€.
- La part départementale de la taxe intérieure sur la consommation d'électricité (TICPE) 2022 égale au produit de la TDCFE perçue au titre de l'année 2021 augmenté de l'évolution, entre 2019 et 2020, de l'indice des prix à la consommation hors tabac. Cette part a atteint le montant de 14,8 M€ en 2022. Cette part enregistre une croissance de + 1,7 % par rapport à la TDCFE 2021.

Le produit de la **redevance des mines** s'est élevé en 2022 à **2,3 M€** comme en 2021 en raison de la hausse des tarifs venue compenser la diminution des tonnages extraits.

Le produit de la **taxe additionnelle à la taxe de séjour** a augmenté de + **86,8 %** en 2022 pour atteindre **1,4 M€** contre 0,1 M€ en 2021. Après un très faible montant enregistré en 2021 conséquence directe de la crise sanitaire et des mesures de confinement mises en place, le produit de la taxe additionnelle à la taxe de séjour est revenu à son niveau avant crise.

**Les recettes liées aux dotations et participations** augmentent de + **3,2 %** entre 2021 et 2022. Elles se sont élevées à **218,2 M€** en 2022 contre **211,4 M€** en 2021.



Après quatre années successives de contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques, diminuant la DGF, la logique de baisse des dotations a été abandonnée en 2018 au profit de la réalisation par les collectivités territoriales d'économies à hauteur de 13 milliards d'euros en dépenses de fonctionnement par rapport à leur évolution spontanée sur le quinquennat. La Loi de Programmation des Finances publiques pour 2018 à 2022 a fixé deux objectifs :

- l'un de baisse de l'évolution des dépenses de fonctionnement afin qu'elles progressent en valeur (y compris inflation) de 1,2 % chaque année sur la période, en moyenne pour les collectivités territoriales.
- Et l'autre de réduction du besoin de financement à hauteur de 13 Md€, soit 2,6 Md€ par an.

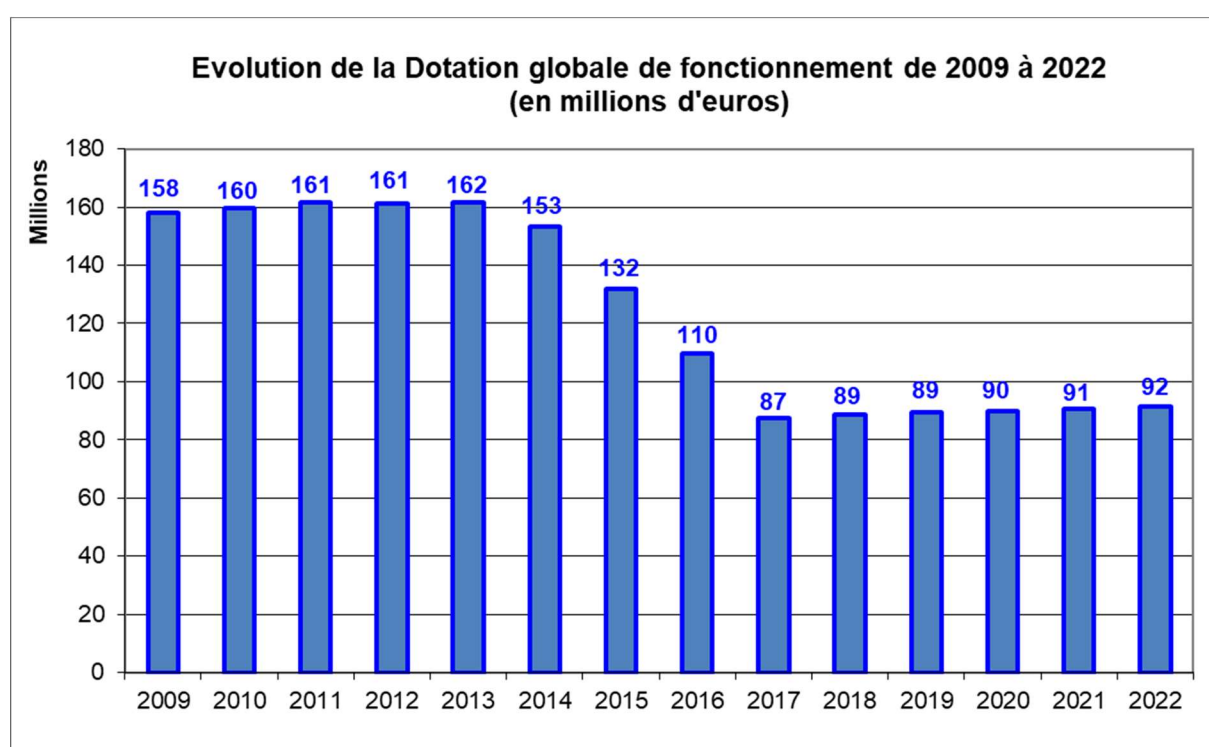
En 2020, face à la crise sanitaire et à ses impacts économiques, le dispositif de contractualisation limitant l'évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales a été suspendu.

Malgré la suspension du dispositif de contractualisation mis en place en 2018, le niveau des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales est maintenu en 2022, comme en 2021, à son niveau de 2021.

La LFI pour 2022 avait prévu une augmentation des dotations de péréquation de la DGF des Départements de + 10 M€ comme chaque année depuis 2018.

Le montant global de la **Dotation Globale de Fonctionnement** du Département de Seine-et-Marne a enregistré en 2022 une croissance de + 0,8 %, après une progression de + 1,1 % en 2021. Ces faibles évolutions font suite à quatre années de baisses successives dues aux contributions au redressement des finances publiques appliquées de 2014 à 2017. La DGF du Département a été réduite sur la période de 79,2 M€.

Cette croissance de la DGF en 2022 résulte de la progression de + 0,7 M€ de la part dynamique de la population et de l'augmentation de + 0,1 M€ de la dotation de péréquation urbaine. Le montant global de la DGF s'est ainsi élevé en 2022 à **91,6 M€** contre **90,8 M€** en 2021 (soit + 0,8 M€ entre 2021 et 2022).



Pour respecter le maintien en valeur de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, les allocations compensatrices de fiscalité directe servent de variables d'ajustement. Depuis 2017, la Loi de finances a intégré la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) des Départements et des Régions, les allocations compensatrices de TH et les Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle.

En 2022, seule la DCRTP et les allocations compensatrices des Régions ont fait l'objet d'une minoration. Les autres variables ont été maintenues à leur niveau 2021.

Le poste des **allocations compensatrices** du Département de Seine-et-Marne (dont la DCRTP) s'est élevé au montant global de 21,9 M€ en 2022 comme en 2021.

Après une diminution de - 0,5 % en 2021, la **Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)** est restée stable en 2022 et s'est élevée au montant de **18,8 M€**. Les **allocations compensatrices de fiscalité directe** ont progressé de + 0,1 % pour atteindre le montant de **3,1 M€** en 2022.

**La Dotation Générale de Décentralisation (DGD)** est figée en 2022 au montant de **4,1 M€**.

Créé en 2006 en vue de réduire l'écart entre la compensation et les charges induites par le RSA, le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI) a été pérennisé par la LFI pour 2017. Les attributions à la Seine-et-Marne du **Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI)** se sont élevées au montant global de **9,6 M€** en 2022.

Versée pour la première fois en 2017 par l'Etat, le Département a perçu en 2022 une **part de FCTVA en section de fonctionnement** d'un montant de **1,5 M€**. La LFI 2016 et la LFR 2015 ont élargi l'assiette des dépenses éligibles aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Les autres participations de l'Etat** diminuent de 3,8 M€ en 2021 à **3,4 M€** en 2022.

En 2022, les encaissements au titre de la **stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance s'élèvent à 2,1 M€**. En 2022, les participations de l'Etat pour l'évaluation des MNA a représenté **112 970 €**, pour les emplois aidés **1 M€** et dans le secteur culturel, **111 000 €** ont soutenu les actions de lecture publique et les musées.

**Les recettes de la CNSA** enregistrent en 2022 une croissance de + **20,9 %** pour atteindre le montant de **52,6 M€**. Cette progression provient de la hausse de la deuxième part du concours APA (9,2 M€ soit + 5,0 % par rapport à 2021), de celle du concours PCH (17,1 M€ soit + 33,5 %) et de la progression des autres participations de la CNSA composées pour l'essentiel par les soutiens apportés aux professionnels (5,6 M€).

Les **autres participations** diminuent de - **8,5 %** de 2021 à 2022 et s'élèvent en 2022 à **33,7 M€** contre 36,8 M€ en 2021.

Elles comprennent les participations **d'Ile-de-France Mobilités (IDFM)** en faveur des transports scolaires d'un montant de **18,2 M€** en 2022. Cette participation se décompose entre celle au titre des **circuits spéciaux scolaires** pour **6 M€** et celle en faveur des **transports des élèves et étudiants handicapés** pour **12,2 M€**. Figurent également dans ce poste, la participation de la Région et de IDFM au **dispositif PAM 77** pour **4,7 M€** en 2022 et la **participation des familles à la restauration scolaire** pour **3,2 M€**. On trouve également dans ce poste les participations du **FSE (5,7 M€)**. Signalons que l'ensemble des participations perçues par le Département en matière de protection de l'environnement (eau, assainissement, cours d'eau, développement durable, laboratoire départemental..) s'élèvent à plus de 2 M€ en 2022.

Le poste des **autres recettes** diminue de - **35,4 %** pour un volume de **24,6 M€** en 2022 contre **38,1 M€** en 2021.

Cette forte baisse s'explique pour l'essentiel par la forte diminution du poste des **reprises sur provisions** dont le montant a atteint 2,5 M€ en 2022, contre 13,9 M€ en 2021

Le montant **des recouvrements sur les dépenses d'aides sociales** a enregistré également une forte baisse pour atteindre en 2022 **5,4 M€** contre 12,1 M€ en 2021. De même, le montant des **produits financiers** est passé de 0,7 M€ en 2021 à **0,3 M€** en 2022.

Les **produits du domaine et de gestion courante** a augmenté de + 93,9 % en 2022 et s'est élevé à **9,9 M€** en 2022 contre 5,1M€ en 2021.

Le montant des **produits exceptionnels** a augmenté de + 1,5 % en 2022 et s'est élevé à **6,5 M€** en 2022 contre 6,4 M€ en 2021.

## 1-5 – La sous-compensation des trois allocations individuelles de solidarité (AIS)

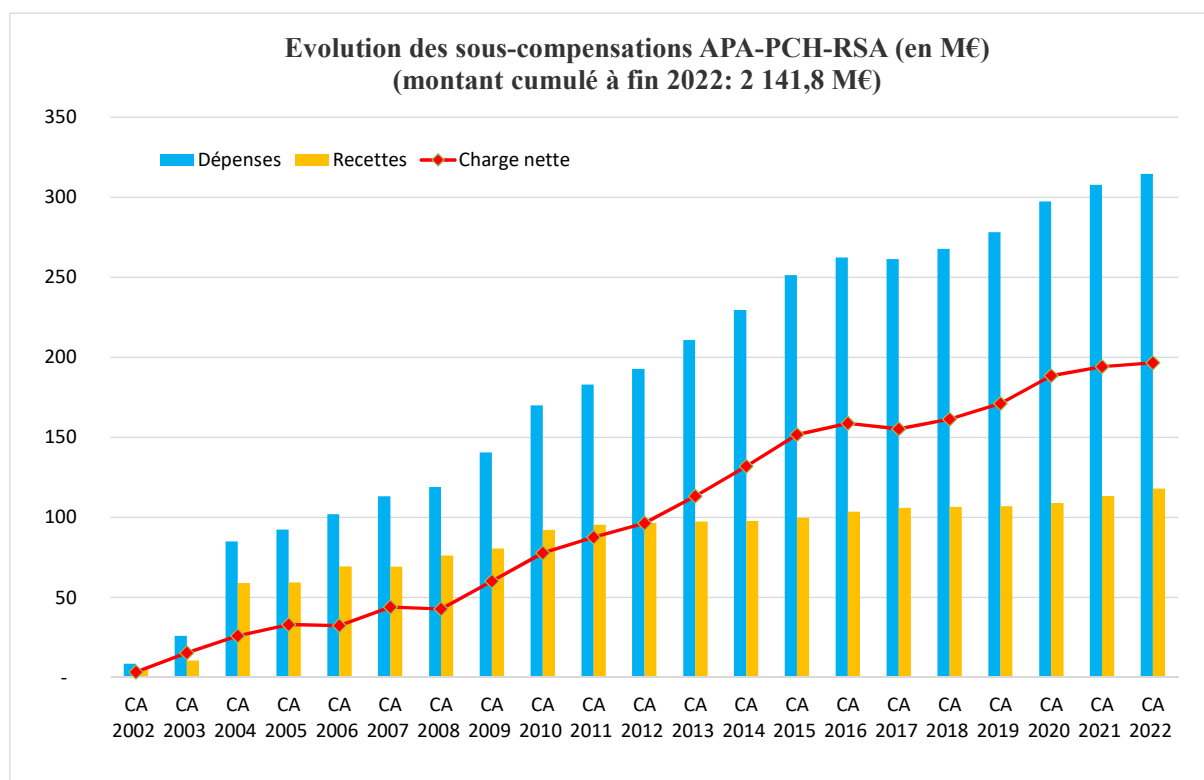
Comme à l'occasion du BP 2022, il vous est rendu compte, à l'issue de l'exécution 2022, du montant des dépenses que le Département a consacré aux trois allocations individuelles de solidarité (APA, PCH et RSA) et des recettes perçues en compensation de l'Etat qui sont : la TICPE socle et API, le FMDI et les versements de la CNSA au titre de l'APA 1 et 2 et de la PCH.

Pour 2022, le tableau suivant peut être dressé :

en €uros	Charge	Compensation	Taux de couverture (%)	Charge nette pour le Département
RSA	198 755 640	<b>117 981 175</b>	<b>37,5%</b>	<b>196 661 219</b>
APA	69 405 228			
PCH	46 481 527			
<b>Total</b>	<b>314 642 395</b>			

Au total, en 2022, les compensations accordées par l'Etat au titre des trois allocations (TICPE, dotations de la CNSA, FMDI) couvrent **37,5 %** du coût des allocations. La charge nette pour le Département atteint **118 M€** au titre de la seule année 2022.

Depuis 2002, le graphique suivant peut être établi, le cumul de sous-compensation sur ces trois AIS s'élevant à fin 2022 au total de **2 141,8 1M€**.



Suite au Pacte de confiance et de responsabilité du 16 juillet 2013 et dans l'objectif d'assurer un meilleur financement des allocations individuelles de solidarité, la Loi de finances pour 2014 a allouée aux Départements, à compter de 2014, deux nouvelles recettes départementales : le produit des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties et le relèvement du taux plafond des DMTO de 3,8 % à 4,5 % offrant la possibilité aux Départements d'augmenter leurs recettes. Par une délibération du 13

janvier 2014, le Département a adopté l'augmentation du taux des DMTO à 4,50 % pour les actes passés et les conventions conclues à compter du 1<sup>er</sup> mars 2014 en Seine-et-Marne.

Parallèlement, la LFI pour 2014 a augmenté la péréquation horizontale entre Départements en créant le fonds de solidarité sur les DMTO à compter de 2014. Le Département étant contributeur net au FSDMTO depuis 2014, le FSDMTO a minoré la compensation du Département.

Ces recettes complémentaires ont représenté en 2022 un montant de **62,2 M€** (depuis 2014, un montant cumulé de 375,1 M€) réduisant le reste à charge au titre des trois AIS à **134,5 M€** en 2022 (portant le taux de couverture à 57,3 %) et à **1 766,7 M€** pour la période 2002 – 2022 (portant le taux de couverture à 54,9 %).

En 2020, deux modifications législatives notables ont été introduites.

En premier lieu, la LFI pour 2020 a réformé la péréquation horizontale sur les DMTO. Le FSDMTO a fait l'objet en 2020 d'une fusion avec les deux autres fonds de péréquation existants sur les DMTO. Son suivi au sein des compensations des AIS n'est ainsi plus possible à compter de 2020.

En second lieu, sous couvert de « clarifier l'intention initiale du législateur » lors du « Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion » adopté le 21 janvier 2013, la Loi de finances pour 2020 a codifié en tant que mécanismes de compensations allouées au seul financement des revalorisations exceptionnelles de RSA, les recettes allouées aux Départements en 2014 dans le cadre du Pacte de confiance et de responsabilité. Cette disposition a été adoptée dans le contexte du contentieux relatif à la compensation des décrets de revalorisation du RSA engagé par trois départements, de la reprise en charge par l'Etat du financement des dépenses de RSA en Outre-Mer ainsi que dans l'optique d'une éventuelle recentralisation du RSA.

En 2022, la Loi de finances pour 2022 a offert la possibilité aux Départements et collectivités à statut particulier d'expérimenter, dès le 1er janvier 2022, le transfert à l'Etat de l'instruction administrative, de la décision d'attribution, du contrôle administratif et du financement de ces allocations. L'expérimentation prendra fin au plus tard le 31 décembre 2026.

Pour compenser la recentralisation de ces dépenses de RSA estimées sur la base de leur moyenne annuelle sur trois ans (2018-2020), la LFI pour 2022 dispose que l'Etat procèdera, parallèlement à la reprise des ressources suivantes :

- des financements historiques tels que les fractions de TICPE socle et API
- et des recettes d'accompagnement que sont le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) et le dispositif de compensation péréquée (DCP ou frais de gestion de la TFPB).

Au nom du principe de neutralité financière des transferts, le solde non couvert par les recettes historiques et les recettes d'accompagnement est compensé par la reprise complémentaire, dans l'ordre :

- d'une fraction maximum de 20 % du produit des DMTO,
- d'un montant fixe prélevé sur la dotation de compensation de la DGF,
- d'un montant fixe prélevé sur la dotation forfaitaire de la DGF
- et, en dernier ressort, d'un montant fixe prélevé sur le produit de la TVA.

Le décret du 26 octobre 2022 est venu préciser les trois critères cumulatifs d'éligibilité à l'expérimentation du RSA suivants :

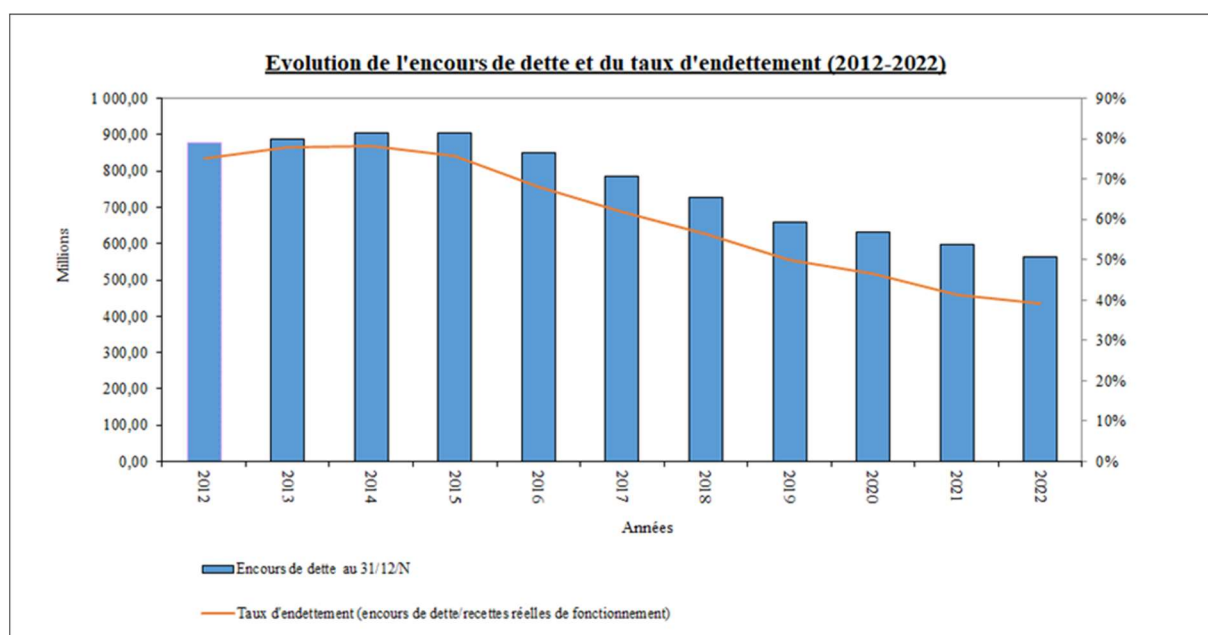
- Un reste à charge par habitant du Département supérieur à 1,2 fois le reste à charge national moyen par habitant,
- Une proportion de bénéficiaires du RSA dans la population du département supérieure à 1,2 fois cette même proportion dans l'ensemble des départements
- Et un revenu moyen par habitant du département inférieur à 0,9 fois le revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements.

Au regard, de ces critères, le Département de Seine-et-Marne n'est pas éligible à ce dispositif.



En 2022, deux Départements participent à l'expérimentation de la recentralisation du RSA : le Département de Seine-Saint-Denis et le Département des Pyrénées Orientales.

## 1-6 – Situation financière



Le stock de dette long terme du Département au 31/12/2022 s'établit à 561,9 M€, soit une diminution en volume de 34,7 M€. Le taux d'endettement (correspondant à l'encours de dette divisé par les recettes réelles de fonctionnement) s'élève au 31/12/2022 à 39,3 %. Ce niveau est ainsi en amélioration par rapport à celui de 2021 (41,43 %) suite à l'évolution favorable du numérateur (diminution de l'encours de dette de 5,8 %) et du dénominateur (augmentation des recettes réelles de fonctionnement de 6,5 %), ce qui indique une amélioration de la capacité de désendettement du Département.

En 2022, le Département de Seine-et-Marne a procédé au remboursement de 97,9 M€ d'emprunt et a souscrit un montant de 63,2 M€ de dette nouvelle. Cela représente une diminution de son encours de dette de 34,7 M€ (soit - 5,8 %).

La capacité de désendettement (c'est-à-dire le nombre d'années dont aurait besoin le Département pour rembourser intégralement son stock de dette s'il y consacrait l'ensemble de l'épargne dégagé par la section de fonctionnement), représente 2 années d'épargne brute. Ce niveau est en amélioration par rapport aux exercices précédents 2021 et 2020 (2,2 années).

Début 2022, le Département disposait d'un encours de tirage de 120 M€ sur le contrat pluriannuel d'emprunt signé en décembre 2020 avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Une mobilisation d'emprunt sur ce contrat à hauteur de 20 M€ a été effectuée en 2022.

Un emprunt long terme de 10M€ a également été mobilisé auprès de la Banque Postale en 2022.

A cela s'ajoutait, une disponibilité de 33,2 M€ sur les 4 contrats dit « revolving » (ou à encours variable) mobilisée au cours de l'exercice 2022. Ces contrats permettent de réaliser des mobilisations et des remboursements de dette de long terme dans la limite d'un plafond annuel.

Le besoin de financement long terme a été couvert à hauteur de 502 % grâce aux emprunts bancaires (30 M€) et aux tirages temporaires sur les contrats revolving (33,2 M€).

## 1-7 – Affectation du résultat

Il convient enfin de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement. Je vous en rappelle ci-après le montant :

Résultat propre à la gestion 2022	Résultat antérieur	Résultat à affecter
210 208 478,68	83 812 220,94	294 020 699,62

Après intégration des restes à réaliser d'un montant de **18 770 995,95 €**, le besoin de financement de la section d'investissement du budget principal s'établit à **137 492 439,92 €**. C'est donc ce montant que je vous propose de prélever sur le résultat de fonctionnement, pour l'affecter à la couverture de ce besoin de financement.

A l'issue de cette affectation, il subsiste un reliquat de **156 528 259,70 €**, qui sera repris en section de fonctionnement lors de la DM1 2023.

## **2 - Comptes administratifs des services à comptabilité distincte**

### **2-1 - Service GAIA**

Ce budget annexe a été créé en mars 1997 pour retracer comptablement le partenariat instauré entre 17 Départements autour du logiciel de gestion des archives dénommé « GAIA » et mis au point par le Département de Seine-et-Marne.

Compte tenu des résultats antérieurs, les résultats cumulés à fin 2022 s'établissent ainsi :

- section d'investissement : solde d'exécution positif de **54 927,14 €**.
- section d'exploitation : excédent de **173 092,89 €**.

Les deux sections étant excédentaires, je vous propose par conséquent de reporter ces montants dans leur intégralité lors de la DM1 2023 (budget supplémentaire).

### **2-2 – Equipements culturels**

Ce budget annexe a été créé en 2005, à l'occasion de la reprise par le Département du Musée de l'Ecole de Barbizon dont les activités commerciales sont assujetties à la TVA. Il enregistre, en 2022, pour l'ensemble des boutiques des musées départementaux et du Château de Blandy-les-Tours, un excédent d'exploitation de **1 475 336,92 €**. Je vous propose de reporter l'intégralité de cet excédent lors de la DM1 2023 (budget supplémentaire).

### **3 Bilan financier de la politique ENS et affectation de la taxe d'aménagement**

La loi du 18 juillet 1985 a donné la possibilité aux Départements d'exercer une compétence volontaire pour « la préservation de la qualité des sites, paysages et milieux naturels » situés sur leur territoire. En Seine-et-Marne, la politique relative aux Espaces Naturels Sensibles est mise en œuvre depuis 1991 grâce à deux outils :

- foncier avec la création de périmètres, dans lesquels le Département exerce un droit de préemption,
- financier avec la mise en place et la perception de la Taxe d'Aménagement (TA) anciennement Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS). Cette taxe a été décidée par l'Assemblée départementale le 17 octobre 2011, et son taux a été fixé à 2 % pour les Espaces Naturels Sensibles.

Le présent rapport rend compte pour l'année 2022 de l'utilisation de la Taxe d'Aménagement.

#### **A - BILAN FONCIER 2022**

La maîtrise foncière, par acquisition à l'amiable ou par droit de préemption d'espaces naturels, permet au Département et aux Collectivités territoriales partenaires, d'engager les mesures nécessaires à leur préservation, tout en garantissant leur accès au public.

#### **LES SITES CLASSÉS ESPACES NATURELS SENSIBLES**

La surface totale de sites classés en Espaces Naturels Sensibles est de 7 008,67 ha, répartis sur 99 sites au 31 décembre 2022.

Au sein de ces sites classés, la surface soumise au droit de préemption des ENS est de 5 752,67 ha. Elle se répartit de la façon suivante :

- 2 897,67 ha avec un droit de préemption départemental,
- 786,3 ha avec un droit de préemption communal,
- 26,1 ha avec un droit de préemption intercommunal,
- 1 948,7 ha avec un droit de préemption régional,
- 93,9 ha avec un droit de préemption revenant à l'État.

Parmi les 7 008,8 ha de sites classés en Espaces Naturels Sensibles, la surface restante non soumise au droit de préemption des ENS, acquise par procédure d'acquisition amiable, est de 1 256 ha. Elle se répartit de la façon suivante :

- 1 175,2 ha acquis par le Département,
- 80,8 ha acquis par des Communes.

#### **LE FONCIER DÉPARTEMENTAL ESPACES NATURELS SENSIBLES**

##### **Les acquisitions départementales par voie de préemption ou par voie amiable :**

Un dossier de préemption a été traité au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2022, pour un total de 50 144 m<sup>2</sup> répartis comme suit au sein des ENS :

- 50 144 m<sup>2</sup> dans l'ENS départemental « La butte et le marais de Flagy » ;

**BILAN :**

Au 31 décembre 2021, le Département était propriétaire de 1 755,74 ha de terrains au titre des ENS.

Ainsi, au 31 décembre 2022, le Département est propriétaire (actes notariés signés et promesses de vente confondues) de 1 760,75 ha répartis de la façon suivante :

- 585,55 ha dans les périmètres de préemption ;
- 1 175,2 ha acquis hors périmètre de préemption.

**Les Espaces Naturels Sensibles départementaux ouverts au public**

On compte à ce jour 22 Espaces Naturels Sensibles départementaux ouverts au public, soit environ 1 170 ha.

**CONCLUSION :**

La surface totale concernée par la politique ENS sous maîtrise d'ouvrage départementale (périmètres de préemption départementaux et acquisitions amiables départementales) couvre près de 0,70 % du territoire seine-et-marnais et les propriétés départementales au titre des Espaces Naturels Sensibles (actes notariés signés et promesses de vente confondues) couvrent 0,29% du territoire seine-et-marnais.

## B - BILAN D'UTILISATION DE LA TAXE DEPARTEMENTALE DES ENS / TAXE D'AMENAGEMENT

Le tableau ci-après fait apparaître, par année, depuis l'instauration de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles en 1992, et de la Taxe d'Aménagement dédiée aux ENS depuis mars 2012, l'ensemble des dépenses réalisées et des recettes effectivement perçues (décompte arrêté au 31 décembre 2022).

Année	Dépenses d'Investissement en €	Dépenses de Fonctionnement en €	Total des dépenses en €	Recettes TDENS/TA en €	Disponible TDENS/TA	Autres recettes en €
1992	109 001,05	26 651,54	135 652,59	111 065,49	-24 587,10	0
1993	395 640,92	159 615,56	555 256,48	851 567,90	296 311,42	32 776,54
1994	1 323 040,29	481 787,51	1 804 827,80	1 498 656,84	-306 170,96	50 765,52
1995	402 224,01	492 870,90	895 094,91	1 380 774,11	485 679,20	119 367,58
1996	238 221,44	466 782,14	705 003,58	1 369 598,69	664 595,11	170 819,43
1997	1 641 873,21	685 748,33	2 327 621,54	1 615 845,26	-711 776,28	160 071,47
1998	2 021 276,98	788 043,81	2 809 320,79	2 273 174,46	-536 146,33	40 094,09
1999	2 220 707,97	1 436 177,60	3 656 885,57	3 886 714,07	229 828,50	0
2000	3 314 275,81	2 854 959,00	6 169 234,81	4 592 538,23	-1 576 696,58	112 293,95
2001	2 037 614,21	1 918 488,64	3 956 102,85	4 601 300,54	645 197,69	78 732,29
2002	2 529 624,59	2 009 137,65	4 538 762,24	5 186 000,48	647 238,24	6 562,25
2003	2 632 231,27	3 392 005,65	6 024 236,92	5 302 670,17	-721 566,75	123 417,52
2004	4 256 305,12	3 046 833,50	7 303 138,62	6 192 545,22	-1 110 593,40	214 187,25
2005	4 656 396,76	3 657 048,55	8 313 445,31	3 966 086,17	-4 347 359,14	21 177,80
2006	3 359 361,70	3 479 397,31	6 838 759,01	4 512 232,83	-2 326 526,18	54 243,72
2007	6 114 413,98	4 151 397,42	10 265 811,40	4 934 683,10	-5 331 128,30	61 650,00
2008	7 578 373,92	4 310 158,01	11 888 531,93	6 249 701,00	-5 638 830,93	770 371,23
2009	4 962 953,60	3 321 072,31	8 284 025,91	6 465 856,81	-1 818 169,10	435 463,94
2010	3 266 030,18	3 035 618,43	6 301 648,61	5 905 211,00	-396 437,61	46 108,38
2011	12 316 110,78	3 122 021,07	15 438 131,85	9 797 823,00	-5 640 308,85	441 263,79
2012	10 342 112,76	3 006 431,73	13 348 544,49	9 748 386,00	-3 600 158,49	204 902,92
2013	10 937 124,56	3 219 716,95	14 156 841,51	9 873 354,38	-4 283 487,13	87 373,76
2014	8 278 243,89	2 886 310,66	11 164 554,55	7 824 947,29	-3 339 607,26	127 346,48
2015	8 861 496,17	2 898 260,01	11 759 756,18	12 477 731,31	717 975,13	326 002,65
2016	7 562 341,92	2 805 981,07	10 368 322,99	14 259 225,51	3 890 902,52	135 642,12
2017	5 256 702,07	2 725 292,03	7 981 994,10	15 282 285,80	7 300 291,70	21 419,32
2018	4 802 970,59	3 086 528,96	7 889 499,55	16 727 181,02	8 837 681,47	55 782,72
2019	4 983 350,48	2 977 996,39	7 961 346,87	15 927 037,2	7 965 690,33	33 898,49
2020	10 169 835,34	3 423 890,24	13 593 725,58	15 696 412,87	2 102 687,29	7 413,17
2021	12 839 635,23	3 482 921,28	16 322 556,51	13 343 230,62	-2 979 325,89	59 831,20
<b>Sous-totaux</b>	<b>149 409 490,80</b>	<b>73 349 144,25</b>	<b>222 758 635,05</b>	<b>211 853 837,37</b>	<b>-10 904 797,68</b>	<b>3 998 979,58</b>
2022	8 896 181,37	3 631 704,01	12 527 885,38	15 923 697,51	3 395 812,13	1 161 660,22
<b>TOTAL</b>	<b>158 305 672,17</b>	<b>76 980 848,26</b>	<b>235 286 520,43</b>	<b>227 777 534,88</b>	<b>-7 508 985,55</b>	<b>5 160 639,80</b>

### 1 - Les recettes

La Taxe d'Aménagement instituée depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 en remplacement de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et de la Taxe Départementale destinée au financement du CAUE (TDCAUE), s'élève en 2022 à 17 477 465,37 €. Ce produit diminué des indus de taxe d'aménagement restitués en 2022 atteint le montant de 17 314 157,14 €. Conformément à la répartition du taux adoptée par l'Assemblée départementale entre la politique des espaces naturels sensibles et le financement du CAUE, une première part est reversée au CAUE pour un montant de 1 390 459,63 €. Le montant restant est affecté aux ENS, soit 15 923 697,51 €.

A ces recettes issues de la fiscalité sur les autorisations d'urbanisme s'ajoutent 1 139 160,22 € de recettes issues d'une part de la section de Fonctionnement. Elles concernent principalement des participations pour la protection en eau (1 138 759,22 €), la vente de coupes de bois dans les ENS (400 €), la cession de parcelle (1 €). Et d'autre part d'une recette d'investissement de 22 500 € inhérente au projet environnemental de la restauration des Espaces Naturels sensibles, les Carrières de l'Enfer.

De 1992 à 2022, les recettes liées seulement à la TDENS/TA se sont élevées à 227 777 534,88 €, les autres recettes représentant un peu plus de 5,16 millions d'euros.

## **2 - Les dépenses de fonctionnement**

La part des dépenses de fonctionnement s'élève au total pour l'année 2022 à **3 631 704,02 €**. Elle représente à la fois des dépenses directes (travaux d'entretien, études, subventions) et indirectes (moyens de fonctionnement, frais de personnel).

La dépense directe concernant l'entretien courant des ENS départementaux (hors frais de personnel) est à hauteur de 322 948,67 €. S'ajoutent des frais d'études pour un total de 96 857,52 € pour des inventaires intégrés dans les plans de gestion.

Le Département participe également à l'accueil du public dans les forêts domaniales et communales, à la gestion des espaces naturels communaux et intercommunaux et à la gestion durable des forêts privées pour un montant global de 325 346 €. Ces aides sont accordées sous forme de subventions prélevées sur les crédits des Espaces Naturels Sensibles.

Enfin, divers partenariats relatifs à l'animation des Espaces Naturels Sensibles et ceux participant à la valorisation du territoire représentent une dépense d'un montant de 448 802 €.

Les dépenses indirectes concernent d'une part les frais de personnel qui correspondent aux postes rattachés à cette politique, soit 1 169 485,63 € en 2022 (22 agents et 2 apprentis), et d'autre part les dépenses de fonctionnement pour 162 753,33 € (acquisition de petit matériel, prestations, frais de communication, frais de véhicules, fluides ou carburants, habillement, fournitures diverses).

Les dépenses directes et indirectes relatives à la préservation de la ressource en eau s'élèvent à 307 687,31 €. Celles liées aux arbres d'alignement contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue Seine-et-Marnaise s'élèvent à 797 823,56 €.

## **3 - Les dépenses d'investissement**

La part des dépenses d'investissement s'élève au total pour l'année 2022 à 8 896 181,37 € et concerne en partie :

- des études pour les ENS : 5 ENS Ambassadeurs (fin de la maîtrise d'œuvre et mission CSPS), Marais du Lutin (études de maîtrise d'œuvre), Marais du Refuge (suite du plan d'interprétation, suite du diagnostic paysager, suite du dossier de modification APPB, étude pour la faisabilité des cheminements), Parc de Livry (mission de maîtrise d'œuvre pour la création d'un parking).

-

Pour un total de 132 288,96 €.

- des travaux pour les ENS : recensant la pose de signalétique routière sur divers sites, pose de mobiliers et de panneaux d'orientation et d'interprétation, en ce qui concerne la fin des travaux des 5 ENS ambassadeurs. Il est dénombré également en matière de travaux : sur le Parc de Livry : des travaux d'aménagement d'un nouveau parking (partie voirie), sur la Butte et le Marais de Flagy il est réalisé des travaux de pose de clôtures fixes pour permettre des actions de pâturage. Sur le Bois de Doue, des travaux de réfection des chemins forestiers ont été exécutés. Sur La Frayère du Marais à Crécy-la-Chapelle, il a été nécessaire d'assurer la coupe et la sécurisation de frênes atteints par la chalarose ; et enfin



le Domaine de la Haye a fait l'objet de travaux de démolition, d'évacuation et de désamiantage du hangar agricole.

Pour un total de 290 787,60 €.

- Le paiement des acquisitions s'élève à 34 260,35 €.

Des aides sont également versées pour l'aménagement d'espaces naturels mais aussi de chemins de randonnée. En 2022, leur montant atteint 151 789,58 €. S'ajoutent les dépenses d'aménagement en forêts domaniales (88 657,49 €), l'achat de matériels, outillage technique (29 291,56 €). Enfin, les dépenses relatives à la préservation de la ressource en eau s'élèvent à 8 169 105,83 €. Les arbres d'alignement contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue Seine-et-Marnaise n'ont pas fait l'objet de dépense d'investissement en 2022.

## C – CONCLUSION

L'année 2022 présente des recettes qui ont accru de 19,34 %. Par différence entre les recettes relevant spécifiquement de la TA (15 923 697,51 €) et la somme des dépenses réalisées (12 527 885,39 €), il se dégage un solde positif d'un montant de 3 395 812,12 € par rapport au bilan de l'année précédente.

Globalement pour l'année 2022, les dépenses dédiées aux Espaces Naturels Sensibles (hors trame verte et bleue) représentent 3 253 268,69 € soit 25,97% du montant total de la dépense, celles dédiées à la protection de la ressource en eau (8 476 793,14 €) représentent 67,66 %, celles dédiées à la trame verte et bleue (797 823,56 €) représentent 6,37 %.

Les dépenses relatives aux Espaces Naturels Sensibles, connaissent une faible baisse de -1,72 % et celles concernant la protection de la ressource en eau traduisent une inflexion de -30,82 %.

Enfin, le bilan global entre 1992 et 2022 pour la TDENS/TA s'élève à un déficit de -7 508 985,56 €.

CA 2022 - Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations de Programme et des crédits de paiement afférents (investissement)

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votés dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.	
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	2014	2	0	36 838			36 838	17 640	19 198	
				2017	72 495	-72 495	0			0	0	0	
				2019	186 255	-27 859	235 931	2 144	-20 310	217 765	78 812	138 953	
				2020	880 000	0	7 411	330 000		337 411	330 000	7 411	
				2021	30 586	0	6 490		-2 790	3 700	3 700	0	
				2022	0	500 000	0	72 251		72 251	0	72 251	
				<b>Agriculture</b>	<b>1 169 337</b>	<b>399 646</b>	<b>286 670</b>	<b>404 395</b>	<b>-23 100</b>	<b>667 965</b>	<b>430 152</b>	<b>237 813</b>	
				<b>Domaine Agriculture</b>	<b>1 169 337</b>	<b>399 646</b>	<b>286 670</b>	<b>404 395</b>	<b>-23 100</b>	<b>667 965</b>	<b>430 152</b>	<b>237 813</b>	
				Aménagements routiers et liaisons douces	Aide aux communes et aux intercommunalités	2012	0	0	0	0	0	0	0
						2014	0	0	0	0	0	0	0
		2015	0			-122 929	122 929		-122 929	0	0		
		2020	0			0	0		0	0	0		
		<b>Aide aux communes et aux intercommunalités</b>	<b>0</b>			<b>-122 929</b>	<b>122 929</b>		<b>-122 929</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
		Liaisons douces	2013			0	-168	168		-168	0	0	
			2014			0	0	2 819			2 819	0	2 819
			2015			0	0	1 249			1 249	0	1 249
			2016			0	0	1 480			1 480	143	1 338
			2017			18 839	0	6 773		-6 773	0	0	0
			2018	24 086	-432	424 267	24 465	-811	447 921	50 353	397 568		
			2019	0	0	588 433			588 433	9 679	578 754		
			2020	585 000	0	799 984	380 000	-380 000	799 984	698 218	101 766		
			2021	3 800 000	0	235 287	2 659 435	-58 335	2 836 387	806 891	2 029 496		
			2022	0	2 400 000	0	100 000		100 000	32 251	67 749		
		<b>Liaisons douces</b>	<b>4 427 926</b>	<b>2 399 400</b>	<b>2 060 461</b>	<b>3 163 900</b>	<b>-446 086</b>	<b>4 778 275</b>	<b>1 597 535</b>	<b>3 180 740</b>			
		<b>Domaine Aménagements routiers et liaisons douces</b>	<b>4 427 926</b>	<b>2 276 471</b>	<b>2 183 390</b>	<b>3 163 900</b>	<b>-569 015</b>	<b>4 778 275</b>	<b>1 597 535</b>	<b>3 180 740</b>			
		Développement local	Contrat Départemental	2014	0	0	0		0	0	0		
				<b>Contrat Départemental</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
				Contrat Intercommunal de Développement	2016	63 778	-242 223	257 161		-178 445	78 716	18 716	60 000
					2017	268 893	-356 759	669 324		-98 667	570 657	427 703	142 954
					2018	317 861	-472 775	3 157 914		-162 978	2 994 936	1 470 457	1 524 479
					2019	54 508	-174 725	4 172 166	96 775	-216 992	4 051 949	263 001	3 788 948
					2020	1 749 208	-1 749 208	6 219 172	1 057 833	-1 167 666	6 109 339	1 749 906	4 359 433
					2021	14 947 623	-2 613 044	255 539	330 000		585 539	15 275	570 265
					2022	0	15 028 130	0	3 312 275		3 312 275	91 464	3 220 811
				<b>Contrat Intercommunal de Développement</b>	<b>17 401 870</b>	<b>9 419 396</b>	<b>14 731 277</b>	<b>4 796 883</b>	<b>-1 824 748</b>	<b>17 703 412</b>	<b>4 036 522</b>	<b>13 666 890</b>	
		Contrats communaux	2010	0	0	0			0	0	0		
			2011	0	0	0			0	0	0		
			2011	0	0	0			0	0	0		
			2012	0	-172 500	345 000		-172 500	172 500	0	172 500		
			2013	111 000	-198 958	96 804	63 000	-150 958	8 846	8 846	0		
			2014	0	-32 356	53 451		-32 356	21 095	21 095	0		
			2015	210 000	-210 000	123 183		-7 691	115 492	115 492	0		
			2016	8 643	-7 892	236 031		-7 735	228 296	136 080	92 216		
			2017	11 888	-11 888	27 230			27 230	27 230	0		
			2018	17 784	-192 247	736 140		-174 462	561 678	252 238	309 439		
			2019	147 911	-156 742	1 207 575		-32 821	1 174 755	470 174	704 580		
			2020	77 750	-66 898	2 418 346		-36 588	2 381 758	1 194 410	1 187 348		
			2021	1 415 139	-104 285	1 615 101	1 310 854	-38 971	2 886 983	359 126	2 527 858		
		2022	0	5 114 019	0	3 323 096		3 323 096	0	3 323 096			
		<b>Contrats communaux</b>	<b>2 000 115</b>	<b>3 960 253</b>	<b>6 858 861</b>	<b>4 696 950</b>	<b>-654 082</b>	<b>10 901 729</b>	<b>2 584 691</b>	<b>8 317 038</b>			
		Contrats intercommunaux	2011	0	0	0			0	0	0		
			2009	0	0	0			0	0	0		
			2010	0	0	0			0	0	0		
			2012	0	0	0			0	0	0		
			2018	0	-17 343	31 308		-17 343	13 965	13 965	0		
			2019	1 611	-15 834	102 700		-14 224	88 476	88 476	0		
			2020	0	0	93 674		-10 406	83 269	53 269	30 000		

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
				2021	0	0	143 000			143 000	31 948	111 052
				2022	0	143 000	0	143 000		143 000	0	143 000
			<b>Contrats intercommunaux</b>		<b>1 611</b>	<b>109 823</b>	<b>370 682</b>	<b>143 000</b>	<b>-41 972</b>	<b>471 710</b>	<b>187 658</b>	<b>284 052</b>
			Développement du réseau	2014	0	0	0			0	0	0
				2018	0	0	0			0	0	0
				2020	0	0	0			0	0	0
				2021	0	0	0			0	0	0
				2022	0	3 500 000	0	3 500 000		3 500 000	3 500 000	0
			<b>Développement du réseau</b>		<b>0</b>	<b>3 500 000</b>	<b>0</b>	<b>3 500 000</b>		<b>3 500 000</b>	<b>3 500 000</b>	<b>0</b>
			Fonds Aménagement Communal	2019	16 398	-25 953	962 562		-9 555	953 006	419 050	533 956
				2020	4 209 140	-4 264 872	1 591 176		-55 733	1 535 444	295 210	1 240 233
				2021	13 037 513	0	0	8 722 021		8 722 021	1 913 328	6 808 693
				2022	0	11 235 093	0			0	0	0
			<b>Fonds Aménagement Communal</b>		<b>17 263 050</b>	<b>6 944 267</b>	<b>2 553 738</b>	<b>8 722 021</b>	<b>-65 288</b>	<b>11 210 471</b>	<b>2 627 588</b>	<b>8 582 883</b>
			Fonds d'aménagement	2019	0	0	461 719			461 719	103 179	358 540
				2021	200 000	0	700 000			700 000	0	700 000
				2022	0	1 200 000	0			0	0	0
			<b>Fonds d'aménagement</b>		<b>200 000</b>	<b>1 200 000</b>	<b>1 161 719</b>			<b>1 161 719</b>	<b>103 179</b>	<b>1 058 540</b>
			Fonds d'Equipement Rural	2017	1 750	-1 750	0			0	0	0
				2018	125 307	-125 307	67 942		-5 524	62 418	27 418	35 000
				2019	184 279	-210 721	638 512		-70 593	567 919	328 599	239 321
				2020	58 883	-113 379	2 729 391	9 045	-71 790	2 666 646	1 587 844	1 078 802
				2021	563 187	-8 761	3 098 156	617 138	-152 673	3 562 621	1 929 724	1 632 897
				2022	0	5 603 622	0	3 517 879	-102 943	3 414 936	183 764	3 231 172
			<b>Fonds d'Equipement Rural</b>		<b>933 406</b>	<b>5 143 703</b>	<b>6 534 001</b>	<b>4 144 063</b>	<b>-403 522</b>	<b>10 274 541</b>	<b>4 057 349</b>	<b>6 217 192</b>
			Fonds E.CO.LE	2017	0	0	0			0	0	0
				2018	0	0	0			0	0	0
			<b>Fonds E.CO.LE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			Soutien au développement local - divers partenariats	2017	0	0	0			0	0	0
				2020	0	0	0			0	0	0
				2022	0	0	0			0	0	0
				2021	0	0	261 618			261 618	0	261 618
			<b>Soutien au développement local - divers partenariats</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>261 618</b>			<b>261 618</b>	<b>0</b>	<b>261 618</b>
			<b>Domaine Développement local</b>		<b>37 800 052</b>	<b>30 277 443</b>	<b>32 471 896</b>	<b>26 002 917</b>	<b>-2 989 612</b>	<b>55 485 200</b>	<b>17 096 988</b>	<b>38 388 213</b>
			Promotion du territoire	2022	0	1 000 000	0			0	0	0
				2019	0	0	464 854			464 854	21 314	443 540
				2020	28 516	0	818 154		-462	817 693	150 989	666 704
				2021	1 214 876	0	1 852 939	380 000	-3 739	2 229 200	500 313	1 728 887
			<b>Attractivité du territoire</b>		<b>1 243 392</b>	<b>1 000 000</b>	<b>3 135 947</b>	<b>380 000</b>	<b>-4 200</b>	<b>3 511 747</b>	<b>672 617</b>	<b>2 839 130</b>
			<b>Domaine Promotion du territoire</b>		<b>1 243 392</b>	<b>1 000 000</b>	<b>3 135 947</b>	<b>380 000</b>	<b>-4 200</b>	<b>3 511 747</b>	<b>672 617</b>	<b>2 839 130</b>
			Tourisme	2014	0	0	0			0	0	0
			Développement touristique itinérance et numérique	2017	0	0	0			0	0	0
			<b>Développement touristique itinérance et numérique</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			<b>Domaine Tourisme</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			<b>Politique Développement territorial</b>		<b>44 640 707</b>	<b>33 953 560</b>	<b>38 077 903</b>	<b>29 951 211</b>	<b>-3 585 927</b>	<b>64 443 187</b>	<b>19 797 291</b>	<b>44 645 895</b>
Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	2013	0	0	0				0	0	0
			2014	0	-3 645	3 645			-3 645	0	0	0
			2015	62	-62	0				0	0	0
			2016	9 531	-9 530	98 337			-3 547	94 790	3 462	91 328
			2017	27 427	-27 427	180 841			-37 926	142 915	109 823	33 092
			2018	8 564	-29 885	1 019 417	15 077		-41 090	993 404	206 785	786 619
			2019	9 501	-16 052	1 407 374	2 709		-21 673	1 388 411	392 490	995 920
			2020	17 214	-17 210	3 158 696	390		-34 700	3 124 386	800 907	2 323 479
			2021	253 123	-659	3 769 106	252 464		-1 719	4 019 851	951 214	3 068 637
			2022	0	6 784 785	0	6 042 658		-2 070	6 040 588	22 603	6 017 986
			<b>Assainissement</b>		<b>325 422</b>	<b>6 680 315</b>	<b>9 637 416</b>	<b>6 313 298</b>	<b>-146 369</b>	<b>15 804 344</b>	<b>2 487 282</b>	<b>13 317 062</b>
			Cours d'eau	2018	0	-647	7 593	3 916	-4 563	6 946	5 669	1 277
				2019	0	0	74 268			74 268	24 126	50 142

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
				2020	2 552	-2 552	173 424		-1 586	171 838	43 308	128 531
				2021	148 785	-148 785	81 215			81 215	0	81 215
				2022	0	400 000	0	13 074		13 074	0	13 074
				2016	0	-1 650	9 150		-1 650	7 500	0	7 500
				2017	0	0	15 781			15 781	0	15 781
			<b>Cours d'eau</b>		<b>151 337</b>	<b>246 365</b>	<b>361 431</b>	<b>16 990</b>	<b>-7 799</b>	<b>370 622</b>	<b>73 102</b>	<b>297 519</b>
		Eau potable		2018	6 217	-16 807	743 618		-10 591	733 028	38 782	694 246
				2019	0	-272	721 687		-272	721 415	55 937	665 477
				2020	78	-2 902	2 787 413		-3 474	2 783 940	1 655 194	1 128 745
				2021	602 910	-1 020	1 923 541	600 788	-11 604	2 512 725	651 437	1 861 288
				2022	0	6 917 540	0	4 500 373		4 500 373	2 473 274	2 027 099
				2014	0	-13 536	13 536		-13 536	0	0	0
				2015	0	-30 822	95 364		-30 822	64 542	10 620	53 922
				2016	0	0	86 211			86 211	84 174	2 036
				2017	12 178	-12 000	759 046			759 046	639 302	119 743
			<b>Eau potable</b>		<b>621 383</b>	<b>6 840 182</b>	<b>7 130 416</b>	<b>5 101 161</b>	<b>-70 298</b>	<b>12 161 279</b>	<b>5 608 721</b>	<b>6 552 557</b>
		Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti		2020	165 443	0	0	123 846	-123 846	0	0	0
				2021	70 000	-34	882		-34	848	848	0
				2022	0	100 000	0	37 000	-16 400	20 600	20 530	70
			<b>Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti</b>		<b>235 443</b>	<b>99 966</b>	<b>882</b>	<b>160 846</b>	<b>-140 280</b>	<b>21 448</b>	<b>21 378</b>	<b>70</b>
		<b>Domaine Eau</b>			<b>1 333 585</b>	<b>13 866 828</b>	<b>17 130 144</b>	<b>11 592 294</b>	<b>-364 746</b>	<b>28 357 692</b>	<b>8 190 483</b>	<b>20 167 209</b>
Environnement		Aménagement foncier		2018	55 000	-55 000	16 000			16 000	16 000	0
				2019	164 217	-740	14 534		-740	13 794	0	13 794
				2020	463 642	0	85 995	7 908		93 903	16 308	77 595
				2021	64 165	-3 672	2 653	10 000	-1 909	10 744	2 529	8 215
				2022	0	461 000	0	6 106		6 106	4 465	1 641
			<b>Aménagement foncier</b>		<b>747 025</b>	<b>401 588</b>	<b>119 181</b>	<b>24 014</b>	<b>-2 649</b>	<b>140 547</b>	<b>39 302</b>	<b>101 245</b>
		Environnement et développement durable		2018	0	0	0			0	0	0
				2019	7 840	8 400	55 173	1 340		56 513	31 600	24 913
				2020	2 900	0	6 550		-700	5 850	5 850	0
				2021	20 054	-20 054	0	8 400	-8 400	0	0	0
				2022	0	53 154	0	1 499		1 499	206	1 293
			<b>Environnement et développement durable</b>		<b>30 794</b>	<b>41 500</b>	<b>61 723</b>	<b>11 239</b>	<b>-9 100</b>	<b>63 862</b>	<b>37 656</b>	<b>26 206</b>
		Espaces naturels sensibles - autres		2010	0	0	33 829			33 829	0	33 829
				2015	0	0	0			0	0	0
				2016	0	-5 810	5 810		-5 810	0	0	0
				2017	4 289	-8 828	13 359	1 776	-6 315	8 820	1 776	7 044
				2018	0	-17 092	57 574		-17 092	40 482	6 686	33 796
				2019	0	-13 386	118 353		-18 321	100 032	33 480	66 552
				2020	1	-3 910	295 742		-4 032	291 710	41 913	249 796
				2021	4 001	-152	370 155			370 155	113 857	256 298
				2022	0	480 000	0	319 128		319 128	42 734	276 395
			<b>Espaces naturels sensibles - autres</b>		<b>8 291</b>	<b>430 822</b>	<b>894 822</b>	<b>320 904</b>	<b>-51 570</b>	<b>1 164 156</b>	<b>240 447</b>	<b>923 709</b>
		Espaces naturels sensibles - Département		2017	0	0	0			0	0	0
				2018	0	0	0			0	0	0
				2019	14 916	0	1 124	14 916		16 040	14 916	1 124
				2020	299 638	-64 644	42 395	116 428	-328	158 495	135 374	23 121
				2021	273 568	-171 997	37 986	76 938	-13 572	101 352	93 864	7 488
				2022	0	1 464 704	0	441 996	-59 149	382 847	218 029	164 817
				2014	0	-24	24		-24	0	0	0
			<b>Espaces naturels sensibles - Département</b>		<b>588 123</b>	<b>1 228 039</b>	<b>81 529</b>	<b>650 278</b>	<b>-73 073</b>	<b>658 734</b>	<b>462 184</b>	<b>196 550</b>
		<b>Domaine Environnement</b>			<b>1 374 233</b>	<b>2 101 949</b>	<b>1 157 255</b>	<b>1 006 435</b>	<b>-136 392</b>	<b>2 027 299</b>	<b>779 590</b>	<b>1 247 709</b>
		<b>Politique Protection de l'environnement</b>			<b>2 707 818</b>	<b>15 968 777</b>	<b>18 287 400</b>	<b>12 598 729</b>	<b>-501 138</b>	<b>30 384 991</b>	<b>8 970 073</b>	<b>21 414 918</b>
Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.		2011	2 116	0	0			0	0	0
				2012	0	0	4 004			4 004	2 367	1 637
				2014	0	0	119 993			119 993	1 940	118 053
				2015	0	0	134 229	134 229	-134 229	134 229	0	134 229
				2016	0	0	316 812			316 812	713	316 099
				2017	520 000	-573 526	134 812		-53 526	81 285	0	81 285
				2018	0	0	202 390			202 390	0	202 390

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
				2019	0	0	481 240			481 240	104 726	376 514
				2020	0	0	60 000			60 000	0	60 000
				2021	0	0	58 275			58 275	0	58 275
				2022	0	2 500 000	0	2 665 000	-165 000	2 500 000	319 838	2 180 162
			<b>Acquisitions foncières.</b>		<b>522 116</b>	<b>1 926 474</b>	<b>1 511 756</b>	<b>2 799 229</b>	<b>-352 756</b>	<b>3 958 230</b>	<b>429 584</b>	<b>3 528 646</b>
			Améliorer les liaisons entre les pôles	2006	25 831	0	98 079			98 079	20 018	78 061
				2013	0	0	139			139	0	139
				2017	1 874 028	0	2 134 634	2 158 512	-1 158 512	3 134 634	488 088	2 646 546
				2020	15 790 000	0	996 834	2 000 000		2 996 834	41 064	2 955 770
				2021	5 300 000	0	1 065 500	3 000 000		4 065 500	33 845	4 031 656
				2022	0	19 000 000	0			0	0	0
			<b>Améliorer les liaisons entre les pôles</b>		<b>22 989 859</b>	<b>19 000 000</b>	<b>4 295 187</b>	<b>7 158 512</b>	<b>-1 158 512</b>	<b>10 295 187</b>	<b>583 015</b>	<b>9 712 171</b>
			Aménagements pour la sécurité routière	2008	0	0	0			0	0	0
				2009	0	-61 250	61 250		-61 250	0	0	0
				2013	0	0	365			365	0	365
				2014	30	0	100 136	58 783	-67 318	91 601	75 067	16 534
				2015	22 437	0	0	22 437		22 437	13 209	9 227
				2016	0	0	1 363 316			1 363 316	18 909	1 344 407
				2017	625	0	508 380	35 939	-39 590	504 728	93 818	410 911
				2018	0	0	1 703 350		-90 000	1 613 350	15 720	1 597 631
				2019	0	142 317	835 315	64 215	-64 215	835 315	121 652	713 663
				2020	1 221	0	1 604 119	32 166	-56 997	1 579 288	43 468	1 535 820
			<b>Aménagements pour la sécurité routière</b>		<b>24 313</b>	<b>81 067</b>	<b>6 176 231</b>	<b>213 539</b>	<b>-379 370</b>	<b>6 010 400</b>	<b>381 843</b>	<b>5 628 557</b>
			Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	2007	0	0	0			0	0	0
				2010	0	0	0			0	0	0
				2015	0	0	0			0	0	0
				2016	0	-42	42		-42	0	0	0
				2017	0	0	9 070			9 070	0	9 070
				2018	500 516	0	644			644	642	1
				2019	0	0	36 332			36 332	0	36 332
				2020	210 614	0	201 296	157 979	-60 024	299 251	111 101	188 150
				2021	8 553 993	0	10 352 422	8 475 126	-2 159 182	16 668 366	10 091 835	6 576 530
				2022	0	57 900 000	0	49 401 202	-4 753 988	44 647 215	33 275 121	11 372 094
			<b>Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier</b>		<b>9 265 123</b>	<b>57 899 958</b>	<b>10 599 805</b>	<b>58 034 308</b>	<b>-6 973 236</b>	<b>61 660 877</b>	<b>43 478 700</b>	<b>18 182 177</b>
			Etudes voirie.	2014	83	0	70 433		-36 210	34 222	31 305	2 917
				2016	5 969	0	21 312			21 312	0	21 312
				2017	17 559	0	11 337		-171	11 166	0	11 166
				2018	300 000	0	104 683	200 000		304 683	20 690	283 993
				2019	9 435	0	8 477			8 477	7 524	953
				2020	1 268 994	0	356 835	407 092	-219 595	544 332	276 309	268 023
				2021	21 138	0	209 598	140 679	-119 541	230 735	184 354	46 381
				2022	0	400 000	0	420 615	-63 523	357 092	238 959	118 133
			<b>Etudes voirie.</b>		<b>1 623 177</b>	<b>400 000</b>	<b>782 674</b>	<b>1 168 385</b>	<b>-439 040</b>	<b>1 512 019</b>	<b>759 142</b>	<b>752 878</b>
			Favoriser le développement économique et local	2007	5 737 935	0	1 061 222			1 061 222	266 458	794 763
				2008	1 078 382	0	1 200 701	1 000 000		2 200 701	27 419	2 173 282
				2009	700 000	0	456 913			456 913	0	456 913
				2010	243 263	0	704 218			704 218	1 738	702 480
				2011	0	0	6 200 000			6 200 000	0	6 200 000
				2003	0	0	30 841			30 841	0	30 841
				2013	0	0	926			926	0	926
				2014	933 283	0	143 891			143 891	9 829	134 061
				2016	0	0	2 249 510	97 000	-97 000	2 249 510	269 414	1 980 095
				2017	0	0	855 600			855 600	629 367	226 234
				2018	948 161	0	48 286			48 286	14 065	34 221
				2019	14 325 596	-7 200	882 912	1 182 416	-91 544	1 973 784	302 318	1 671 466
				2020	14 008 904	0	5 351 613	1 200 000		6 551 613	273 737	6 277 876
				2021	4 001 281	0	139 104			139 104	0	139 104
				2022	0	16 197 200	0	200 000		200 000	70 841	129 159
			<b>Favoriser le développement économique et local</b>		<b>41 976 807</b>	<b>16 190 000</b>	<b>19 325 736</b>	<b>3 679 416</b>	<b>-188 544</b>	<b>22 816 608</b>	<b>1 865 187</b>	<b>20 951 421</b>
			Paysage et environnement - Aménagement	2011	0	0	0			0	0	0
				2013	0	0	666			666	0	666
				2014	0	0	39 003	586	-10 000	29 589	680	28 909
				2019	466	0	77 902	45		77 947	2 719	75 229

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
				2020	392	0	83 311			83 311	16 841	66 470
				2021	36 229	0	311 228	57 414	-103 959	264 683	47 347	217 336
				2022	0	500 000	0	100 000		100 000	0	100 000
			<b>Paysage et environnement - Aménagement</b>		<b>37 087</b>	<b>500 000</b>	<b>512 109</b>	<b>158 046</b>	<b>-113 959</b>	<b>556 196</b>	<b>67 587</b>	<b>488 609</b>
			Raccorder les pôles.	2002	46 874	0	635 641		-3 242	632 399	55 874	576 526
				2021	7 600 000	0	54 982	600 000		654 982	2 138 581	-1 483 599
				2022	0	6 500 000	0	2 000 000		2 000 000	0	2 000 000
			<b>Raccorder les pôles.</b>		<b>7 646 874</b>	<b>6 500 000</b>	<b>690 624</b>	<b>2 600 000</b>	<b>-3 242</b>	<b>3 287 382</b>	<b>2 194 455</b>	<b>1 092 927</b>
			<b>Domaine Aménagement du réseau routier</b>		<b>84 085 356</b>	<b>102 497 499</b>	<b>43 894 121</b>	<b>75 811 434</b>	<b>-9 608 659</b>	<b>110 096 897</b>	<b>49 759 512</b>	<b>60 337 385</b>
		Entretien et exploitation du réseau routier	Aménagement extérieur des ARD	2020	6 652	0	82 862			82 862	68 361	14 501
				2021	259 163	0	183 510	398 291	-170 000	411 801	106 458	305 343
				2022	0	500 000	0	19 108		19 108	7 814	11 295
			<b>Aménagement extérieur des ARD</b>		<b>265 815</b>	<b>500 000</b>	<b>266 372</b>	<b>417 399</b>	<b>-170 000</b>	<b>513 771</b>	<b>182 632</b>	<b>331 139</b>
			Moyens du parc départemental	2013	0		0			0	0	0
				2014	0		0			0	0	0
				2018	0		0			0	0	0
				2019	0		0			0	0	0
				2020	0	-1	1		-1	0	0	0
				2021	0	0	1 147 265	5 219	-5 219	1 147 265	523 527	623 738
				2022	0	4 080 000	0	7 586 225	-3 506 225	4 080 000	2 204 969	1 875 031
			<b>Moyens du parc départemental</b>		<b>0</b>	<b>4 079 999</b>	<b>1 147 265</b>	<b>7 591 444</b>	<b>-3 511 445</b>	<b>5 227 265</b>	<b>2 728 496</b>	<b>2 498 769</b>
			Signalisation	2018	0	0	0			0	0	0
				2019	34	-34	0			0	0	0
				2020	0	0	4 522	234	-234	4 522	4 522	0
				2021	7 440	0	81 979	96 787	-89 347	89 419	86 111	3 308
				2022	0	4 056 800	0	2 987 424	-22 055	2 965 368	1 784 940	1 180 428
			<b>Signalisation</b>		<b>7 473</b>	<b>4 056 766</b>	<b>86 501</b>	<b>3 084 444</b>	<b>-111 636</b>	<b>3 059 309</b>	<b>1 875 573</b>	<b>1 183 736</b>
			<b>Domaine Entretien et exploitation du réseau routier</b>		<b>273 288</b>	<b>8 636 766</b>	<b>1 500 138</b>	<b>11 093 288</b>	<b>-3 793 081</b>	<b>8 800 345</b>	<b>4 786 701</b>	<b>4 013 644</b>
			<b>Politique Routes départementales</b>		<b>84 358 644</b>	<b>111 134 264</b>	<b>45 394 259</b>	<b>86 904 722</b>	<b>-13 401 740</b>	<b>118 897 242</b>	<b>54 546 212</b>	<b>64 351 029</b>
Sécurité		Sécurité des biens et des personnes	Incendie et secours	2021	6 848	0	58 153			58 153	9 867	48 286
				2022	0	4 680 000	0	4 600 000		4 600 000	4 600 000	0
			<b>Incendie et secours</b>		<b>6 848</b>	<b>4 680 000</b>	<b>58 153</b>	<b>4 600 000</b>		<b>4 658 153</b>	<b>4 609 867</b>	<b>48 286</b>
			Sécurité	2022	0	2 320 000	0	1 307 285	-51 117	1 256 168	99 973	1 156 194
			<b>Sécurité</b>		<b>0</b>	<b>2 320 000</b>	<b>0</b>	<b>1 307 285</b>	<b>-51 117</b>	<b>1 256 168</b>	<b>99 973</b>	<b>1 156 194</b>
			<b>Domaine Sécurité des biens et des personnes</b>		<b>6 848</b>	<b>7 000 000</b>	<b>58 153</b>	<b>5 907 285</b>	<b>-51 117</b>	<b>5 914 320</b>	<b>4 709 840</b>	<b>1 204 480</b>
			<b>Politique Sécurité</b>		<b>6 848</b>	<b>7 000 000</b>	<b>58 153</b>	<b>5 907 285</b>	<b>-51 117</b>	<b>5 914 320</b>	<b>4 709 840</b>	<b>1 204 480</b>
Transports		Transports publics	Infrastructures de transport	2014	761 188	0	46 791	278 736		325 527	280 773	44 754
				2015	8 808 790	0	5 297 402	3 968 285	-1 270 703	7 994 983	5 256 864	2 738 119
				2016	0	0	452 574			452 574	209 781	242 793
				2017	0	0	0			0	0	0
				2018	215 831	356 105	330 298			330 298	238 742	91 557
				2019	0	0	1 232 963	27 421	-627 421	632 963	359 226	273 738
				2020	22 787 087	-22 787 087	287 500			287 500	64 038	223 462
				2021	13 343 775	-4 715	0	299 060		299 060	0	299 060
				2022	0	34 587 087	0	0		0	0	0
			<b>Infrastructures de transport</b>		<b>45 916 671</b>	<b>12 151 390</b>	<b>7 647 529</b>	<b>4 573 502</b>	<b>-1 898 124</b>	<b>10 322 907</b>	<b>6 409 425</b>	<b>3 913 481</b>
			Plan de déplacement urbain.	2012	0	0	15 139			15 139	0	15 139
				2014	871	0	1			1	0	1
				2015	80 315	0	159 912			159 912	0	159 912
				2016	0	-7 145	129 035		-7 145	121 891	4 130	117 761
				2017	200 000	0	431 015	50 000		481 015	353 901	127 114
				2018	633	0	544 567			544 567	0	544 567
				2019	0	0	672 337	25 000	-25 000	672 337	138 642	533 696
				2020	500 000	0	100 000			100 000	0	100 000
				2021	500 000	0	172 500			172 500	7 014	165 486
				2022	0	500 000	0	0		0	0	0
			<b>Plan de déplacement urbain.</b>		<b>1 281 820</b>	<b>492 856</b>	<b>2 224 506</b>	<b>75 000</b>	<b>-32 145</b>	<b>2 267 362</b>	<b>503 687</b>	<b>1 763 675</b>
			Points d'arrêt	2016	919 241	0	20 322	44 163		64 485	56 372	8 113

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.	
				2019	34 547	-7 547	0	27 000		27 000	0	27 000	
			<b>Points d'arrêt</b>		<b>953 787</b>	<b>-7 547</b>	<b>20 322</b>	<b>71 163</b>		<b>91 485</b>	<b>56 372</b>	<b>35 113</b>	
			<b>Domaine Transports publics</b>		<b>48 152 278</b>	<b>12 636 699</b>	<b>9 892 357</b>	<b>4 719 665</b>	<b>-1 930 269</b>	<b>12 681 753</b>	<b>6 969 484</b>	<b>5 712 270</b>	
			<b>Politique Transports</b>		<b>48 152 278</b>	<b>12 636 699</b>	<b>9 892 357</b>	<b>4 719 665</b>	<b>-1 930 269</b>	<b>12 681 753</b>	<b>6 969 484</b>	<b>5 712 270</b>	
			<b>1 - Mission aménagement et développement du territoire</b>		<b>179 866 294</b>	<b>180 693 301</b>	<b>111 710 072</b>	<b>140 081 613</b>	<b>-19 470 192</b>	<b>232 321 493</b>	<b>94 992 901</b>	<b>137 328 593</b>	
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	2019	0		0			0	0	0	
				2020	2 054	-11 461	10 370	963	-10 370	963	0	963	
				2021	565	-4 402	34 449	433	-4 282	30 600	20 263	10 337	
				2022	0	38 500	0	38 104		38 104	521	37 583	
				<b>publics des Archives et valorisation des collections</b>	<b>2 619</b>	<b>22 637</b>	<b>44 819</b>	<b>39 500</b>	<b>-14 652</b>	<b>69 667</b>	<b>20 784</b>	<b>48 883</b>	
				<b>Domaine Archives</b>		<b>2 619</b>	<b>22 637</b>	<b>44 819</b>	<b>39 500</b>	<b>-14 652</b>	<b>69 667</b>	<b>20 784</b>	<b>48 883</b>
		Développement culturel	Actions culturelles.	2017	0	-3 241	3 241		-3 241	0	0	0	
				2020	0		18 493			18 493	18 493	0	
				2021	0	-302	11 428	302	-603	11 126	698	10 428	
				2022	74	0	241 324			241 324	116 126	125 198	
					0	200 000	0	149 756		149 756	0	149 756	
				<b>Actions culturelles.</b>	<b>74</b>	<b>196 457</b>	<b>274 486</b>	<b>150 058</b>	<b>-3 844</b>	<b>420 699</b>	<b>135 317</b>	<b>285 382</b>	
			Enseignement artistique et pratiques amateurs	2020	0	0	80 000			80 000	3 896	76 104	
				2021	66 000	-66 000	34 000			34 000	21 363	12 637	
				2022	0	50 000	0			0	0	0	
				<b>Enseignement artistique et pratiques amateurs</b>	<b>66 000</b>	<b>-16 000</b>	<b>114 000</b>			<b>114 000</b>	<b>25 259</b>	<b>88 741</b>	
				<b>Domaine Développement culturel</b>		<b>66 074</b>	<b>180 457</b>	<b>388 486</b>	<b>150 058</b>	<b>-3 844</b>	<b>534 699</b>	<b>160 576</b>	<b>374 124</b>
		Développement de la lecture publique	Autres - développement de la lecture publique	2020	0	0	0			0	0	0	
				2021	3 706	0	61 586	5 172	-1 466	65 292	65 227	65	
				2022	0	21 000	0	8 487	-30	8 457	4 583	3 874	
					<b>Autres - développement de la lecture publique</b>	<b>3 706</b>	<b>21 000</b>	<b>61 586</b>	<b>13 659</b>	<b>-1 496</b>	<b>73 749</b>	<b>69 810</b>	<b>3 938</b>
			Développement de l'offre documentaire	2021	0	-182	182			0	0	0	
				2022	0	60 000	0	66 610	-6 610	60 000	53 267	6 733	
					<b>Développement de l'offre documentaire</b>	<b>0</b>	<b>59 818</b>	<b>182</b>	<b>66 610</b>	<b>-6 792</b>	<b>60 000</b>	<b>53 267</b>	<b>6 733</b>
		Développement du réseau - Médiathèque		2014	0		0			0	0	0	
				2015	0		0			0	0	0	
2016	0			0	5 208			5 208	4 971	237			
2017	0			0	0			0	0	0			
2018	0			0	3 000			3 000	0	3 000			
2019	20			-20	582			582	582	0			
2020	19 458			-19 458	2 756			2 756	0	2 756			
2021	55 000			0	0	29 260		29 260	337	28 924			
2022	0			70 000	0	5 936		5 936	0	5 936			
		<b>Développement du réseau - Médiathèque</b>	<b>74 478</b>	<b>50 522</b>	<b>11 546</b>	<b>35 197</b>	<b>-6 792</b>	<b>46 743</b>	<b>5 890</b>	<b>40 853</b>			
		<b>Domaine Développement de la lecture publique</b>	<b>78 183</b>	<b>131 341</b>	<b>73 314</b>	<b>115 466</b>	<b>-8 288</b>	<b>180 492</b>	<b>128 967</b>	<b>51 525</b>			
Musées	Développement et valorisation des collections - musées	2019	0	0	0			0	0	0			
		2020	674 981	0	898 810	176 668	-378 142	697 337	0	697 337			
		2021	0	-519	519		-519	0	0	0			
		2022	0	263 100	0	96 820		96 820	65 631	31 189			
		2017	22 830	-26 039	17 026		-3 209	13 817	13 817	0			
		2018	73 184	-73 184	0			0	0	0			
		<b>opement et valorisation des collections - musées</b>	<b>770 995</b>	<b>163 358</b>	<b>916 355</b>	<b>273 488</b>	<b>-381 870</b>	<b>807 974</b>	<b>79 448</b>	<b>728 526</b>			
		<b>Domaine Musées</b>	<b>770 995</b>	<b>163 358</b>	<b>916 355</b>	<b>273 488</b>	<b>-381 870</b>	<b>807 974</b>	<b>79 448</b>	<b>728 526</b>			
Patrimoine	Antiquités et objets d'art	2017	0	1 441	0			0	0	0			
		2019	183	9 817	42 006			42 006	2 640	39 366			
		2020	0	0	48 531			48 531	35 598	12 933			
		2021	14 178	-14 178	45 242	3 574	-3 574	45 242	27 291	17 951			
		2022	0	60 000	0	31 679		31 679	0	31 679			
			<b>Antiquités et objets d'art</b>	<b>14 361</b>	<b>57 080</b>	<b>135 779</b>	<b>35 253</b>	<b>-3 574</b>	<b>167 458</b>	<b>65 529</b>	<b>101 929</b>		
Développement des publics du château de Blandv-les-Tours		2018	0	-87 243	98 792			11 549	3 486	8 063			
		2019	0	0	466 736			466 736	0	466 736			

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
				2020	0	-600	37 600		-600	37 000	37 000	0
				2021	0	-217 711	217 711		-217 711	0	0	0
				2022	0	400 000	0	91 041		91 041	77 523	13 518
			<b>ement des publics du château de Blandy-les-Tours</b>		<b>0</b>	<b>94 446</b>	<b>820 839</b>	<b>91 041</b>	<b>-305 554</b>	<b>606 326</b>	<b>118 009</b>	<b>488 317</b>
			Patrimoine monumental	2016	0	0	51 769			51 769	51 769	0
				2017	0	0	133 758			133 758	71 428	62 330
				2017	0	-4 778	4 778		-4 778	0	0	0
				2018	0	-3 017	82 230		-3 017	79 213	40 000	39 213
				2019	2 606	-8 681	279 588		-6 075	273 513	168 926	104 587
				2020	248 672	-248 672	981 093			981 093	284 802	696 291
				2021	33 927	-10 433	943 626			943 626	60 690	882 936
				2022	0	2 020 000	0	946 511		946 511	42 998	903 513
			<b>Patrimoine monumental</b>		<b>285 205</b>	<b>1 744 419</b>	<b>2 476 842</b>	<b>946 511</b>	<b>-13 870</b>	<b>3 409 483</b>	<b>720 612</b>	<b>2 688 871</b>
			Valorisation du patrimoine	2020	5 500	-5 500	0			0	0	0
				2021	5 500	-5 500	0			0	0	0
				2022	0	95 500	0	5 500		5 500	1 298	4 202
			<b>Valorisation du patrimoine</b>		<b>11 000</b>	<b>84 500</b>	<b>0</b>	<b>5 500</b>		<b>5 500</b>	<b>1 298</b>	<b>4 202</b>
			<b>Domaine Patrimoine</b>		<b>310 566</b>	<b>1 980 445</b>	<b>3 433 460</b>	<b>1 078 305</b>	<b>-322 998</b>	<b>4 188 767</b>	<b>905 448</b>	<b>3 283 318</b>
			<b>Politique Culture et patrimoine</b>		<b>1 228 437</b>	<b>2 478 238</b>	<b>4 856 434</b>	<b>1 656 816</b>	<b>-731 652</b>	<b>5 781 599</b>	<b>1 295 223</b>	<b>4 486 376</b>
Education formation	Bâtiments des collèges	Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires		2019	0		0			0	0	0
				2020	0		0			0	0	0
				2021	4 999	-9 999	5 000		-5 000	0	0	0
				2022	0	10 000	0	23 000	-16 000	7 000	4 884	2 116
			<b>Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires</b>		<b>4 999</b>	<b>1</b>	<b>5 000</b>	<b>23 000</b>	<b>-21 000</b>	<b>7 000</b>	<b>4 884</b>	<b>2 116</b>
			Constructions extensions réhabilitations	2002	0	0	90 778			90 778	38 106	52 672
				2005	0	-146 457	187 373	5 960	-152 419	40 915	18 534	22 381
				2007	0	-45 959	75 959		-45 959	30 000	0	30 000
				2008	0	0	328 569			328 569	18 375	310 194
				2009	0	-9 445	318 482		-9 445	309 037	15 157	293 880
				2010	0	-11 994	11 994		-11 994	0	0	0
				2011	0	0	545 309			545 309	6 282	539 027
				2012	0	-8 293	8 293		-8 293	0	0	0
				1996	1	0	0			0	0	0
				1997	1	0	0			0	0	0
				2013	0	0	87 918			87 918	2 006	85 911
				2014	95 000	0	3 099 553	425 000	-330 000	3 194 553	1 836 830	1 357 723
				2015	0	0	1 686 370			1 686 370	111 498	1 574 872
				2016	0	6 700 000	13 904 660	5 000 000	-300 000	18 604 660	2 647 200	15 957 460
				2017	0	-94 774	28 099 573	20 000	-114 774	28 004 800	17 455 812	10 548 987
				2018	0	1 699 489	16 931 041	700 000	-511	17 630 530	779 044	16 851 485
				2019	0	1 444 610	24 044 380	1 500 000	-55 390	25 488 991	1 893 079	23 595 911
				2020	2 500 000	13 040 600	32 466 864	13 101 000	-210 400	45 357 464	13 731 949	31 625 515
				2021	0	19 724 163	10 374 114	19 581 863	-207 700	29 748 277	12 182 868	17 565 409
				2022	0	21 169 774	0	48 250 000	-27 175 000	21 075 000	3 473 876	17 601 124
			<b>Constructions extensions réhabilitations</b>		<b>2 595 002</b>	<b>63 461 714</b>	<b>132 261 229</b>	<b>88 583 823</b>	<b>-28 621 884</b>	<b>192 223 168</b>	<b>54 210 616</b>	<b>138 012 552</b>
			Entretien et grosses réparations	2022	0	36 274 935	0	37 323 412	-3 184 770	34 138 642	10 504 675	23 633 967
				2005	0	-251 969	253 526		-251 969	1 557	1 557	0
				2007	0	0	0			0	0	0
				2009	0	0	52 405			52 405	34 042	18 363
				2011	0	0	70 607			70 607	51 979	18 629
				2013	0	-4 022	4 292		-4 022	270	0	270
				2014	0	-90 019	98 171	2 239	-92 257	8 152	2 239	5 913
				2015	0	-1 342	411 201	204 350	-205 692	409 860	265 284	144 576
				2016	0	0	539 913	36 984	-36 984	539 913	296 713	243 201
				2017	0	-590 107	2 327 850	70 135	-660 830	1 737 154	435 472	1 301 683
				2018	0	-249 313	3 530 871	51 241	-300 554	3 281 558	1 001 479	2 280 080
				2019	0	21 926	5 014 773	584 952	-584 952	5 014 773	1 254 034	3 760 739
				2020	228 815	-228 815	21 736 345	745 494	-745 494	21 736 345	4 880 523	16 855 822
				2021	44 000	-1 580 000	29 913 172	536 002	-2 116 002	28 333 172	7 698 857	20 634 315
			<b>Entretien et grosses réparations</b>		<b>272 815</b>	<b>33 301 274</b>	<b>63 953 127</b>	<b>39 554 809</b>	<b>-8 183 527</b>	<b>95 324 409</b>	<b>26 426 853</b>	<b>68 897 556</b>
			<b>Domaine Bâtiments des collèges</b>		<b>2 872 817</b>	<b>96 762 989</b>	<b>196 219 356</b>	<b>128 161 632</b>	<b>-36 826 411</b>	<b>287 554 577</b>	<b>80 642 353</b>	<b>206 912 224</b>



Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.		
		Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche.	2018	0		0			0	0	0		
				2020	2 000 088	0	0	4 000 000	-2 000 000	2 000 000	1 200 000	800 000		
			<b>Enseignement supérieur et recherche.</b>		<b>2 000 088</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 000 000</b>	<b>-2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>1 200 000</b>	<b>800 000</b>		
			<b>Domaine Enseignement supérieur et recherche</b>		<b>2 000 088</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 000 000</b>	<b>-2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>1 200 000</b>	<b>800 000</b>		
		Vie des collèges	Equipement et matériel TICE	2011	0	0	20 278			20 278	0	20 278		
				2015	450 000	0	385 707	198 598	-8 000	576 305	394 322	181 983		
				2016	366	-366	0			0	0	0		
				2017	0	-2 825	2 825		-2 825	0	0	0		
				2018	0	-17 514	69 770		-17 514	52 256	52 256	0		
				2019	0	0	0			0	0	0		
				2020	0	-408	962 677		-408	962 269	956 000	6 269		
				2021	667 772	-147 954	3 229 430		-238 892	2 990 538	2 154 014	836 524		
				2022	0	4 114 000	0	2 117 823	-423 302	1 694 521	1 460 029	234 493		
					<b>Equipement et matériel TICE</b>		<b>1 118 138</b>	<b>3 944 933</b>	<b>4 670 687</b>	<b>2 316 421</b>	<b>-690 941</b>	<b>6 296 167</b>	<b>5 016 621</b>	<b>1 279 546</b>
					Matériel et mobilier des collèges	2018	0	0	397			397	0	397
				2019		0	0	7 772			7 772	1 320	6 453	
				2020		0	-166	22 356		-2 991	19 365	9 617	9 748	
		2021	73 090	-52 966		517 515	23 524	-66 592	474 448	443 402	31 046			
		2022	0	1 805 000		0	1 629 339	-53 071	1 576 268	1 157 842	418 426			
			<b>Matériel et mobilier des collèges</b>		<b>73 090</b>	<b>1 751 868</b>	<b>548 040</b>	<b>1 652 863</b>	<b>-122 654</b>	<b>2 078 250</b>	<b>1 612 181</b>	<b>466 069</b>		
			Participation au budget des collèges privés	2020	50 000	-50 000	0			0	0	0		
		2022		0	1 626 000	0			0	0	0			
		2017		0	0	28 606			28 606	28 606	0			
		2018		0	0	0			0	0	0			
		2019		0	0	247 751			247 751	224 261	23 490			
			<b>Participation au budget des collèges privés</b>		<b>50 000</b>	<b>1 576 000</b>	<b>276 357</b>			<b>276 357</b>	<b>252 867</b>	<b>23 490</b>		
			Restauration scolaire	2020	88 000	-88 000	0			0	0	0		
		2021		22 217	-22 217	238 674	8 591	-8 591	238 674	238 674	0			
		2022		0	1 845 000	0	1 550 519	-3 288	1 547 231	1 416 063	131 169			
			<b>Restauration scolaire</b>		<b>110 217</b>	<b>1 734 783</b>	<b>238 674</b>	<b>1 559 110</b>	<b>-11 879</b>	<b>1 785 905</b>	<b>1 654 736</b>	<b>131 169</b>		
			<b>Domaine Vie des collèges</b>		<b>1 351 445</b>	<b>9 007 584</b>	<b>5 733 758</b>	<b>5 528 394</b>	<b>-825 474</b>	<b>10 436 679</b>	<b>8 536 405</b>	<b>1 900 274</b>		
			<b>Politique Education formation</b>		<b>6 224 350</b>	<b>105 770 573</b>	<b>201 953 114</b>	<b>137 690 027</b>	<b>-39 651 885</b>	<b>299 991 256</b>	<b>90 378 758</b>	<b>209 612 498</b>		
	Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	2017	0	0	0			0	0	0		
				2018	0	0	0			0	0	0		
				2019	0	0	1 952 841	1 190 000	-1 190 000	1 952 841	0	1 952 841		
				2020	11	-11	1 985 772		-4 458	1 981 314	177 915	1 803 399		
				2021	53 593	0	941 907	15 000	-1 436	955 471	23 564	931 907		
				2022	0	1 872 930	0	1 730 430		1 730 430	538 852	1 191 578		
					<b>Equipements sportifs</b>		<b>53 604</b>	<b>1 872 919</b>	<b>4 880 520</b>	<b>2 935 430</b>	<b>-1 195 894</b>	<b>6 620 056</b>	<b>740 331</b>	<b>5 879 725</b>
					Sport nature	Sport nature	2020	0	0			0	0	0
							<b>Sport nature</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
						<b>Domaine Activités sportives</b>		<b>53 604</b>	<b>1 872 919</b>	<b>4 880 520</b>	<b>2 935 430</b>	<b>-1 195 894</b>	<b>6 620 056</b>	<b>740 331</b>
			<b>Politique Jeunesse, sports et loisirs</b>		<b>53 604</b>	<b>1 872 919</b>	<b>4 880 520</b>	<b>2 935 430</b>	<b>-1 195 894</b>	<b>6 620 056</b>	<b>740 331</b>	<b>5 879 725</b>		
			<b>2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif</b>		<b>7 506 391</b>	<b>110 121 730</b>	<b>211 690 069</b>	<b>142 282 273</b>	<b>-41 579 431</b>	<b>312 392 911</b>	<b>92 414 312</b>	<b>219 978 599</b>		
3 - Mission solidarité	Habitat	Développement et amélioration de l'offre de logement	Développement et amélioration de l'offre du parc privé	2017	0	0	34 373			34 373	0	34 373		
				2018	0	0	16 956			16 956	0	16 956		
				2019	0	0	12 872			12 872	12 872	0		
				2020	0	0	45 629			45 629	0	45 629		
				2021	156 148	-156 148	22 124			22 124	14 735	7 390		
				2022	0	250 000	0	79 953		79 953	63 119	16 834		
					<b>Développement et amélioration de l'offre du parc privé</b>		<b>156 148</b>	<b>93 852</b>	<b>131 953</b>	<b>79 953</b>		<b>211 906</b>	<b>90 726</b>	<b>121 181</b>
					Développement et amélioration de l'offre du parc social	2018	0	-18 420	18 420		-18 420	0	0	0
				2020		0	0	0			0	0	0	
				2021		10 000	-10 000	8 380			8 380	0	8 380	
2022	0	30 000	0				0	0	0					
	<b>Développement et amélioration de l'offre du parc social</b>		<b>10 000</b>	<b>1 580</b>	<b>26 800</b>		<b>-18 420</b>	<b>8 380</b>	<b>0</b>	<b>8 380</b>				

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.	
		<b>Domaine Développement et amélioration de l'offre de logement</b>			<b>166 148</b>	<b>95 432</b>	<b>158 753</b>	<b>79 953</b>	<b>-18 420</b>	<b>220 286</b>	<b>90 726</b>	<b>129 561</b>	
		Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	2009	0	0	64 400			64 400	0	64 400	
				2010	0	0	0			0	0	0	0
				2007	0	0	69 000			69 000	0	0	69 000
				2018	0	0	0			0	0	0	0
				2019	0	0	0			0	0	0	0
				2020	0	0	0			0	0	0	0
				2021	53 000	-53 000	92 000			92 000	0	0	92 000
				2022	0	230 000	0		69 000	69 000	0	0	69 000
		<b>Actions d'insertion par le logement</b>			<b>53 000</b>	<b>177 000</b>	<b>225 400</b>	<b>69 000</b>		<b>294 400</b>	<b>0</b>	<b>294 400</b>	
		<b>Domaine Insertion par le logement</b>			<b>53 000</b>	<b>177 000</b>	<b>225 400</b>	<b>69 000</b>		<b>294 400</b>	<b>0</b>	<b>294 400</b>	
		<b>Politique Habitat</b>			<b>219 148</b>	<b>272 432</b>	<b>384 153</b>	<b>148 953</b>	<b>-18 420</b>	<b>514 686</b>	<b>90 726</b>	<b>423 961</b>	
Personnes âgées	Hébergement des personnes âgées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées	2022	0	774 000	0				0	0	0	
			2017	0	0	202 500			202 500	0	0	202 500	
			2018	0	0	1 040 000			1 040 000	0	0	1 040 000	
			2019	0	0	1 000 000			1 000 000	1 000 000	0	0	
			2020	0	0	735 000			735 000	735 000	0	0	
			2021	2 125 000	-725 000	332 700			332 700	235 500	0	0	97 200
			<b>bergement en établissement des personnes âgées</b>				<b>2 125 000</b>	<b>49 000</b>	<b>3 310 200</b>			<b>3 310 200</b>	<b>1 970 500</b>
		<b>Domaine Hébergement des personnes âgées</b>			<b>2 125 000</b>	<b>49 000</b>	<b>3 310 200</b>			<b>3 310 200</b>	<b>1 970 500</b>	<b>1 339 700</b>	
		<b>Politique Personnes âgées</b>			<b>2 125 000</b>	<b>49 000</b>	<b>3 310 200</b>			<b>3 310 200</b>	<b>1 970 500</b>	<b>1 339 700</b>	
Personnes handicapées	Hébergement des personnes handicapées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées	2019	0	0	675 000				675 000	0	675 000	
			2021	75 000	0	0			0	0	0	0	
			2022	0	46 500	0			0	0	0	0	
			<b>nement en établissement des personnes handicapées</b>				<b>75 000</b>	<b>46 500</b>	<b>675 000</b>			<b>675 000</b>	<b>0</b>
		<b>Domaine Hébergement des personnes handicapées</b>			<b>75 000</b>	<b>46 500</b>	<b>675 000</b>			<b>675 000</b>	<b>0</b>	<b>675 000</b>	
	Maintien à domicile des personnes	Maison Départementale des Personnes Handicapées	2012	917 490	0	0				0	0	0	
			<b>Maison Départementale des Personnes Handicapées</b>			<b>917 490</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
		<b>Domaine Maintien à domicile des personnes handicapées</b>			<b>917 490</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
		<b>Politique Personnes handicapées</b>			<b>992 490</b>	<b>46 500</b>	<b>675 000</b>			<b>675 000</b>	<b>0</b>	<b>675 000</b>	
Santé publique	Santé publique	Démographie médicale	2019	0	0	0				0	0	0	
			2020	22 800	0	165 271			165 271	0	0	165 271	
			2022	0	1 000 000	0			0	0	0	0	
			<b>Démographie médicale</b>				<b>22 800</b>	<b>1 000 000</b>	<b>165 271</b>			<b>165 271</b>	<b>0</b>
		<b>Domaine Santé publique</b>			<b>22 800</b>	<b>1 000 000</b>	<b>165 271</b>			<b>165 271</b>	<b>0</b>	<b>165 271</b>	
		<b>Politique Santé publique</b>			<b>22 800</b>	<b>1 000 000</b>	<b>165 271</b>			<b>165 271</b>	<b>0</b>	<b>165 271</b>	
<b>3 - Mission solidarité</b>					<b>3 359 438</b>	<b>1 367 932</b>	<b>4 534 624</b>	<b>148 953</b>	<b>-18 420</b>	<b>4 665 157</b>	<b>2 061 226</b>	<b>2 603 931</b>	
4 - Mission fonctionnelle	Conduite des politiques départementales	Communication	Développement des services et usages	2017	0	0	0			0	0	0	
				2019	0	0	0			0	0	0	
				2020	0	0	111 011		-61 011	50 000	50 000	0	0
				<b>Développement des services et usages</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>111 011</b>		<b>-61 011</b>	<b>50 000</b>
		<b>Domaine Communication</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>111 011</b>		<b>-61 011</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	
		<b>Politique Conduite des politiques départementales</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>111 011</b>		<b>-61 011</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	
Direction et animation de l'action départementale	Finances	Autres opérations financières	2021	1 999 990	-1 999 990	0				0	0	0	
			<b>Autres opérations financières</b>			<b>1 999 990</b>	<b>-1 999 990</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			Dépenses/Recettes d'investissement.	2021	0	0	0			0	0	0	0
				2022	0	18 255 000	0			0	18 255 000	0	0
<b>Dépenses/Recettes d'investissement.</b>				<b>0</b>	<b>18 255 000</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>18 255 000</b>	<b>-18 255 000</b>		
		<b>Domaine Finances</b>			<b>1 999 990</b>	<b>16 255 010</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>18 255 000</b>	<b>-18 255 000</b>	
		<b>Politique Direction et animation de l'action départementale</b>			<b>1 999 990</b>	<b>16 255 010</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>18 255 000</b>	<b>-18 255 000</b>	
Moyens généraux	Bâtiments	Culture et patrimoine - construction	2020	0	-200 000	659 916			-200 000	459 916	307 726	152 190	

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
		départementaux	<b>Culture et patrimoine - construction</b>		<b>0</b>	<b>-200 000</b>	<b>659 916</b>		<b>-200 000</b>	<b>459 916</b>	<b>307 726</b>	<b>152 190</b>
			Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations	2013	0	0	0			0	0	0
				2015	0	0	0		0	0	0	0
				2016	0	-18 107	18 107		-18 107	0	0	0
				2018	0	250 000	242 486			242 486	4 784	237 702
				2019	0	0	119 959			119 959	33 774	86 185
				2020	0	0	243 682			243 682	18 535	225 147
				2021	0	0	573 078	10 032	-10 032	573 078	132 090	440 988
				2022	0	613 107	0	595 000		595 000	128 659	466 341
			<b>re et patrimoine - entretien et grosses réparations</b>		<b>0</b>	<b>845 000</b>	<b>1 197 311</b>	<b>605 032</b>	<b>-28 139</b>	<b>1 774 205</b>	<b>317 841</b>	<b>1 456 364</b>
			Services départementaux - construction	2019	0	-97 823	268 651	625	-98 448	170 828	20 828	150 000
				2020	0	173 743	239 618	173 743		413 361	7 238	406 123
				2021	0	15 000 000	19 236 477	15 000 000		34 236 477	3 176	34 233 301
				2022	0	7 300	0	15 100 000	-15 092 700	7 300	4 000	3 300
			<b>Services départementaux - construction</b>		<b>0</b>	<b>15 083 219</b>	<b>19 744 746</b>	<b>30 274 368</b>	<b>-15 191 148</b>	<b>34 827 965</b>	<b>35 242</b>	<b>34 792 723</b>
			Services départementaux - entretien et grosses réparations	2013	0	0	0			0	0	0
				2014	0	0	180 950	99 491	-99 491	180 950	0	180 950
				2015	0	-12 283	348 610	150 182	-162 465	336 327	56 396	279 931
				2016	0	700 000	3 913 636	23 474	-23 474	3 913 636	987 603	2 926 033
				2017	0	22 807	687 650	102 178	-79 371	710 457	362 148	348 309
				2018	0	0	181 711	21 670	-21 670	181 711	19 186	162 525
				2019	0	-416 474	1 638 342	177 953	-594 427	1 221 868	122 920	1 098 948
				2020	0	0	877 053	1 034	-1 034	877 053	177 923	699 130
				2021	1	-100 657	1 059 781	7 353	-108 009	959 125	463 715	495 410
				2021	0	-43 602	73 604	6 536	-50 138	30 002	26 842	3 160
				2021	0	0	140 317			140 317	33 109	107 208
				2022	0	2 915 040	0	3 296 139	-707 057	2 589 082	372 724	2 216 358
			<b>départementaux - entretien et grosses réparations</b>		<b>1</b>	<b>3 064 831</b>	<b>9 101 654</b>	<b>3 886 009</b>	<b>-1 847 135</b>	<b>11 140 529</b>	<b>2 622 567</b>	<b>8 517 962</b>
			Solidarité - construction	2014	0	0	314 752			314 752	0	314 752
				2018	0	0	0			0	0	0
				2019	0	-566 419	807 621		-566 419	241 202	0	241 202
				2020	0	0	13 859 590			13 859 590	481 282	13 378 309
				2021	0	-38 500	387 314		-38 500	348 814	245 099	103 715
				2022	0	1 500 000	0	1 500 000		1 500 000	43 808	1 456 192
			<b>Solidarité - construction</b>		<b>0</b>	<b>895 082</b>	<b>15 369 277</b>	<b>1 500 000</b>	<b>-604 919</b>	<b>16 264 358</b>	<b>770 189</b>	<b>15 494 170</b>
			Solidarité - entretien et grosses réparations	2013	0	0	0			0	0	0
				2015	0	0	0			0	0	0
				2016	0	0	132 644			132 644	66 074	66 570
				2017	0	-4 951	97 155		-4 951	92 204	6 572	85 632
				2018	0	0	146 613	622	-622	146 613	30 180	116 434
				2019	155 000	-172 920	581 147		-17 920	563 228	313 185	250 042
				2020	0	0	810 814	37 933	-37 938	810 809	296 564	514 245
				2021	0	17 920	1 185 090	85 823	-67 903	1 203 010	369 429	833 581
				2022	0	1 474 496	0	1 475 177	-4 677	1 470 500	482 596	987 904
			<b>Solidarité - entretien et grosses réparations</b>		<b>155 000</b>	<b>1 314 545</b>	<b>2 953 464</b>	<b>1 599 555</b>	<b>-134 011</b>	<b>4 419 008</b>	<b>1 564 600</b>	<b>2 854 408</b>
			Voirie - construction	2017	0	-1 825 832	1 887 073		-1 825 832	61 242	9 296	51 946
				2019	0	-723 213	1 207 504		-723 213	484 291	32 582	451 709
				2020	0	-852 367	852 367		-852 367	0	0	0
				2021	0	-255 671	984 271		-255 671	728 600	23 281	705 319
				2022	0	5 157 082	0	5 157 082		5 157 082	61 242	5 095 840
			<b>Voirie - construction</b>		<b>0</b>	<b>1 500 000</b>	<b>4 931 215</b>	<b>5 157 082</b>	<b>-3 657 082</b>	<b>6 431 215</b>	<b>126 402</b>	<b>6 304 813</b>
			Voirie - entretien et grosses réparations	2014	0	0	0			0	0	0
				2015	0	-14 089	14 089		-14 089	0	0	0
				2016	0	0	23 361			23 361	0	23 361
				2017	0	0	188 080	422	-422	188 080	0	188 080
				2018	0	0	97 807	5 530	-5 530	97 807	4 819	92 988
				2019	0	0	663 287	837	-837	663 287	202 045	461 242
				2020	0	0	461 093	629	-629	461 093	59 791	401 302
				2021	0	14 089	1 011 804	16 925	-2 837	1 025 893	94 182	931 711
				2022	0	849 875	0	800 575	-700	799 875	98 481	701 394
			<b>Voirie - entretien et grosses réparations</b>		<b>0</b>	<b>849 875</b>	<b>2 459 520</b>	<b>824 918</b>	<b>-25 043</b>	<b>3 259 395</b>	<b>459 318</b>	<b>2 800 077</b>

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectés dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectés restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.	
		<b>Domaine Bâtiments départementaux</b>			<b>155 001</b>	<b>23 352 552</b>	<b>56 417 104</b>	<b>43 846 964</b>	<b>-21 687 477</b>	<b>78 576 590</b>	<b>6 203 884</b>	<b>72 372 707</b>	
		Etude et prévention du risque	Assurances et sinistres	2020	0	0	0	0	0	0	0	0	
				2021	0	-24 805	24 805	-24 805	0	0	0	0	
				2022	0	27 000	0	27 000	27 000	27 000	8 122	18 878	
				<b>Assurances et sinistres</b>	<b>0</b>	<b>2 195</b>	<b>24 805</b>	<b>27 000</b>	<b>-24 805</b>	<b>27 000</b>	<b>8 122</b>	<b>18 878</b>	
		<b>Domaine Etude et prévention du risque</b>			<b>0</b>	<b>2 195</b>	<b>24 805</b>	<b>27 000</b>	<b>-24 805</b>	<b>27 000</b>	<b>8 122</b>	<b>18 878</b>	
		Gestion du patrimoine immobilier	Services départementaux - acquisitions et cessions	2019	1 965 760	0	0	3 000	0	3 000	0	3 000	
				2021	0	-22	22	-22	0	0	0		
			<b>ervices départementaux - acquisitions et cessions</b>	<b>1 965 760</b>	<b>-22</b>	<b>22</b>	<b>3 000</b>	<b>-22</b>	<b>3 000</b>	<b>0</b>	<b>3 000</b>		
			Solidarité - acquisitions et cessions	2018	3 000 000	0	0	0	0	0	0	0	
				2020	500 000	50 000	0	0	0	533 775	-533 775		
			<b>Solidarité - acquisitions et cessions</b>	<b>3 500 000</b>	<b>50 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>533 775</b>	<b>-533 775</b>		
			Voirie - acquisitions et cessions	2018	0	0	0	0	0	0	0	0	
			<b>Voirie - acquisitions et cessions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
		<b>Domaine Gestion du patrimoine immobilier</b>			<b>5 465 760</b>	<b>49 978</b>	<b>22</b>	<b>3 000</b>	<b>-22</b>	<b>3 000</b>	<b>533 775</b>	<b>-530 775</b>	
		Logistique	Gestion de la flotte des véhicules	2022	0	1 670 000	0	1 701 600	-31 600	1 670 000	83 365	1 586 635	
				2019	0	-1 095	1 095	-1 095	0	0	0		
				2020	0	-4 663	71 244	-4 663	66 582	66 582	0		
				2021	0	0	461 093	0	461 093	326 934	134 160		
				<b>Gestion de la flotte des véhicules</b>	<b>0</b>	<b>1 664 242</b>	<b>533 433</b>	<b>1 701 600</b>	<b>-37 358</b>	<b>2 197 675</b>	<b>476 880</b>	<b>1 720 795</b>	
		Matériel et mobilier		2018	26	-1 411	2 227	-1 385	843	0	843		
				2019	0	-8 647	65 681	408	-9 055	57 033	43 261	13 772	
				2020	1 863	-4 668	8 516	2 712	-5 517	5 711	2 891	2 820	
				2021	0	-634	151 887	994	-1 629	151 253	144 071	7 182	
				2022	0	635 000	0	564 150	-79 150	485 000	254 464	230 536	
		<b>Matériel et mobilier</b>	<b>1 890</b>	<b>619 639</b>	<b>228 311</b>	<b>568 264</b>	<b>-96 735</b>	<b>699 840</b>	<b>444 686</b>	<b>255 154</b>			
		<b>Domaine Logistique</b>			<b>1 890</b>	<b>2 283 882</b>	<b>761 743</b>	<b>2 269 864</b>	<b>-134 093</b>	<b>2 897 515</b>	<b>921 565</b>	<b>1 975 949</b>	
		Système d'information	Etudes et solutions logicielles	2017	1 838	-2 378	551 751	-346 961	204 790	96 863	107 927		
				2020	0	0	63 652	63 652	0	0	0		
				2021	22 500	-28 384	647 138	22 500	-154 446	515 192	165 374	349 818	
				2022	0	2 808 384	0	3 172 515	-392 131	2 780 384	1 056 147	1 724 237	
			<b>Etudes et solutions logicielles</b>	<b>24 338</b>	<b>2 777 622</b>	<b>1 262 541</b>	<b>3 195 015</b>	<b>-893 539</b>	<b>3 564 018</b>	<b>1 382 036</b>	<b>2 181 982</b>		
			Infrastructures		2017	0	0	133 655	0	133 655	34 940	98 715	
					2018	0	-540	540	-540	0	0	0	
					2019	696	-696	0	0	0	0	0	
					2020	0	-315	120 315	-315	120 000	57 267	62 733	
					2021	0	656 318	444 990	175 000	-48 508	571 481	386 723	184 759
		2022	0	1 382 000	0	1 382 000	-192 000	1 190 000	766 457	423 543			
		<b>Infrastructures</b>	<b>696</b>	<b>2 036 767</b>	<b>699 500</b>	<b>1 557 000</b>	<b>-241 363</b>	<b>2 015 137</b>	<b>1 245 387</b>	<b>769 750</b>			
		Matériels et logiciels clients		2019	0	0	0	0	0	0	0		
				2020	0	-836	836	-836	0	0	0		
				2021	3 458	-9 277	33 845	-5 819	28 027	26 990	1 036		
				2022	0	2 594 703	0	2 039 250	-10 000	2 029 250	1 364 696	664 554	
		<b>Matériels et logiciels clients</b>	<b>3 458</b>	<b>2 584 590</b>	<b>34 681</b>	<b>2 039 250</b>	<b>-16 655</b>	<b>2 057 277</b>	<b>1 391 687</b>	<b>665 590</b>			
		<b>Domaine Système d'information</b>			<b>28 492</b>	<b>7 398 979</b>	<b>1 996 723</b>	<b>6 791 265</b>	<b>-1 151 557</b>	<b>7 636 431</b>	<b>4 019 109</b>	<b>3 617 322</b>	
		<b>Politique Moyens généraux</b>			<b>5 651 143</b>	<b>33 087 585</b>	<b>59 200 398</b>	<b>52 938 093</b>	<b>-22 997 955</b>	<b>89 140 537</b>	<b>11 686 456</b>	<b>77 454 081</b>	
	Ressources humaines	Santé, actions sociales, relations sociales	Santé	2018	0	0	0	0	0	0	0	0	
					2020	0	0	0	0	0	0	0	
					2021	0	-53 651	58 540	-53 651	4 889	4 889	0	
					2022	0	141 324	0	140 167	-24 000	116 167	32 220	83 947
					<b>Santé</b>	<b>0</b>	<b>87 673</b>	<b>58 540</b>	<b>140 167</b>	<b>-77 651</b>	<b>121 056</b>	<b>37 109</b>	<b>83 947</b>
		<b>Domaine Santé, actions sociales, relations sociales</b>			<b>0</b>	<b>87 673</b>	<b>58 540</b>	<b>140 167</b>	<b>-77 651</b>	<b>121 056</b>	<b>37 109</b>	<b>83 947</b>	
		<b>Politique Ressources humaines</b>			<b>0</b>	<b>87 673</b>	<b>58 540</b>	<b>140 167</b>	<b>-77 651</b>	<b>121 056</b>	<b>37 109</b>	<b>83 947</b>	
		<b>4 - Mission fonctionnelle</b>			<b>7 651 133</b>	<b>49 430 268</b>	<b>59 369 948</b>	<b>53 078 260</b>	<b>-23 136 616</b>	<b>89 311 592</b>	<b>30 028 564</b>	<b>59 283 028</b>	

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votés dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
				Somme :	198 383 256	341 613 231	387 304 713	335 591 099	-84 204 659	638 691 153	219 497 002	419 194 151

**CA 2022 - Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations d'Engagement et des crédits de paiement afférents (investissement)**

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AE disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AE affectées dans l'année	AE affectées annulées dans l'année	Stock d'AE affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc.		
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	2019	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00		
				2021	70 000,00	-35 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00			
		<b>Domaine Agriculture</b>				<b>70 000,00</b>	<b>-35 000,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
		Développement local	Aménagement, urbanisme et prospective	2019	7 440,00	-7 440,00	0,00		0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
				2020	33 756,00	-104 373,00	111 208,80	30 991,80	-101 608,80	40 591,80	40 591,80	0,00	0,00	0,00
				2021	95 000,00	-95 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				2022	0,00	150 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
			Contrats intercommunaux	2020	400,00	-400,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				2021	50 000,00	-50 000,00	50 000,00			50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	0,00
				2022	0,00	100 000,00	0,00	74 000,00		74 000,00	24 000,00	50 000,00	24 000,00	50 000,00
	Soutien au développement local - divers	2018	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
	<b>Domaine Développement local</b>				<b>186 596,00</b>	<b>-7 213,00</b>	<b>161 208,80</b>	<b>104 991,80</b>	<b>-101 608,80</b>	<b>164 591,80</b>	<b>114 591,80</b>	<b>50 000,00</b>		
	<b>Politique Développement territorial</b>				<b>256 596,00</b>	<b>-42 213,00</b>	<b>161 208,80</b>	<b>104 991,80</b>	<b>-101 608,80</b>	<b>164 591,80</b>	<b>114 591,80</b>	<b>50 000,00</b>		
	Protection de l'environnement	Eau	Cours d'eau	2019	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	
				2020	8 548,60	-16 735,80	23 549,06		-8 187,20	15 361,86	15 361,86	0,00	0,00	
				2021	200 309,72	-39 134,00	142 475,70	85 495,00	-8 829,36	219 141,34	145 847,24	73 294,10	73 294,10	
				2022	0,00	245 000,00	0,00	116 642,00	-36 547,00	80 095,00	0,00	80 095,00	0,00	
				2019	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	
		<b>Domaine Eau</b>				<b>208 858,32</b>	<b>189 130,20</b>	<b>166 024,76</b>	<b>202 137,00</b>	<b>-53 563,56</b>	<b>314 598,20</b>	<b>161 209,10</b>	<b>153 389,10</b>	
		Environnement	Environnement et développement durable	Espaces naturels sensibles - autres	2020	40 000,00	-20 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00
					2020	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00	0,00
					2021	13 973,00	-13 973,00	3 201,00			3 201,00	1 780,00	1 421,00	1 421,00
					2022	0,00	20 000,00	0,00	8 281,00		8 281,00	1 566,00	6 715,00	6 715,00
	Espaces naturels sensibles - Département		2015	5 000,00	-5 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00		
	<b>Domaine Environnement</b>				<b>58 973,00</b>	<b>-18 973,00</b>	<b>3 201,00</b>	<b>8 281,00</b>	<b>-53 563,56</b>	<b>11 482,00</b>	<b>3 346,00</b>	<b>8 136,00</b>		
	<b>Politique Protection de l'environnement</b>				<b>267 831,32</b>	<b>170 157,20</b>	<b>169 225,76</b>	<b>210 418,00</b>	<b>-53 563,56</b>	<b>326 080,20</b>	<b>164 555,10</b>	<b>161 525,10</b>		
	Routes départementales	Aménagement du	Acquisitions foncières.	2014	45 888,23	-45 888,23	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Domaine Aménagement du réseau routier</b>					<b>45 888,23</b>	<b>-45 888,23</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			
<b>Politique Routes départementales</b>				<b>45 888,23</b>	<b>-45 888,23</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>				
Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Opérations de sensibilisation à la sécurité routière	2019	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00		
			2020	32 619,41	-32 619,41	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00		
			2021	47 600,00	0,00	0,00	47 600,00		47 600,00	35 294,00	12 306,00	12 306,00		
			2022	0,00	47 600,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00		
			<b>Domaine Sécurité des biens et des personnes</b>				<b>80 219,41</b>	<b>14 980,59</b>	<b>0,00</b>	<b>47 600,00</b>	<b>47 600,00</b>	<b>35 294,00</b>	<b>12 306,00</b>	
<b>Politique Sécurité</b>				<b>80 219,41</b>	<b>14 980,59</b>	<b>0,00</b>	<b>47 600,00</b>	<b>47 600,00</b>	<b>35 294,00</b>	<b>12 306,00</b>				
Transports	Transports publics	Etudes	2016	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00	0,00		
			2020	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00	0,00		
			2022	0,00	105 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00		
		Infrastructures de transport	2015	606 710,60	0,00	11 369,10	74 095,77	-30 464,87	55 000,00	24 875,61	30 124,39	30 124,39		
			2017	0,00	0,00	12 475,00			12 475,00	1 825,00	10 650,00	10 650,00		
			2020	86 000,00	-10 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00		
			2021	75 000,00	15 000,00	0,00	50 000,00		50 000,00	31 050,00	18 950,00	18 950,00		
		PAM77	2017	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
			2021	224 748,86	0,00	4 966,10	60 048,00	-19 990,10	45 024,00	37 350,50	7 673,50	7 673,50		
		Titres Améthvste et autres	2020	40 066,00	-164,00	-39 902,00	39 902,00		0,00	0,00	0,00	0,00		
	<b>Domaine Transports publics</b>				<b>1 032 525,46</b>	<b>109 836,00</b>	<b>-11 091,80</b>	<b>224 045,77</b>	<b>-50 454,97</b>	<b>162 499,00</b>	<b>95 101,11</b>	<b>67 397,89</b>		
	Transports scolaires	Transport scolaire	2017	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00	0,00		
			2021	121 532,00	0,00	0,00	31 532,00		31 532,00	31 532,00	0,00	0,00		
		Transport scolaire des élèves et étudiants handicapés	2017	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00	0,00		
			2021	195 632,00	0,00	0,00	50 000,00		50 000,00	23 812,00	26 188,00	26 188,00		
<b>Domaine Transports scolaires</b>				<b>317 164,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>81 532,00</b>	<b>81 532,00</b>	<b>55 344,00</b>	<b>26 188,00</b>				
<b>Politique Transports</b>				<b>1 349 689,46</b>	<b>109 836,00</b>	<b>-11 091,80</b>	<b>305 577,77</b>	<b>-50 454,97</b>	<b>244 031,00</b>	<b>150 445,11</b>	<b>93 585,89</b>			
<b>1 - Mission aménagement et développement du territoire</b>					<b>2 000 224,42</b>	<b>206 872,56</b>	<b>319 342,76</b>	<b>668 587,57</b>	<b>-205 627,33</b>	<b>782 303,00</b>	<b>464 886,01</b>	<b>317 416,99</b>		

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AE disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AE affectées dans l'année	AE affectées annulées dans l'année	Stock d'AE affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc.	
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Développement	Actions culturelles.	2022	0,00	500 000,00	0,00	49 300,00		49 300,00	49 300,00	0,00	
			<b>Domaine Développement culturel</b>		<b>0,00</b>	<b>500 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>49 300,00</b>		<b>49 300,00</b>	<b>49 300,00</b>	<b>49 300,00</b>	<b>0,00</b>
		Patrimoine	Développement des publics du château de	2022	0,00	395 736,00	0,00	192 801,20		192 801,20	192 801,20	192 801,20	0,00
			<b>Domaine Patrimoine</b>		<b>0,00</b>	<b>395 736,00</b>	<b>0,00</b>	<b>192 801,20</b>		<b>192 801,20</b>	<b>192 801,20</b>	<b>192 801,20</b>	<b>0,00</b>
			<b>Politique Culture et patrimoine</b>		<b>0,00</b>	<b>895 736,00</b>	<b>0,00</b>	<b>242 101,20</b>		<b>242 101,20</b>	<b>242 101,20</b>	<b>242 101,20</b>	<b>0,00</b>
	Education formation	Action éducative et appui à la scolarité	Projets éducatifs: actions en faveur de la jeunesse seine-et-marnaise		2018	20 000,00	0,00	0,00			0,00	20 000,00	-20 000,00
					2022	0,00	1 657 053,50	0,00	366 684,62	-2 760,00	363 924,62	486 406,82	-122 482,20
			<b>Domaine Action éducative et appui à la scolarité</b>		<b>20 000,00</b>	<b>1 657 053,50</b>	<b>0,00</b>	<b>366 684,62</b>	<b>-2 760,00</b>	<b>363 924,62</b>	<b>506 406,82</b>	<b>506 406,82</b>	<b>-142 482,20</b>
		Enseignement supérieur et recherche.		2021	0,00	0,00	200 000,00				200 000,00	50 000,00	150 000,00
				2022	0,00	250 000,00	0,00				0,00	50 000,00	-50 000,00
		<b>Domaine Enseignement supérieur et recherche</b>		<b>0,00</b>	<b>250 000,00</b>	<b>200 000,00</b>				<b>200 000,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>100 000,00</b>
	Vie des collègues	Autres - vie des collègues		2018	169 936,58	243 717,58	0,00	245 414,16	-4 500,00	240 914,16	273 646,16	273 646,16	-32 732,00
				2022	0,00	550 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00
		<b>Domaine Vie des collègues</b>		<b>169 936,58</b>	<b>793 717,58</b>	<b>0,00</b>	<b>245 414,16</b>	<b>-4 500,00</b>	<b>240 914,16</b>	<b>273 646,16</b>	<b>273 646,16</b>	<b>273 646,16</b>	<b>-32 732,00</b>
		<b>Politique Education formation</b>		<b>189 936,58</b>	<b>2 700 771,08</b>	<b>200 000,00</b>	<b>612 098,78</b>	<b>-7 260,00</b>	<b>804 838,78</b>	<b>880 052,98</b>	<b>880 052,98</b>	<b>-75 214,20</b>	
Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Autres - activités sportives		2022	0,00	450 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	
			<b>Domaine Activités sportives</b>		<b>0,00</b>	<b>450 000,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
	<b>Politique Jeunesse, sports et loisirs</b>		<b>0,00</b>	<b>450 000,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		
<b>2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif</b>					<b>189 936,58</b>	<b>4 046 507,08</b>	<b>200 000,00</b>	<b>854 199,98</b>	<b>-7 260,00</b>	<b>1 046 939,98</b>	<b>1 122 154,18</b>	<b>-75 214,20</b>	
3 - Mission solidarité	Habitat	Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	2019	0,00	0,00	2 628,00			2 628,00	0,00	2 628,00	
				2020	0,00	0,00	2 112,00			2 112,00	0,00	2 112,00	
				2021	7 000,00	-7 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00
				2022	0,00	30 520,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00
				<b>Domaine Insertion par le logement</b>		<b>7 000,00</b>	<b>23 520,00</b>	<b>4 740,00</b>			<b>4 740,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 740,00</b>
			<b>Politique Habitat</b>		<b>7 000,00</b>	<b>23 520,00</b>	<b>4 740,00</b>			<b>4 740,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 740,00</b>	
	Insertion	Autres dispositifs d'insertion	Dispositifs d'insertion sociale et médico sociale	2019	52,00	-52,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00
				2020	0,00	-309 515,00	309 515,00		-309 515,00	0,00	0,00	0,00	
				2021	82 980,00	0,00	1 000 000,00	85 428,00	-2 448,00	1 082 980,00	669 197,00	413 783,00	
				2022	0,00	570 980,00	0,00	82 980,00		82 980,00	121 290,00	-38 310,00	
				<b>Domaine Autres dispositifs d'insertion</b>		<b>146 428,09</b>	<b>1 131 483,07</b>	<b>1 831 048,84</b>	<b>168 408,00</b>	<b>-386 892,93</b>	<b>1 612 563,91</b>	<b>1 203 921,00</b>	<b>408 642,91</b>
		Dispositifs RSA	Accompagnement des bénéficiaires du RSA	2019	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00
				2020	0,00	-318 879,73	576 894,24		-329 539,80	247 354,44	183 384,18	63 970,26	
				2021	27 525,00	0,00	1 040 098,49			1 040 098,49	745 836,49	294 262,00	
2022				0,00	3 585 500,00	0,00	3 340 686,55	-11 000,00	3 329 686,55	1 975 143,44	1 354 543,11		
<b>Domaine Dispositifs RSA</b>					<b>907 099,36</b>	<b>11 566 112,33</b>	<b>7 444 788,90</b>	<b>8 422 891,40</b>	<b>-773 220,08</b>	<b>15 094 460,22</b>	<b>10 440 924,88</b>	<b>4 653 535,34</b>	
		<b>Politique Insertion</b>		<b>1 053 527,45</b>	<b>12 697 595,40</b>	<b>9 275 837,74</b>	<b>8 591 299,40</b>	<b>-1 160 113,01</b>	<b>16 707 024,13</b>	<b>11 644 845,88</b>	<b>5 062 178,25</b>		
Personnes âgées	Maintenance à domicile des personnes	Aide à domicile et accord-cadre CNSA	2020	850 373,50	0,00	191 936,92	140 640,48		332 577,40	119 971,57	212 605,83		
			2021	50 000,00	-50 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00		
			<b>Domaine Maintenance à domicile des personnes âgées</b>		<b>900 373,50</b>	<b>-50 000,00</b>	<b>191 936,92</b>	<b>140 640,48</b>		<b>332 577,40</b>	<b>119 971,57</b>	<b>212 605,83</b>	
		<b>Politique Personnes âgées</b>		<b>900 373,50</b>	<b>-50 000,00</b>	<b>191 936,92</b>	<b>140 640,48</b>		<b>332 577,40</b>	<b>119 971,57</b>	<b>212 605,83</b>		
<b>3 - Mission solidarité</b>					<b>1 960 900,95</b>	<b>12 671 115,40</b>	<b>9 472 514,66</b>	<b>8 731 939,88</b>	<b>-1 160 113,01</b>	<b>17 044 341,53</b>	<b>11 764 817,45</b>	<b>5 279 524,08</b>	
4 - Mission	Moyens généraux	Système	Prestations et fournitures	2021	0,00	0,00	200 000,00			200 000,00	191 563,65	8 436,35	

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AE disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AE affectées dans l'année	AE affectées annulées dans l'année	Stock d'AE affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc.
fonctionnelle		Domaine Système d'information			0,00	0,00	200 000,00			200 000,00	191 563,65	8 436,35
		Politique Moyens généraux			0,00	0,00	200 000,00			200 000,00	191 563,65	8 436,35
		4 - Mission fonctionnelle			0,00	0,00	200 000,00			200 000,00	191 563,65	8 436,35
				Somme :	4 151 061,95	16 924 495,04	10 191 857,42	10 254 727,43	-1 373 000,34	19 073 584,51	13 543 421,29	5 530 163,22



## CA 2022 - Etat des caducités sur Autorisations de Programme et Autorisations d'Engagement

AP

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Type d'opération	cod opé	Opération	Mt pluri voté	Mt affecté au 31/12/2022	Mt caduc au 31/12/2022			
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Développement local	Contrats communaux	2013	Sub. Contrats Régionaux	2010P0010247	Contrat régional FAREMOUTIERS (DI13)	333 000,00	222 000,00	111 000,00			
				2015	Sub. Contrats Ruraux	2010P0010250	Contrats ruraux - (DI15)	1 075 780,30	865 780,30	210 000,00			
				2016	Sub. Contrats Ruraux	2010P0010253	Contrats ruraux (DI16)	1 910 049,95	1 901 406,65	8 643,30			
				2017	Sub. Contrats Ruraux	2010P0010257	Contrats ruraux (DI17)	1 972 681,87	1 960 793,77	11 888,10			
				2018	Sub. Contrats Ruraux	2010P0010258	Contrats ruraux (DI18)	3 668 626,02	3 650 841,77	17 784,25			
				2019	Sub. Contrats Ruraux	2010P0010260	Contrats ruraux (DI19)	3 326 762,33	3 178 851,79	147 910,54			
			2020	Sub. Contrats Ruraux	2010P0010263	Contrats ruraux (DI20)	3 969 759,92	3 892 009,93	77 749,99				
			Contrats	2019	Sub. d'Investissement	2010P0020174	Aide au Parc Naturel Régional du Gâtinais Français (DI19)	143 000,00	141 389,20	1 610,80			
			Fonds Aménagement Communal	2019	Sub. d'Investissement	2019P0020001	Fonds Aménagement Communal (DI19)	3 758 309,16	3 741 911,31	16 397,85			
				2020	Sub. d'Investissement	2019P0020002	Fonds Aménagement Communal (DI20)	6 600 000,00	2 390 860,28	4 209 139,72			
			Fonds d'Equipement Rural	2017	Sub. d'Investissement	2015P0040003	Fonds d'Equipement Rural (DI17)	4 052 916,13	4 051 166,13	1 750,00			
				2018	Sub. d'Investissement	2015P0040004	Fonds d'Equipement Rural (DI18)	4 051 776,86	3 926 469,61	125 307,25			
				2019	Sub. d'Investissement	2015P0040005	Fonds d'Equipement Rural (DI19)	4 589 578,24	4 405 299,73	184 278,51			
				2020	Sub. d'Investissement	2015P0040006	Fonds Equipement Rural (DI20)	5 120 316,55	5 061 433,34	58 883,21			
			<b>Développement local</b>										<b>5 182 343,52</b>
			Promotion du	Attractivité du	2020	Sub. d'Investissement	2010P0270366	Fonds développement touristique (DI20)	1 000 000,00	971 483,76	28 516,24		
			<b>Promotion du territoire</b>										<b>28 516,24</b>
<b>Développement territorial</b>										<b>5 210 859,76</b>			
Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	2013	Sub. d'Investissement	2010P0510067	Assainissement (DI13)	3 760 944,31	3 760 944,31	0,00				
			2015	Sub. d'Investissement	2010P0510076	Assainissement (DI15)	3 236 973,40	3 236 911,40	62,00				
			2016	Sub. d'Investissement	2010P0510080	Assainissement (DI16)	3 166 960,12	3 157 429,54	9 530,58				
			2017	Sub. d'Investissement	2010P0510089	Assainissement (DI17)	2 617 141,85	2 589 714,50	27 427,35				
			2018	Sub. d'Investissement	2010P0510100	Assainissement (DI18)	5 232 617,14	5 224 052,69	8 564,45				
			2019	Sub. d'Investissement	2010P0510106	Assainissement (DI19)	4 192 000,40	4 182 499,44	9 500,96				
			2020	Sub. d'Investissement	2010P0510113	Assainissement (DI20)	5 251 500,00	5 234 286,30	17 213,70				
			Cours d'eau	2020	Sub. d'Investissement	2010P0520172	Aménagement rivières (DI20)	225 000,00	222 447,62	2 552,38			
			Eau potable	2017	Sub. Inv. Envir, Eau, DBA	2010P0530165	Eau potable sub. aux communes (DI17)	4 293 624,82	4 281 446,56	12 178,26			
				2018	Sub. Inv. Envir, Eau, DBA	2010P0530173	Eau potable sub. aux communes (DI18)	2 051 010,80	2 044 794,05	6 216,75			
		2020		Sub. Inv. Envir, Eau, DBA	2010P0530192	Matériel de désherbage thermique ou mécanique (DI20)	24 808,00	24 731,00	77,00				
				2020	Sub. Inv. Envir, Eau, DBA	2010P0530194	Eau potable sub. aux communes (DI20)	3 900 000,00	3 899 999,47	0,53			
		<b>Eau</b>										<b>93 323,96</b>	
		Environnement	Aménagement	2020	Sub. d'Investissement	2010P0680139	Aménagement foncier/Echanges et cessions amiables (DI20)	7 000,00	6 998,47	1,53			
Espaces naturels sensibles - autres	2017		Sub. d'Investissement	2010P0670166	ENS/Subv randonnée et biodiversité (DI17)	139 182,00	134 893,00	4 289,00					
	2020		Sub. d'Investissement	2010P0670203	ENS/Subventions acquisition ou aménagement (DI20)	100 000,00	99 999,31	0,69					
<b>Environnement</b>										<b>4 291,22</b>			
<b>Protection de l'environnement</b>										<b>97 615,18</b>			
Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Etudes voirie.	2020	Sub. d'Investissement	2010P0750083	Subvention études APRR Desserte Sympav (DI20)	60 000,00	50 000,00	10 000,00				
		Favoriser le développement économique et local	2009	Sub. d'Investissement	2010P0760088	RD231 Doublement et requalification Marne-la-Vallée convention RATP (DI09)	700 000,00		700 000,00				
			2019	Sub. d'Investissement	2010P0760109	Doublement boulevard circulaire Sud Ouest COD0 (DI19)	896 961,83	896 961,23	0,60				
<b>Aménagement du réseau routier</b>										<b>710 000,60</b>			
<b>Routes départementales</b>										<b>710 000,60</b>			
Transports	Transports publics	Infrastructures de	2018	Sub. d'Investissement	2010P0360081	Electrification lignes Paris Troyes Phase 1 - Tranche 2 (DI18)	2 010 625,71	1 794 795,00	215 830,71				

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Type d'opération	cod opé	Opération	Mt pluri voté	Mt affecté au 31/12/2022	Mt caduc au 31/12/2022		
<b>Transports publics</b>										<b>215 830,71</b>		
<b>Transports</b>										<b>215 830,71</b>		
<b>1 - Mission aménagement et développement du territoire</b>										<b>6 234 306,25</b>		
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des	2020	Sub. d'Investissement	2010P1380312	Restauration des archives communales (DI20)	6 000,00	3 946,00	2 054,00		
		<b>Archives</b>										<b>2 054,00</b>
		Développement de la lecture publique	Développement du réseau - Médiathèques	2019	Sub. d'Investissement	2010P1290221	Subv d'inv aide à l'informatisation (DI19)	4 958,19	4 938,60	19,59		
				2020	Sub. d'Investissement	2010P1290225	Subv aide à l'informatisation (DI20)	25 000,00	5 542,03	19 457,97		
		<b>Développement de la lecture publique</b>										<b>19 477,56</b>
		Patrimoine	Antiquités et objets Patrimoine monumental	2019	Sub. d'Investissement	2010P1320152	Subventions patrimoine mobilier (DI19)	60 000,00	59 817,00	183,00		
				2019	Sub. d'Investissement	2010P1360200	Entretien restauration du patrimoine privé (DI19)	127 290,93	124 684,93	2 606,00		
					Sub. d'Investissement	2010P1360202	Patrimoine remarquable (DI20)	327 660,00	90 000,00	237 660,00		
				2020	Sub. d'Investissement	2010P1360203	Entretien et restauration du patrimoine privé (DI20)	151 112,00	141 598,00	9 514,00		
				2020	Sub. d'Investissement	2010P1360204	Entretien et restauration du patrimoine public (DI20)	901 659,00	900 161,00	1 498,00		
	<b>Patrimoine</b>										<b>251 461,00</b>	
	<b>Culture et patrimoine</b>										<b>272 992,56</b>	
	Education formation	Bâtiments des collèges	Entretien et grosses réparations	2020	Sub. d'Investissement	2010P0860412	Subvention pour kit GSM ascenseurs (DI20)	160 000,00	0,00	160 000,00		
					Sub. d'Investissement	2010P0860418	trav de securisation des abords des colleges (DI20)	150 000,00	81 184,76	68 815,24		
		<b>Bâtiments des collèges</b>										<b>228 815,24</b>
Enseignement supérieur et recherche		Enseignement supérieur et recherche	2020	Sub. d'Investissement	2010P1040077	Campus universitaire de Santé (DI20)	3 000 000,00	1 000 000,00	2 000 000,00			
				Sub. d'Investissement	2010P1040082	Aide aux équipts de Formation Enseign sup et Recherche (DI20)	102 100,00	102 011,81	88,19			
<b>Enseignement supérieur et recherche</b>										<b>2 000 088,19</b>		
Vie des collèges	Participation au	2020	Sub. d'Investissement	2010P0930182	Sub. d'investissement aux collèges privés (DI20)	50 000,00		50 000,00				
<b>Vie des collèges</b>										<b>50 000,00</b>		
<b>Education formation</b>										<b>2 278 903,43</b>		
Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	2020	Sub. d'Investissement	2010P1170137	Petits équipements sportifs en accompagnement des collèges (DI20)	132 349,00	132 338,00	11,00			
				<b>Activités sportives</b>								
	<b>Jeunesse, sports et loisirs</b>										<b>11,00</b>	
<b>2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif</b>										<b>2 551 906,99</b>		
3 - Mission solidarité	Santé publique	Santé publique	2020	Sub. d'Investissement	2010P1510034	Cabines de téléconsultation (DI20)	1 022 800,00	1 000 000,00	22 800,00			
										<b>Santé publique</b>		
<b>Santé publique</b>										<b>22 800,00</b>		
<b>3 - Mission solidarité</b>										<b>22 800,00</b>		
4 - Mission fonctionnelle	Moyens généraux	Bâtiments	Solidarité - entretien	2019	Sub. d'Investissement	2010P2340156	Vidéo surveillance aux abords des MDS et Sites Annexes (DI19)	155 000,00	0,00	155 000,00		
											<b>Bâtiments départementaux</b>	
<b>Moyens généraux</b>										<b>155 000,00</b>		
<b>4 - Mission fonctionnelle</b>										<b>155 000,00</b>		
<b>Total général</b>										<b>8 964 013,24</b>		

**AE**

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Type d'opération	cod opé	Opération	Mt pluri voté	Mt affecté au 31/12/2022	Mt caduc au 31/12/2022	
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Développement	Contrats	2020	Sub. Contrats Parc	2010P0020177	Fonctionnement Parcs Naturels Régionaux (AE20)	100 000,00	99 600,00	400,00	
											<b>Développement local</b>
	<b>Développement territorial</b>										<b>400,00</b>
	Protection de l'environnement	Eau	Cours d'eau	2020	Sub. de fonctionnement	2010P0520174	Entretien rivières (AE20)	173 000,00	164 451,40	8 548,60	
											<b>Eau</b>
<b>Protection de l'environnement</b>										<b>8 548,60</b>	
Sécurité	Sécurité des biens	Opérations de	2020	Sub. de fonctionnement	2010P0490039	Subvention sécurité routière DR (AE20)	47 600,00	14 980,59	32 619,41		

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Type d'opération	cod opé	Opération	Mt pluri voté	Mt affecté au 31/12/2022	Mt caduc au 31/12/2022
		<b>Sécurité des biens et des personnes</b>								<b>32 619,41</b>
		<b>Sécurité</b>								<b>32 619,41</b>
		<b>1 - Mission aménagement et développement du territoire</b>								<b>41 568,01</b>
3 - Mission solidarité	Insertion	Dispositifs RSA	Dispositifs d'insertion	2020	Sub. de fonctionnement	2010P1800139	Actions d'insertion socioprofessionnelle (AE20)	495 653,00	495 646,36	6,64
		<b>Dispositifs RSA</b>								<b>6,64</b>
		<b>Insertion</b>								<b>6,64</b>
		<b>3 - Mission solidarité</b>								<b>6,64</b>
							<b>Total général</b>			<b>41 574,65</b>